



JANVIER
FÉVRIER

2018

#03

Cause

COMPRENDRE LE MONDE
AGIR POUR LE CHANGER



commune

REVUE D'ACTION POLITIQUE DU PCF

p.12 DOSSIER

LE POPULISME

DANS TOUS SES ÉTATS

p.50 **MILITER**

S'engager, s'organiser,
ça fait du bien !

p.60 **PARLEMENT**

État d'urgence,
un arsenal inefficace

p.63 **CONTROVERSE**

Les activistes

p.8 **LE GRAND ENTRETIEN : « Une feuille de route ambitieuse appelant la participation du plus grand nombre de communistes »** Émilie Lecroq

3 ÉDITO

Guillaume Roubaud-Quashie Les voies de la volonté populaire

6 POÉSIES

Katherine L. Battaiellie James Sacré

7 REGARD

Élodie Lebeau Medellín, une histoire colombienne

8 LE GRAND ENTRETIEN

Émilie Lecroq Une feuille de route ambitieuse appelant la participation du plus grand nombre de communistes

12 LE DOSSIER

LE POPULISME DANS TOUS SES ÉTATS

Florian Gulli, Aurélien Aramini Populisme et reconfiguration du champ politique

Alain Hayot Le populisme, parlons-en !

Jean Quétier Que penser du populisme de gauche ?

François Ruffin Le populisme de gauche

Aurélien Fiorel Quel peuple pour quel populisme ?

Éric Fassin Ressentiment d'extrême droite et indignation de gauche

Jacques Bidet Sur le populisme de droite d'aujourd'hui et le fascisme des années 1930

Antonello Ciervo « Un vaut un » : le populisme petit bourgeois du Mouvement 5 étoiles

Laura Chazel, Vincent Dain Podemos, laboratoire d'un populisme démocratique

Laurent Péréa Et le Venezuela ?

Jean-Claude Michea Populisme : le « rôle dirigeant » du peuple d'en bas

Luciano Canfora Construire un peuple ou construire un chef ?

Christian Piquet Ni définition pertinente, ni projet d'avenir pour la gauche

Guillaume Roubaud-Quashie Le populisme fleurit là où on masque la lutte des classes

50 MILITER

Valentin Brouillard-Dusong S'engager, s'organiser, ça fait du bien !

56 OBJECTIF CONGRÈS

Jean-Frédéric Dejean Pour une démarche politique cohérente et influente

Léo Purguette En vue de son congrès, le PCF ajoute le numérique à ses outils

59 CHRONIQUE EUROPÉENNE

Charlotte Balavoine De WikiLeaks aux Paradise Papers : quand arrêtera-t-on de nous jouer la comédie ?

60 PARLEMENT

Éliane Assassi État d'urgence, un arsenal inefficace

63 CONTROVERSE

Gérard Streiff Les activistes

65 CRITIQUE DES MÉDIA

ACRIMED « L'inculture économique des Français » et les vérités universelles d'Éric Le Boucher

67 FÉMINISME

Marie Jay Prostitution : l'analyser, la combattre et l'abolir

70 PHILOSOPHIQUES

Yvon Quiniou Bonheur et communisme

73 HISTOIRE

Joëlle Fontaine À propos du « partage des Balkans » entre Churchill et Staline le 9 octobre 1944 à Moscou

75 PRODUCTION DE TERRITOIRES

Nicolas Lambert Liberté de circulation : un nouveau droit à conquérir

78 SCIENCES

Les sciences et les techniques de la musique mécanique, (entretien avec **Philippe Corbin**)

81 SILO

Anais Theviot Internet révolutionne-t-il la participation politique ?

83 IDÉES

Alain Obadia Le commun : une approche politique prometteuse ? (suite)

86 SONDAGES

Gérard Streiff Harcèlement sexuel

87 STATISTIQUES

Fanny Chartier Les obstacles au recrutement en CDI dans les entreprises

88 LIRE

Pierrick Monnet Christophe Guilluy, le Front national et des questions sur le sens du vote de gauche

91 CRITIQUES

• **Pauline Dreyfus** *Le Déjeuner des barricades*

• **André Chassaigne** *Et maintenant Monsieur le Président*

• **Valère Staraselski** *Le Parlement des cigognes*

93 DANS LE TEXTE (GRAMSCI)

Florian Gulli, Jean Quétier Spontanéité et direction consciente

Cause commune

La rédaction en chef de ce numéro a été assurée par Gérard Streiff

Tél. : 01 40 40 12 34 - Directeur de publication : Guillaume Roubaud-Quashie

Directeur : Guillaume Roubaud-Quashie • Rédacteurs en chef : Davy Castel, Jean Quétier, Gérard Streiff • Secrétariat de rédaction : Noëlle Mansoux • Comité de rédaction : Aurélien Aramini, Hélène Bidard, Victor Blanc, Vincent Bordas, Saliha Bousseadra, Mickaël Bouali, Valentin Brouillard, Séverine Charret, Maxime Cochar, Pierre Crépel, Camille Ducrot, Alexandre Fleuret, Josua Gräbener, Florian Gulli, Gérard Legrip, Corinne Luxembourg, Stéphanie Loncle, Igor Martinache, Michaël Orand, Léo Purguette, Marine Roussillon, Bradley Smith • Direction artistique et illustrations : Frédo Coyère • Mise en page : Sébastien Thomassey • Édité par l'association Paul-Langevin (6, avenue Mathurin-Moreau 75 167 Paris Cedex 19) • Imprimerie : Public Imprim (12, rue Pierre-Timbaud BP 553 69 637 Vénissieux Cedex) • Dépôt légal : janvier/février 2018 - N°03 - ISSN 2265-4585 - N° de commission paritaire : 0919 G 93466.

Les voies de la volonté populaire

— PAR **GUILLAUME ROUBAUD-QUASHIE** —

Malgré ses contradictions, 2017 laisse derrière elle un atroce goût de cendres. En quelques implacables semaines, Emmanuel Macron a fait triompher ses ordonnances anti-Code du travail, supprimé l'impôt de solidarité sur la fortune, poignardé le mouvement HLM, desséché les collectivités territoriales... (Et la liste n'est pas même exhaustive...) Ces conquêtes qui sentent les si maigres repas des jours de grève des XIX^e et XX^e siècles, notre président semble les avaler comme autant de bouchées de brioche au château de Chambord. Rien n'a été capable de l'arrêter jusqu'ici.

Comment, dès lors, ne pas comprendre le spleen et la sidération qui gagnent des millions de nos concitoyens voyant le désastre méthodiquement avancer sans qu'il leur semble possible d'enrayer cette machine infernale ? Tant de luttes ont échoué depuis tant d'années déjà. Certes, il y eut bien quelques crues décennales, exceptions qui confirment la règle : 1995, 2006... Et encore ne s'agissait-il, peut-être, que de mobilisations *contre*, parvenant au mieux, semble-t-il, à *empêcher*, un temps, l'avènement d'une contre-réforme particulièrement abjecte.

Un homme ou une femme de moins de 50 ans a-t-il jamais participé, en France, à une grande lutte nationale victorieuse ? Et combien, au contraire, en a-t-il vu échouer ? Telle est tout de même *l'expérience* vécue par au moins 39 763 599 personnes si on en croit les chiffres de l'INSEE (les moins de 50 ans, en France, soit 61 % de la population française). Encore mesure-t-on bien que cette césure au demi-siècle pourrait être remontée de près de 10 ans (un sexagénaire de 2018 n'avait guère que 10 ans en 1968), ce qui ferait encore basculer plus de 8,5 millions de Français dans cet horizon de luttes défaites.

Il y a 30 ans, ils étaient déjà nombreux, ces fils et filles des combats perdus, mais ils n'étaient encore qu'une grosse minorité du pays (une vingtaine de millions, autour de 40 % de la population), que pouvaient masquer aux optimistes, des millions de bras, de cœurs et de têtes, sûrs de leur puissance collective, pour l'avoir *éprouvée*. Ils sont aujourd'hui près de 75 % si on retient la césure à 60 ans. Remontant le fil du temps, cette proportion se révèle pourtant vite infime tant les luttes et les conquêtes se sont succédé à bonne cadence dans notre pays : des conquêtes de 1968 à celles de la Libération, de celles-ci à celles du Front populaire, de celles-là à la journée de 8h (1919) ou à l'instauration du code du Travail (1910)... sans même entrer dans cet incroyable siècle révolutionnaire ouvert par la Révolution française. Le peuple de ce pays a beaucoup lutté ; il n'a pas toujours gagné ; mais décennies après décennies, toutes les générations ont longtemps fait l'expérience de luttes victorieuses.

»»

» On saisit alors ce que notre époque a d'*inédit* à l'échelle de plus de deux siècles : l'énorme majorité de notre peuple n'a fait l'expérience d'aucune lutte conquérante victorieuse et a, au contraire, vu défiler une noria de défaites collectives.

Les victoires d'hier – peut-être faudrait-il dire plutôt, d'avant-hier – jouissent bien sûr d'un écho persistant mais puissamment assourdi et allant s'assourdisant. Si les victoires des parents résonnent encore quelque peu dans les souvenirs des enfants, faisant parfois de celles-ci des quasi-expériences pour les enfants eux-mêmes, la flamme du souvenir à l'échelle des petits-enfants en est presque réduite à l'étincelle que seuls les curieux et curieuses sont tentés de considérer. Pour le grand nombre des lycéens et lycéennes d'aujourd'hui, bien plus qu'une expérience, même indirecte, ces victoires sont entrées dans l'Histoire, ce grand sac où se mêlent dans le lointain Vercingétorix avec De Gaulle, la reine Victoria et Louis XIV entre deux ou trois poilus de 14-18.

« Un homme ou une femme de moins de 50 ans a-t-il jamais participé, en France, à une grande lutte nationale victorieuse ? Et combien, au contraire, en a-t-il vu échouer ? »

Bien sûr, il faudrait complexifier le tableau car la France de 2018, comme il en fut toujours dans l'histoire des peuples, n'est pas composée de cette belle série continue de Français statistiques : il y eut des Français pour partir à l'étranger et il y eut des étrangers, avec d'autres histoires, pour venir en France. Mais quand bien même. Si on se place insolemment depuis l'épicycle de Mercure pour embrasser avec une rapidité coupable le tableau mondial de notre peuple, il n'est pas sûr qu'on soit amené à nuancer fortement : le grand nombre de ces immigrés a-t-il connu de grandes luttes victorieuses depuis la Révolution des œillets de 1974 (ce qui ne déplace pas de plus de 10 ans la césure jusqu'ici retenue) ? Il faudrait un esprit encyclopédique et une lourde étude pour répondre avec fermeté dans le détail des histoires nationales mais, vu de loin et au risque de myopies, on ne semble pas en percevoir.

Revenons donc à la thèse, hélas guère écornée : le peuple de France de 2018 a ceci d'inédit depuis 1789 que, dans son immense majorité, il n'a jamais fait l'expérience d'une lutte conquérante victorieuse d'ampleur nationale, ayant assisté au contraire à un interminable cortège (une théorie auraient dit les Grecs, aux effets hélas très concrets...) de luttes défaites.

Que notre peuple ait tendance à en tirer la conclusion que l'action collective est vaine, quoi de plus naturel ? La meilleure preuve de la défaite, c'est qu'on la mange... C'est là un des problèmes nodaux de la lutte de classes de notre temps : il faut croire en sa force pour entrer dans l'arène ; il faut identifier ses armes pour oser s'en servir.

Le passionnant de la période est que notre peuple n'en cherche pas moins quelque issue, de mille côtés, sans grand ordre et avec mille contradictions. Assommé de propagande, d'experts dévidant et filant housses et mousses élyséennes, notre peuple se laisse bien grignoter idéologiquement ça et là mais, pour l'essentiel, il tient bon et il tient même bien mieux qu'il ne le fit dans les années 1980-1990. *Toutes* les grandes contre-réformes macroniennes, malgré les luxueux services avant-vente, vente et après-vente, sont fermement rejetées par la *majorité* de notre peuple.

« C'est là un des problèmes nodaux de la lutte de classes de notre temps : il faut croire en sa force pour entrer dans l'arène ; il faut identifier ses armes pour oser s'en servir. »

Nous voici ainsi dans une situation inversée par rapport aux années 1980. Alors, une majorité de notre peuple avait fait l'expérience de luttes victorieuses et en avait éprouvé l'efficace mais le libéralisme, sur fond de décomposition des pays socialistes et de prompt désenchantement post-1981, avait gagné à lui les esprits. D'une certaine manière, schématiquement, on pourrait dire que notre peuple savait lutter mais que, dans sa majorité, il ne le souhaitait guère. On serait tenté d'inverser les termes pour décrire l'état présent... Reconnaissons que la situation actuelle est beaucoup plus enviable pour qui veut changer la société ! Enviable, stimulante et imposant des responsabilités. Transformer des soifs individuelles de changement, impuissantes par elles-mêmes à s'étancher, en des combats collectifs et victorieux, n'est-ce pas là la mission que s'assignent, sans rien renier de leur individualité, les hommes et les femmes qui partagent cette soif et décident de s'organiser pour que les fontaines quittent le rêve pour le réel ?

Alors, s'il faut former un vœu pour l'année 2018, vous l'avez déjà deviné si vous avez poussé la lecture jusqu'ici : trouvons, forçons, identifions et aidons à identifier (comme on voudra) les chemins de ces victoires qui se cherchent. Avec leur congrès de novembre 2018, les communistes ont une grande occasion d'affronter – n'ayons pas peur des grands mots délavés – cette tâche historique. ●

Guillaume Roubaud-Quashie, directeur de *Cause commune*.

JAMES SACRÉ

James Sacré, né en 1939, est issu d'une famille nombreuse paysanne du sud de la Vendée, et passe son enfance dans une ferme (pratiquant d'abord la polyculture puis une culture intensive du tabac). C'est une expérience fondatrice, et tout au long de ses textes courent à la fois des souvenirs de cette enfance et une réflexion sur la condition paysanne : ce « passé paysan » qu'il tient à porter, même s'il est conscient qu'on peut lui reprocher un vieux « fonds paysan réac », nous dit-il lui-même en se moquant.

Il entre à l'École normale. Sa voie (qui a semblé tracée vers l'enseignement agricole) bifurque lorsqu'il rencontre et épouse une Américaine, et part vivre avec elle aux États-Unis, après avoir entamé un cursus de lettres à l'université. À partir de 1972 et jusqu'à sa retraite il vivra et enseignera la langue et la littérature françaises dans le Massachusetts.

Si son œuvre, très abondante, est marquée par ce long séjour aux États-Unis et ses nombreux voyages, notamment au Maghreb, elle reste travaillée par un parler paysan, avec des bribes du patois poitevin pratiqué quand il était enfant, qui bouscule le « bon » français. Sa poésie est immédiatement reconnaissable à ces structures bancales du langage populaire (« les phrases de plus ou moins le français/parlé qu'on dirait simple/en fait pas mal maniéré/avec les choses les gestes des gens qu'on aime ça/s'en va »). Un lyrisme discret s'y exprime, retenu, même dans *Une petite fille silencieuse*, recueil consacré à la mort de sa fille. D'incessantes interrogations sur leurs motifs, leur langue, leur rythme, parcourent aussi tous ses textes, où rien n'est jamais affirmé sans être aussitôt repris, nuancé, mis en doute. Cette poésie s'insinue en nous comme un « savant murmure », selon les mots d'un autre poète, Olivier Barbarant. ●

Katherine L. Battaielle

ça consistait en quelques meubles pas forcément pratiques
des vieux calendriers à côté d'où on met le peigne et la brosse
rien de particulièrement drôle d'avoir comme ça vécu avec pas grand-chose (le poste qu'on écoute en mangeant et des fourchettes en aluminium une dernière cuillère en fer)
maison de ferme qui ressemble quand même à un bonheur
est-ce que ça l'est encore dans cette nouvelle demeure mal bourgeoise au Massachusetts ?
Comment est-ce qu'on voit si on est heureux ?

Quelque chose de mal raconté

Ce que j'ai dit quand j'ai voulu parler de mon père
je comprends bien que c'est comme presque un peu faux
pareil avec le sourire bonheur et niaiserie de ma mère
dans un temps qui est de l'espace retrouvé semble-t-il l'odeur des buissons (petits sureaux, sauge bleue)
le quadrillage en couleurs de la campagne
c'est une rencontre de souvenirs peut-être inventés avec le présent mal précis
qui paraît
ça bouge (mais c'est quand même plaisant comme on dit, plaisir et dérision ensemble)
dans le langage et les yeux qu'on mélange.

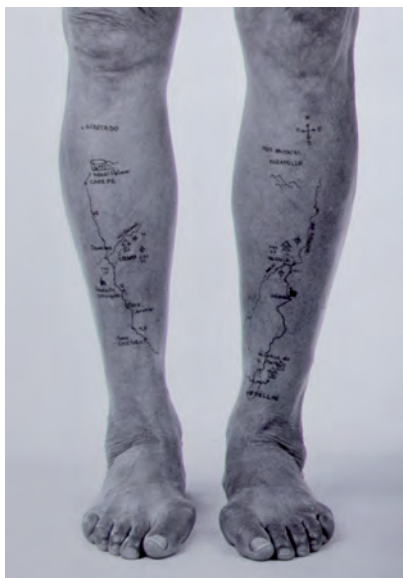
Figures qui bougent un peu

Vouloir écrire comme pour mieux s'égarer
à dire ce que c'est peut-être un paysan
les vieux outils encore une saison les paletots défaits
sourire et misères quel paysan ?
est-ce qu'un poème en peut dire quelque chose sauf que justement c'est la même simple et compliquée
musique humaine
qui s'en va elle s'en va
à travers seulement des couleurs des cris
le silence des façons d'être particulières ça s'en va
ça n'en finit pas d'être à nouveau la musique partout du monde
si même bientôt on n'entend plus rien.

Quelque chose de mal raconté

Figures qui bougent un peu et autres poèmes, Gallimard, 2016.

Cette édition rassemble trois recueils : *Figures qui bougent un peu*, *Quelque chose de mal raconté* et *Une petite fille silencieuse*.



Medellín, une histoire colombienne

Libia Posada, *Signos cardinales*,
2010 (détail).
Avec l'aimable autorisation
de l'artiste et du Museo de Antioquia,
Medellín, Colombie.
© Sylvie Leonard, les Abattoirs,
Toulouse.



Cartographe pour ne pas oublier. C'est ce que propose Libia Posada à des femmes victimes de déplacements forcés en Colombie. Également docteur en médecine, cette artiste a troqué la toile contre des corps humains. La peau que ces femmes habitent porte les stigmates des violences de classe et de genre qu'elles ont subies et qui les ont poussées à quitter leur foyer. Les cartes que l'artiste dessine sur leurs jambes, semblables à de profondes cicatrices, sont les résultats d'un exercice de reconstitution mémorielle effectué par chacune d'elles. De Medellín jusqu'à Quibdó, Santiago du Chili ou encore Caracas, leur exil se voit ainsi révélé dans un vocabulaire cartographique minimal. Reprendre possession de son corps pour devenir maître de son

destin. Un magnifique travail de résilience personnel comme collectif.

À l'occasion de l'année France-Colombie 2017, le musée des Abattoirs de Toulouse, en collaboration avec le musée d'Antioquia de Medellín, propose de donner la parole aux artistes colombiens sur l'histoire récente de leur pays. Le conflit armé y est largement abordé avec des œuvres de Clemencia Echeverri, Delcy Morelos, Laura Huertas Millán et bien d'autres.

Medellín, une histoire colombienne : des années 1950 à aujourd'hui, un événement inédit en Europe, à découvrir du 29 septembre 2017 au 21 janvier 2018. ●

Élodie Lebeau

« Une feuille de route ambitieuse appelant la participation du plus grand nombre de communistes »

Après la consultation des communistes et l'assemblée des animatrices et animateurs de section qui a permis de fixer l'ordre du jour du congrès extraordinaire, **Émilie Lecroq**, chargée de la vie du parti au sein de la direction du PCF, nous livre les enseignements qu'elle tire de cette première séquence et présente les enjeux de la poursuite du processus d'élaboration collective.

— PROPOS RECUEILLIS PAR **LÉO PURGUETTE** —

Comment s'est déroulée la consultation des communistes ?



Près de 14 000 questionnaires nous sont parvenus dans le cadre de la consultation des communistes qui avait pour objectif de définir collectivement les grands thèmes à aborder lors de notre congrès extraordinaire de 2018. À ce chiffre nous pourrions ajouter l'ensemble des camarades qui ont participé à une assemblée générale, une réunion de quartier ou de section qui n'ont pas forcément rempli le questionnaire. Ainsi, nous pouvons estimer que plus de 20 000 communistes ont participé, en un mois et demi, à la réflexion lancée dans cette première étape de préparation de notre congrès. Malgré ses imperfections, la consulta-

tion a permis d'entamer discussion et réflexion dans de nombreux endroits. Les échanges qui se sont déroulés ont souvent permis de dépasser les seuls questionnements proposés par le document pour en faire venir de nouveaux sur le devant des préoccupations et intérêts des communistes.

Ces échanges, ces rencontres ont eu lieu dans la quasi-totalité des départements. Et malgré le peu de comptes rendus qui nous sont parvenus, les échanges que nous avons eus avec nombre de communistes ayant rempli la consultation témoignent d'une multiplication de rencontres pour faire vivre la réflexion collective.

Ainsi la consultation a permis d'associer, dès le début du processus du congrès, de nombreux communistes. Parmi les adhérentes et les adhérents nous

retrouvons bien sûr des camarades qui participent très régulièrement à la vie de notre organisation mais également d'autres plus éloignés des structures locales et parfois même certains pour lesquels nous ne possédions même plus une adresse postale valide.

Quels enseignements en tirez-vous pour la suite de la préparation du congrès ?

Le premier enseignement que nous pouvons tirer de cette consultation est que, quand nous ouvrons des espaces de construction collective, les communistes s'en emparent et y prennent toute leur place. C'est un élément important pour la suite de la préparation de notre congrès. Plus de communistes maîtrisant des sujets, des questions qui nous



Assemblée des animatrices et animateurs de section, le 18 novembre 2017.

paraissent important d'aborder à l'occasion de notre congrès, c'est plus de communistes capables d'agir dans leur organisation et dans la société, et avec une meilleure efficacité.

Il nous faut travailler encore, dans les semaines et les mois à venir, à associer un nombre toujours plus grand de communistes à nos réflexions, nos activités, afin de leur permettre de prendre pleinement leur place dans notre parti pour l'enrichir et les enrichir de l'échange de nos réflexions. La démarche de la consultation a créé une dynamique dans les fédérations, si bien que beaucoup nous ont indiqué que leurs animateurs et animatrices allaient continuer, dans leur

département, de rencontrer des communistes les plus éloignés de nos structures et ainsi leur permettre de verser leurs avis aux débats à venir, en suscitant discussions et échanges. Il faut faire ce travail partout où cela est possible avec les outils qui nous paraissent les mieux adaptés pour cela.

Le second enseignement que nous pouvons en tirer est que, malgré l'année difficile que nous venons de vivre, le PCF, ses militantes et militants constituent une force importante. En effet, mobiliser plus de 20 000 communistes rien que dans la première étape de notre congrès est un signe encourageant pour le devenir et le développement de notre parti.

L'assemblée des animateurs et animatrices de section a décidé de travailler « par chantiers ». Quels sont-ils ? Comment, concrètement, la discussion se mènera-t-elle ?

L'assemblée du 18 novembre a été un succès tant par l'affluence – plus de 930 délégués – que par la qualité du travail produit. À cette occasion, nous avons pris la décision de travailler autour de quatre grands thèmes :

• **Les luttes et le combat communiste.**

Avec ce thème il s'agit d'avancer concrètement dans l'élaboration d'un projet communiste du XXI^e siècle. Ainsi nous ouvrirons, à ce propos, des chantiers ►►

« Assises de l'écologie, campagne nationale pour le droit des femmes et contre les violences, mobilisation pour les communes et l'égalité des territoires dans la République ou encore bataille pour une nouvelle industrialisation avec Alstom, autant d'initiatives qui nous permettent d'ancrer notre congrès dans le réel. »

► qui mêleront réflexions et actions sur des grands axes de bataille (écologie, progrès social...).

- Le deuxième thème est celui de notre **démarche de transformation et de rassemblement** dans la société française. Il s'agit de produire une analyse de la société française et notamment des conditions de la lutte des classes. Ce document constituera le cadre dans lequel nous élaborerons une proposition d'orientation de notre démarche stratégique de transformation et de rassemblement, sur la base d'un bilan de la période écoulée et des enjeux de la nouvelle période.

- Le troisième thème est celui de la **transformation du parti**. Il vise à définir l'organisation que nous devons être, ainsi que les changements à opérer pour y parvenir. Nous avons listé cinq premiers chantiers de travail : le lien de notre parti avec les classes populaires, au travail comme à la cité ; notre politique de formation ; notre communication ; la conception et le rôle de nos directions ; les nouveaux modèles d'organisation dont nous avons besoin.

- Enfin le dernier grand thème concerne les **élections européennes**. Nous souhaitons définir le sens de notre campagne pour 2019 et le type de liste que nous voulons construire. Contrairement aux autres thèmes, ce travail débouchera sur un conseil national fin mars, qui prendra des premières décisions d'orientation et fera des propositions, notamment un calendrier d'élaboration et de validation de nos listes.

Vous le voyez, cette feuille de route est très ambitieuse. Elle exige la partici-

pation, la réflexion d'un nombre important d'adhérentes et adhérents de notre parti afin de traiter largement et en profondeur l'ensemble de ces sujets. Mais cette diversité de chantiers permet également à chacune et chacun de rentrer dans la préparation de notre congrès par la porte d'entrée qui lui est la plus appropriée.

Pour entamer les échanges autour de la feuille de route et passer concrètement dans le travail de chantier, nous devons, partout où cela est possible, faire des comptes rendus de la réunion 18 novembre. Cela facilitera la mise en place de plans de travail autour des différents chantiers. Bien sûr, chaque section ne pourra pas forcément traiter l'ensemble. Il est donc important de

De plus, chacun des chantiers doit être l'occasion d'expérimenter concrètement, de partager sur nos actions et les transformations que nous appelons de nos vœux. Ces expérimentations seront des éléments importants pour alimenter la réflexion, pointer les difficultés à surmonter, comme les réussites à démultiplier.

Cette méthode de travail par chantier n'exclut pas la possibilité de contributions plus traditionnelles qui pourront nous parvenir par courrier postal ou sous format numérique.

Dans le même temps le comité national a décidé de la tenue d'états généraux du progrès social, mais aussi d'assises communistes de l'écologie et d'autres temps forts. Comment articuler l'ensemble ?

Nous l'avons affirmé dès le mois de juin : « Le PCF affrontera tous les défis de la prochaine période » et c'est avec cet esprit offensif que nous voulons aborder la préparation du congrès.

Toutes ces initiatives sont au cœur de l'actualité. Que ce soit les assises de

« Les états généraux du numérique en mars, notre convention pour l'art, la culture et l'éducation populaire fin septembre, les initiatives autour de la lutte pour la paix comme la lutte contre le racisme sont des éléments essentiels pour alimenter notre réflexion. »

sélectionner ceux sur lesquels il semble plus judicieux de travailler, plus particulièrement, en fonction des priorités ou spécificités locales, tout en offrant évidemment la possibilité aux adhérentes et adhérents de participer aux débats en ligne sur les autres chantiers.

l'écologie, la campagne nationale pour le droit des femmes et contre les violences, notre mobilisation pour les communes et l'égalité des territoires dans la République ou encore la bataille pour une nouvelle industrialisation avec Alstom, comme dans d'autres initiatives.

ISF - évasion fiscale - Cice...

FAIRE GAGNER LES RICHES OU LA FRANCE ?



« Les états généraux pour le progrès social sont un moment important pour donner chair au rassemblement et à la construction citoyenne que nous appelons de nos vœux. »

Toutes nous permettent d'ancrer notre congrès dans le réel, à partir des préoccupations concrètes de la population. Et parce que l'action nourrit la réflexion, ces batailles, comme les états généraux du numérique en mars, notre convention pour l'art, la culture et l'éducation populaire fin septembre, les initiatives autour de la lutte pour la paix (mobilisation du 22 septembre et le centenaire de la Première Guerre mondiale), comme la lutte

contre le racisme avec une journée d'étude au printemps sont autant d'éléments essentiels pour alimenter notre réflexion et faire grandir, en permanence, le nombre de personnes qui souhaitent réfléchir et agir avec nous. Les états généraux pour le progrès social ont une importance toute particulière. Ils seront l'occasion pour chacune et chacun de nous, dans nos quartiers, villages, villes ou départements, d'aller à la rencontre de syndicalistes, de militants associatifs, de citoyens, pour leur proposer de débattre à partir des sujets qui les intéressent, pour construire ensemble. C'est un moment essentiel pour donner chair au rassemblement et à la construction citoyenne que nous souhaitons.

Les outils numériques sont régulièrement évoqués car ils permettent d'innover dans l'organisation des débats. Quelle sera leur place pour le congrès ?

Les outils numériques sont d'abord des espaces de partage, de mise en commun et de coélaboration. Autant d'éléments qui structurent notre engage-

ment communiste. Nous avons pour objectif d'élargir le nombre de communistes avec qui nous communiquons régulièrement afin de coconstruire avec eux, dans le cadre de la préparation de notre congrès comme dans celui des initiatives et batailles qui l'accompagnent.

Ces outils doivent nous permettre, à partir d'un travail de recensement des adresses électroniques, d'inviter plus largement à participer aux initiatives et rencontres que nous organisons. Ils vont également nous permettre d'affiner la connaissance que nous avons de chaque adhérent afin de lui proposer des actions en lien avec ses centres d'intérêt, ses combats, ses compétences.

Les outils numériques doivent faciliter tout autant la mise en lien de toutes et tous, adhérentes et adhérents, animatrices et animateurs locaux du PCF de façon à élargir le cercle de celles et ceux qui peuvent s'investir et participer, avec leurs spécificités et selon leurs disponibilités, à la vie des structures locales de notre organisation. Ce sont des outils pour aider les animateurs locaux du parti à démultiplier les liens de proximité. ●

LE POPULISME DANS TOUS SES ÉTATS

Populisme et reconfiguration du champ politique

PAR **FLORIAN GULLI** ET **AURÉLIEN ARAMINI***

D'ABORD, UN IMMENSE MÉPRIS DE CLASSE

À partir des années 1980, le mot populisme est mobilisé, dans un sens péjoratif, tant par des hommes politiques que par des journalistes ou des historiens pour tenter de reconfigurer le champ politique. À leurs yeux, le clivage gauche-droite serait obsolète et il devrait donc être possible de s'entendre entre gens raisonnables (c'est-à-dire entre libéraux) de centre gauche et de centre droit autour de politiques prétendument réalistes et pragmatiques. Bien sûr, ces politiques résolument modernes devront affronter les « archaïsmes » de la société française, presque tous liés à l'incompétence du peuple, des couches populaires notamment, à s'adapter à la nouvelle donne économique des années 1980, incapables de la comprendre. Mais à force de persévérance

et de « pédagogie », cette politique de bon sens menée par une « élite compétente » finirait par s'imposer et par produire ses fruits.

Du côté de ceux qui se présentent comme le rempart face au populisme, il ne s'agit plus du tout de s'autoriser du peuple, comme dans toute démocratie digne de ce nom, mais de s'en méfier. Le peuple serait irrationnel, aisément manipulable par des démagogues. La tyrannie de la majorité ne serait jamais loin. Dès les années 1980, une armée de philosophes satisfaits et bien installés n'allait pas tarder à justifier tout cela, jouant la surenchère en matière de haine du peuple et de mépris de classe, s'auto-proclamant défenseurs des institutions démocratiques menacées par les appétits populaires. Lorsque adviennent des contestations un peu sérieuses, elles sont immédiatement discréditées au lieu d'être discutées démocratiquement. Le peuple n'est pas en mesure de comprendre que les réformes libérales – gel des salaires, recul de l'âge de la retraite, attaque du droit du travail, etc. – vont améliorer son existence. Comme hier les voies de Dieu, les projets libéraux sont impénétrables pour les gens d'en bas. Reste l'effort de pédagogie du nouveau clergé libéral gardien des dogmes ; et, à défaut de pouvoir convaincre, le contournement des référendums et le 49.3. L'éditorial de Serge July, le lendemain du réfé-

« "Populisme" est d'abord le nom d'une insulte, l'expression d'un immense mépris de classe, une manière de museler le débat démocratique en disqualifiant toute critique des politiques libérales. »

rendum de 2005, restera sans doute l'un des sommets de ce mépris du peuple et de ce fantasme censitaire. Le vote contre le traité libéral ? Un « cri de douleur, de peur, d'angoisse et de colère » d'un peuple prisonnier de ses affects et incapable de se hisser au niveau de la raison, à moins que cette « épidémie de populisme » ne soit l'expression de quelque pathologie mentale. Bref, « populisme » est d'abord le nom d'une insulte, l'expression d'un immense mépris de classe, une manière de museler le débat démocratique en disqualifiant toute critique des politiques libérales.

ENSUITE, LE FRONT NATIONAL

Dans un premier temps, les libéraux utilisèrent surtout le terme de « populisme » pour qualifier le Front national (FN) et les forces qui lui sont apparentées en Europe. Faut-il leur emboîter le pas ? On ne gagne jamais à penser dans les mots de ses adversaires. Accepter cette description du FN, c'est lui faire la part trop belle. C'est valider l'idée qu'il serait le parti du peuple, celui qui parle au peuple, quand les enquêtes montrent que le premier choix des classes populaires est l'abstention. C'est aussi lui épargner l'étiquette beaucoup plus déplaisante d'« extrême droite », étiquette qui évoque d'autres époques et les affinités honteuses du FN. Enfin, c'est rendre invisible l'idée fondamentale du FN, qui ne consiste justement pas dans l'unité du peuple, mais à l'inverse, dans la division du peuple français en « immigrés » et « Français de souche ». Et la droite dans tout cela ? Elle se voit lavée de tout soupçon puisqu'elle n'a plus d'extrême droite avec laquelle on pouvait jusqu'à présent l'accuser de vouloir flirter. La « droite forte », Patrick Buisson, Éric Ciotti, c'est la droite, c'est-à-dire le cercle des gens raisonnables. Rien à voir avec le FN puisque ce dernier serait « populiste ». Autant de raisons peut-être de laisser là « populisme » et de continuer à dire, lorsqu'on parle du FN, « extrême droite ». Mais le mot n'a pas épargné la gauche de transformation. Et l'on se souvient du dessin de Plantu en 2012, où le simplisme le disputait au ridicule, montrant un Mélenchon et une Le Pen

en uniforme avec brassard rouge lisant le même discours, sous les mots : « L'ascension des populismes ».

L'extrême droite, jamais, n'a tenté de se réapproprier le terme de « populisme ». Point à méditer ; elle choisit ses propres mots pour se dénommer, par exemple « patriote ».

ET, À GAUCHE...

Une fraction de la gauche, en revanche, s'est réappropriée le stigmate, phénomène qui ne se réduit pas à la France insoumise. Il s'agit de reprendre l'opposition du peuple et de l'élite mais en inversant les signes. L'élite rationnelle devient l'élite corrompue, ayant renoncé à l'in-

térêt général, pour la perpétuation de son propre pouvoir. Le peuple méprisé est transfiguré, seule autorité légitime dans un régime qui veut être démocratique. Tel est le populisme de gauche dans son plus simple appareil : « nous », l'immense majorité, est séparé, voire opposé, à « eux », cette minorité oligarchique exerçant sur le « petit » peuple un pouvoir illégitime que la logique populiste entend renverser.

Les communistes, dans leur combat contre les libéraux, ont plus d'un point commun avec ce courant. Pierre Laurent a d'ailleurs écrit un ouvrage intitulé 99 % (Le Cherche midi, 2016), définissant un « nous » et un « eux ». Mais l'apparente proximité ne doit pas masquer des différences qui ne sont pas de petites différences.

D'abord, qui est-ce « eux », la caste, l'élite ? Des personnalités en vue dans les médias, les responsables du Parti socialiste, le gouvernement Hollande, Les Républicains, les éditorialistes, etc. « Qu'ils s'en aillent tous ! » (au pas-

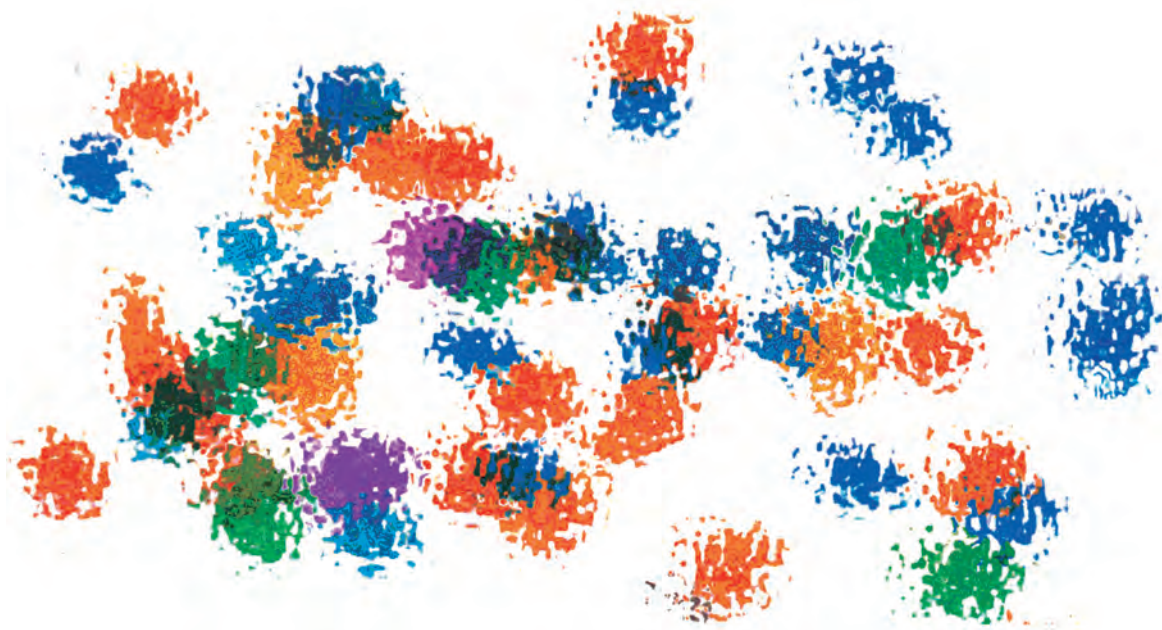
sage, ce fut aussi le discours du candidat Macron). Eh bien, tous ou presque s'en sont allés ! Jamais on n'a vu renouvellement plus profond du personnel politique. Ce coup de balai est une bonne nouvelle, un courant d'air frais dans la vie politique française. Mais force est de constater que les mêmes politiques se poursuivent. Pourquoi ? Parce que la logique capitaliste demeure la même. Logique trop souvent absente du discours populiste. Remarque identique pour le « peuple ». Qui est-il ? Il faut parler ►►

**« Le peuple
a une densité,
une épaisseur.
Nous ne pouvons
pas nous contenter
de désigner
l'adversaire.
Nous devons aussi
analyser
les conditions
d'existence
et les aspirations
des principales
couches sociales
qui constituent
le salariat
aujourd'hui. »**

► de « peuple » bien entendu, mais en même temps de « classe ». Le « peuple », les « 99 % », autant d'expressions qui désignent des « alliances de classes ». Le peuple n'est pas une pure création du discours, comme le croit Chantal Mouffe. Il a une densité, une épaisseur. Nous ne pouvons pas nous contenter de désigner l'adversaire. Nous devons aussi analyser les conditions d'existence et les aspirations des principales couches sociales qui constituent le salariat aujourd'hui. Ensuite, le populisme en théorie (Ernesto Laclau) et en pratique pose la question du leader, mais d'une manière très particulière. Il n'est pas question de nier qu'un mouvement politique doive, à un moment ou à un autre, s'incarner en une figure. Après tout, il y avait, du vivant de Jaurès, des bustes de Jaurès. Et August Bebel, ouvrier autodidacte devenu dirigeant du plus grand parti socialiste d'Europe, l'allemand, était admiré de tous les socialistes. Ce qu'il faut interroger, c'est plutôt le lien qui s'instaure entre l'organisation politique et « le chef ». Qu'une personnalité se donne une organisation est une chose. Qu'une organisation s'efforce de « construire des chefs », pour reprendre l'expression de l'historien Luciano Canfora, en est une autre, très différente d'un point de vue démocratique. L'organisation est alors un obstacle aux velléités aventurières du représentant...

Enfin, le populisme de gauche a le mérite de désigner la base sociale qu'il va chercher à défendre : le peuple. C'est un geste politique indispensable. Mais qui ne suffit pas à faire une politique. Il faut compléter ce geste par la définition d'un horizon politique. Souvent, cet horizon est la démocratisation des institutions politiques (la VI^e République par exemple). C'est indispensable. Néanmoins, ce n'est pas d'abord la corruption des élus qui mine la démocratie, mais la soumission de ses institutions au capitalisme. Raison pour laquelle il faut faire reculer le pouvoir du capital, ce qui revient à s'inscrire dans une perspective communiste. Cette perspective est d'emblée internationaliste, pas le populisme. Non qu'il ne puisse le devenir, néanmoins l'idée que le « nous » ici doive se coordonner au « nous » là-bas n'est pas contenu dans sa définition, comme le montre l'exemple de Grillo en Italie. Alors, même si des intellectuels comme Mouffe et Laclau théorisent l'idée d'une multiplicité des luttes, il se peut bien qu'en pratique l'opposition du peuple à la caste s'enferme dans une conception simplificatrice des conflits. ■

***Florian Gulli et Aurélien Aramini** sont membres du comité de rédaction de *Cause commune*. Ils ont coordonné ce dossier.



Le populisme, parlons-en !

Le populisme est aujourd'hui un « concept valise ». Pour autant faut-il ignorer la réalité politique et idéologique dont il est le nom ?

PAR **ALAIN HAYOT***

« Occulter la lutte de classes permet aux populistes de gommer le clivage gauche/droite et d'associer ainsi des idées et des valeurs réactionnaires et progressistes. »

Le populisme fait plus que jamais l'objet d'un débat clivant. Il y a ceux qui considèrent qu'il s'agit d'une « injure polie » visant à discréditer l'autre ou d'une notion « flottante » qui ne sert pas à grand-chose ; d'autres que c'est le bon concept pour rendre compte de l'émergence, en Europe et dans le monde, de courants politiques nationalistes et identi-

taires, autoritaires et xénophobes, issus de l'extrême droite et de la droite, dont la caractéristique commune est de se réclamer du peuple pour mieux l'enfermer dans une nouvelle servitude ; d'autres encore, parmi les libéraux, y voient l'opportunité de retrouver la confiance des peuples en mêlant un néo-conservatisme sociétal à des politiques économiques ultralibérales de type thatcherien ; d'autres enfin, se situant paradoxalement dans le camp de l'alternative progressiste

aux politiques libérales, s'en réclament explicitement, en affirmant vouloir substituer au clivage gauche/droite un rapport antagonique entre peuple et élite.

DE QUOI LE POPULISME EST-IL LE NOM ?

J'ai bien conscience que le populisme est aujourd'hui un « concept valise » et qu'il est difficile parfois de démontrer son caractère opératoire. Pour autant, dans l'attente d'une meilleure théorisation, faut-il ignorer la réalité politique et idéologique dont il est le nom ? Je ne le pense pas. D'abord, parce qu'il s'agit moins d'un concept que d'une catégorie de la pratique médiatique, politique et intellectuelle. Ensuite, parce qu'il s'est imposé dans l'espace public, y

compris celui de la recherche, pour qualifier l'émergence de forces politiques et d'idéologies aux sources historiques évidentes mais nouvelles par leur inscription dans le monde d'aujourd'hui. Il est urgent d'analyser ces formes contemporaines de résurrection du nationalisme, de renaissance des identitarismes ethniques et/ou religieux, de revitalisation de la xénophobie et du racisme. Leurs effets sociaux, culturels et politiques sont dangereux et attentatoires à la démocratie et aux libertés. C'est à l'extrême droite que ces courants prospèrent mais désormais ils étendent leur influence à des pans entiers des droites que l'on qualifie de « classiques ». On assiste ainsi à une large recomposition politique qui rebat les cartes au sein du camp conservateur, contribuant ainsi à son renforcement et dressant chaque jour un peu plus des obstacles aux alternatives progressistes à l'ordre établi. Il faut les analyser d'autant plus en Europe où ils parviennent à apparaître pour une part non négligeable de la population comme une alternative aux désastreuses politiques libérales.

Ces populismes prétendent s'exprimer au nom des peuples et de leur « identité » pour mieux les sauver de la « catastrophe annoncée », mais à aucun moment ils ne posent la question de l'abolition des systèmes de domination qui pèsent sur les êtres humains et sur la nature, et règlent la marche du monde : le capitalisme globalisé et financiarisé, l'impérialisme et le néo-colonialisme, le patriarcat ou encore les formes exacerbées de xénophobie et de rejet de l'autre. Ils refusent totalement l'idée même de luttes de classes opposant les classes possédantes aux classes qu'elles exploitent, dominent et aliènent. Ils veulent leur substituer des antagonismes variables qui sont autant d'impasses : les peuples contre des élites non définies, les nationaux contre les étrangers, les « guerres de religion », la chrétienté contre l'islam ou l'islam contre toutes les autres religions, ou encore le « choc » ▶▶

« Les populistes s'acharnent à déconnecter la culture de toute exigence artistique et de toute pensée critique et émancipatrice. »

► des civilisations », l'Occident contre les nouveaux barbares, les purs contre les impurs...

Ces populismes peuvent présenter des figures différentes en fonction des traditions nationales, des situations géopolitiques ou des traits culturels et religieux spécifiques, mais ils possèdent des caractéristiques communes qu'il est important d'analyser pour mieux les combattre.

DES CARACTÉRISTIQUES COMMUNES

La référence au peuple

Les populismes font sans cesse référence au peuple. Mais il s'agit d'un peuple essentialisé, porteur d'une vérité unique voire d'une âme, fondée, certes non plus sur une conception biologique de « la race pure » (c'est encore vrai pour certains groupes néofascistes), mais sur une « identité commune », qui peut être une « identité nationale » et/ou un dogme religieux. Cette « identité » peut fluctuer en matière d'échelle : de la nation à l'Europe, de l'Occident à des visions fondamentalistes de la chrétienté, de l'islam ou de la judaïté. Elle se nourrit de l'histoire coloniale et esclavagiste qui a construit les pseudo-théories de l'inégalité des « races » et/ou des « civilisations ». Elle définit un « nous » contre tous les autres, qu'il s'agisse des pays étrangers dans le monde ou des ennemis de l'intérieur, ces « immigrés », ces « étrangers », ces « pas de chez nous », constitués en boucs émissaires de tous les maux du peuple alors qu'ils en sont partie intégrante.

La déconnexion avec les rapports de classes

Cette vision communautarisée ou ethnicisée du peuple est totalement déconnectée des rapports de classes. Elle brouille les repères sociaux, ne fait plus de différence entre ceux qui possèdent les moyens financiers et industriels donc les richesses produites et ceux qui subissent au quotidien les formes diversifiées de l'exploitation économique, de la domination sociale et

de l'aliénation culturelle, au sein desquelles s'insinuent et se surajoutent le sexisme et le racisme dont les populistes se réclament ouvertement. Occulter la lutte de classes permet aux populistes de gommer le clivage gauche/droite et d'associer ainsi des idées et des valeurs réactionnaires et progressistes. C'est le fameux processus de triangulation qui permet de rallier dans un même combat des sensibilités différentes. Ainsi quand Marine Le Pen lance son mot d'ordre, « la laïcité contre l'islam », cela lui permet de créer un point de convergence entre des racistes, singulièrement les islamophobes, des chrétiens traditionalistes qui refusent l'islam pour des raisons théologiques, des partisans de la colonisation qui le rejettent pour des raisons historiques, mais aussi des féministes qui voient dans l'islam leur ennemi principal ou des républicains pour qui la laïcité est d'abord un combat permanent contre toutes les religions.

Le populisme culturel

La dimension culturelle du populisme est essentielle à son efficacité sociale et idéologique. Elle s'articule autour d'un récit national et d'un repli identitaire, ethnocentrique, xénophobe et assimilationniste qui tente de priver chaque individu de son bagage culturel et de le conduire à s'intégrer à un modèle culturel unique. Ce « récit national » est totalement réécrit par des idéologues réactionnaires sur un mode unitaire et essentialisé.

S'accommodant fort bien du fait que la marchandisation impose l'idée consumériste d'une prétendue liberté de choix dans une « offre de produits culturels » fabriqués à la sauce de l'audimat et du « moins-disant culturel », les populistes

« L'autoritarisme est consubstantiel au populisme parce qu'il part du principe que les peuples ne font pas l'histoire et que leur destin doit s'incarner inévitablement dans un chef charismatique, un guide capable de fédérer le peuple autour de lui et de lui indiquer la voie à suivre. »

s'acharnent à déconnecter la culture de toute exigence artistique et de toute pensée critique et émancipatrice. Ils la réduisent à un dérivatif immédiat, la « télé-réalité » par exemple, fort éloignée du quotidien vécu par les gens. Eux savent

La mise à l'écart des corps intermédiaires et de la séparation des pouvoirs

Le « chef » va exercer le pouvoir directement et sans corps intermédiaires parce qu'il est le seul à comprendre et à savoir gouverner son peuple.

« La vision de Chantal Mouffe d'un peuple se rassemblant à l'affect autour d'un chef, fût-il charismatique, outre qu'elle est foncièrement antidémocratique, évacue les rapports de classe au profit d'une image unitaire du peuple s'opposant à une élite. »

ce que veut le peuple, « du pain et des jeux ». L'effet recherché n'est rien moins que l'anesthésie des « classes dangereuses », la fabrication de l'aliénation culturelle, la servitude volontaire et l'acceptation de l'ordre inégalitaire.

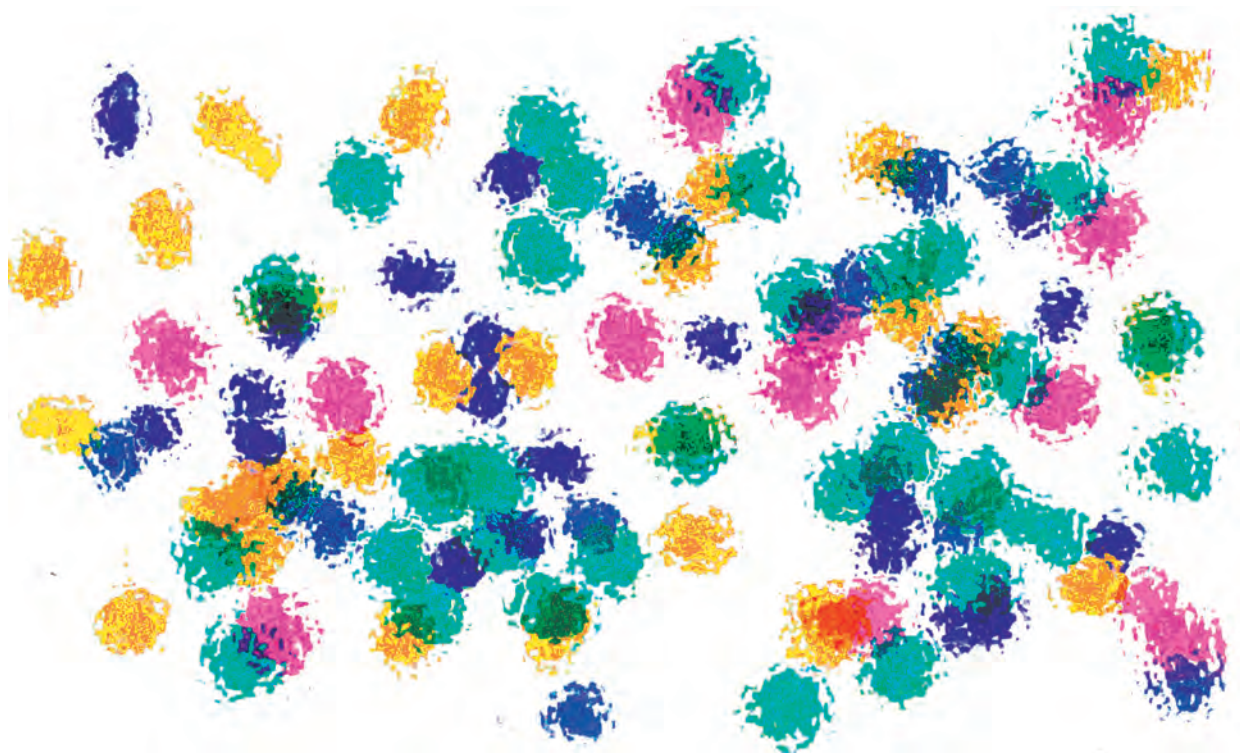
Le culte du chef

Les populismes mettent fondamentalement en cause le cœur des « Lumières » : la rationalité dans l'analyse des origines de l'humanité comme dans la connaissance de la marche des sociétés, toute recherche universelle d'un bien-être commun et la question clé de la démocratie. Au pouvoir ou dans l'opposition, ils sont d'ailleurs à l'origine de dérives autoritaires et sécuritaires aujourd'hui généralisées en France, en Europe et dans le monde. Cet autoritarisme est consubstantiel au populisme parce qu'il part du principe que les peuples ne font pas l'histoire et que leur destin doit s'incarner inévitablement dans un chef charismatique, un guide capable de fédérer le peuple autour de lui et de lui indiquer la voie à suivre. Cette théorie de l'homme providentiel s'appuie sur la vision réactionnaire des foules développée au début du XX^e siècle par Gustave Le Bon. Selon lui, les peuples fonctionnent, non à l'intelligence des situations, des intérêts à défendre ou à un imaginaire révolutionnaire, mais à des émotions immédiates, à des affects, voire à une hystérie collective annihilant tout esprit rationnel et critique. Ils ont donc, selon cette théorie, un absolu besoin de confier leur destin à un individu qui saura incarner et exprimer leurs désirs et leurs aspirations dans un rapport quasi charnel avec eux.

C'est pourquoi les régimes populistes – en cela ils sont aujourd'hui rejoints par les néolibéraux – s'en prennent à tous les corps intermédiaires : les parlements transformés en chambres d'enregistrement des décisions du « leader » ; les collectivités locales à qui on retire toute autonomie au profit d'une technocratie verticale et étatiste ; les syndicats accusés de faire écran dans les entreprises entre les travailleurs et les patrons et auxquels on veut opposer une collaboration de classe à la base parfaitement assumée au nom de l'efficacité économique, niant ainsi toute utilité à un syndicalisme de lutte à une échelle confédérale et interprofessionnelle. La dérive autoritaire et la haine des corps intermédiaires débouchent inévitablement sur la mise en cause de la séparation des pouvoirs, en particulier le pouvoir judiciaire et celui de la presse, et pour finir l'atteinte aux libertés individuelles et collectives.

DU POPULISME AU LIBÉRALISME AUTORITAIRE

On le voit, les idéologies populistes n'ont fondamentalement pas pour objectif l'émancipation des peuples et encore moins celle des êtres humains. Elles constituent des impasses, voire des roues de secours pour sauver un système capitaliste profondément en crise et qui a perdu la confiance des peuples. C'est d'autant plus vrai qu'aujourd'hui leur influence ne se réduit pas à la recomposition des droites extrêmes et des extrêmes droites. Entièrement ou par fragments, elles occupent le débat public et imposent leur hégémonie culturelle. C'est ainsi que les ►►



►► néolibéraux n'hésitent plus à renier certains principes fondateurs du libéralisme, pour intégrer dans leur discours et leur pratique des dimensions essentielles de l'idéologie populiste. L'affirmation par Emmanuel Macron d'un pouvoir monarchique, quasi « mystique » et jupitérien, s'accompagne ainsi d'une dérive autoritaire et sécuritaire contre les libertés, d'un antiparlementarisme primaire où les élus sont réduits à une fonction d'expertise, d'un tissu local et social vidé de sa substance démocratique, enfin d'une offensive antisociale sans précédent, s'en prenant au mouvement syndical avec une violence inouïe : verbale avec la morgue et l'arrogance qui semblent le caractériser, physique quand on voit la violence policière qui s'abat sur les mouvements sociaux. Il y a des dimensions populistes au pouvoir macronien.

SUR LE « POPULISME DE GAUCHE »

L'émergence à la gauche de l'échiquier politique de courants qui se réfèrent explicitement au

« “Le populisme de gauche” est un oxymore, il y a une contradiction antagonique entre les deux termes. »

populisme et lui trouvent des vertus nécessaires à la prise de pouvoir trouve son origine en Amérique latine au sein d'une social-démocratie qui refuse à la fois le ralliement à un marxisme révolutionnaire incarné sur ce continent par le Che et l'expérience cubaine et l'adhésion au « blairisme » triomphant en Europe.

Pour m'en tenir à la France insoumise, une question se pose : le « populisme de gauche » revendiqué par ses principaux dirigeants (Jean-Luc Mélenchon dans plusieurs textes ou encore Alexis Corbière et Charlotte Girard lors des débats récents à la Fête de l'Humanité), est-il compatible avec le nécessaire rassemblement

de toutes les forces alternatives dans le combat contre Macron ? Ma réponse est positive, tant est forte l'exigence unitaire dans le pays. Mais je pense aussi nécessaire qu'un débat ait lieu sur le concept de gauche que la FI rejette désormais parce que galvaudée par les dernières expériences socialistes, pour en renouveler la définition et la politique à promouvoir. Certes, la FI semble de plus en plus assumer son discours populiste qu'elle qualifie d'« humaniste » pour se différencier du FN, et privilégie une stratégie autonome d'union du peuple autour d'elle au détriment d'une alliance à gauche qu'elle qualifie de « vieille politique ». Ce débat public et citoyen doit donc porter sur les contenus de l'alternative comme sur les modalités du rassemblement. Il y va de l'avenir des luttes sociales et du mouvement de transformation dans notre pays. En même temps, il me paraît indispensable de poser la question suivante : le populisme est-il une bonne voie pour la transformation sociale en France et en Europe ?

Afin d'ouvrir ce débat, je veux dire ici pourquoi je réponds négativement à cette question. Pourquoi se réclamer du populisme me semble dangereux pour l'avenir du mouvement transformateur ? Parce que « le populisme de gauche » est un oxymore et qu'il y a une contradiction antagonique entre les deux termes. En premier, parce que la vision de Chantal Mouffe d'un peuple se rassemblant à l'affect autour d'un chef, fût-il charismatique, outre qu'elle est foncièrement antidémocratique, évacue les rapports de classe au profit d'une image unitaire du peuple s'opposant à une élite, là encore mal définie, et ne permettant pas d'analyser clairement les classes et les intérêts en présence. En second lieu, si la lutte de classes est remplacée par une opposition entre un peuple et des élites, que fait-on quand on s'est débarrassé des élites, même en admettant, comme le dit la FI, qu'on les assimile aux oligarchies financières ? Dans la vision populiste du monde il y a, qu'on le veuille ou non, l'idée que ce n'est pas le peuple qui fait l'histoire mais ses représentants, le chef et la force politique à qui il a confié son destin et qui doivent le guider vers le bonheur auquel il a droit. Il s'agit donc bien d'un bonheur octroyé ou, pour dire les choses autrement, d'une volonté de faire le bonheur du peuple à sa place. Le comportement « avant-gardiste » de la FI, sa forme d'organisation, non démocratique de son propre aveu, pyramidale et centraliste, enfin le

« Le populisme appartient fondamentalement à la tradition historique et politique des droites, quel que soit le courant auquel elles se rattachent. »

caractère tribunitien de son leader laissent volontiers penser que la FI partage cette conception de la politique. Ce n'est pas celle des communistes français aujourd'hui, précisément parce qu'ils ont tiré les enseignements de leur histoire et de celle du XX^e siècle. En cette année 2017, centenaire de la révolution d'Octobre, est-il besoin de rappeler qu'« il n'y a pas de processus révolutionnaire abouti sans un développement ininterrompu de la démocratie, dans tous les domaines [...] sans action et maîtrise consciente du processus politique par le peuple » (Pierre Laurent).

EN GUISE DE CONCLUSION PROVISOIRE.

Le populisme, comme je l'ai montré dans la première partie de ce texte, appartient fondamentalement à la tradition historique et politique des droites, quel que soit le courant auquel elles se rattachent. Les forces de gauche, le mouvement ouvrier, les courants progressistes et humanistes l'ont combattu à juste raison et souvent avec une grande vigueur. Je ne pense pas qu'emprunter la voie populiste, même en la dépouillant de ses oripeaux racistes et en la dotant d'un programme de changement, puisse constituer un moyen de faire reculer les forces réactionnaires et d'accéder au pouvoir. Le déficit démocratique et citoyen, la cohérence identitaire, nationaliste et autoritaire, l'antihumanisme foncier et le rejet de l'autre que contient une telle démarche constituent toujours, l'histoire l'a montré maintes et maintes fois, une sorte de péché originel qui revient, tel un boomerang, dans un sens contraire aux intérêts des peuples. ■

*Alain Hayot est membre du Comité exécutif national du PCF.

Que penser du populisme de gauche ?

Le populisme de gauche est devenu une référence théorique fondamentale pour différents mouvements progressistes, notamment Podemos et la France insoumise. Du rôle qu'elle accorde aux leaders à la place qu'elle laisse aux affects en passant par la critique qu'elle adresse à la démocratie directe, cette approche ne va pas sans poser problème.

PAR JEAN QUÉTIER*

Le concept de « populisme de gauche » est notamment issu des travaux de deux philosophes, Chantal Mouffe et Ernesto Laclau, dont l'ambition est de proposer une alternative aux théories libérales de la « troisième voie », mais aussi au marxisme. Pour Chantal Mouffe, on ne peut véritablement prétendre faire de « la » politique que si l'on a conscience de ce qu'est « le » politique, de ce qui constitue l'essence, le fonds commun de toutes les pratiques politiques. « Le » politique, comme le dit Chantal Mouffe dans *L'Illusion du consensus* (Albin Michel, 2016), c'est la dimension de conflictualité constitutive des sociétés humaines et plus précisément le partage de la société entre un « nous » et un « eux ».

ANTAGONISME ET AGONISME

Sur ce point, elle assume une certaine filiation avec le théoricien nazi Carl Schmitt qui considérait que le propre du politique était de s'organiser autour de la polarité ami/ennemi. Elle cherche néanmoins à s'en démarquer (à penser « avec Schmitt contre Schmitt », selon ses propres termes) en affirmant que son objectif est de construire un rapport nous/eux qui ne tombe pas dans la relation ami/ennemi, dont le débouché naturel est la guerre. Elle affirme qu'il faut inaugurer une nouvelle forme de relation nous/eux, compatible avec la démocratie. Cela suppose de reconnaître la légitimité de ses opposants et de remplacer l'ennemi par un « adversaire », ce qu'elle appelle aussi « transformer l'antagonisme en agonisme » au sens où l'antagonisme caractérise une relation entre ennemis, qui peut conduire à la destruction de l'autre, tandis que l'agonisme caractérise une relation

entre adversaires qui suppose de reconnaître à l'autre le droit de défendre sa position. De ce point de vue, Chantal Mouffe cherche à maintenir l'opposition nous/eux en l'insérant dans le cadre d'une politique démocratique.

UNE PRISE DE DISTANCE AVEC LE MARXISME

Si les principaux adversaires de Chantal Mouffe sont les tenants d'une vision technocratique, notamment ceux qui considèrent que le clivage droite/gauche n'a plus de sens, elle voit égale-

ment dans le marxisme une conception du monde obsolète. Selon elle, il faudrait cesser de considérer que les acteurs sociaux (en l'occurrence les classes sociales) ont des intérêts objectifs, indépendamment de la conscience qu'ils en prennent ou non. La cible principale de Chantal Mouffe est la distinction classique entre classe en soi et classe pour soi. Sa formulation canonique se trouve aux dernières pages de l'ouvrage de Marx, *Misère de la philosophie*, dans lequel il explique que la domination du capital crée déjà une classe ouvrière disposant d'intérêts communs mais que seule la lutte politique de la classe ouvrière fait passer la classe ouvrière du statut de classe

vis-à-vis du capital à celui de classe pour elle-même. Et lorsque ce passage de la classe en soi à la classe pour soi ne s'opère pas, le marxisme attribue cela à la « fausse conscience » de la classe ouvrière – un concept que Chantal Mouffe juge inopérant et qu'elle réduit à une disqualification morale aristocratique. Chantal Mouffe reproche donc au marxisme une forme d'essentialisme (la classe ouvrière aurait *par essence* intérêt au renversement du capitalisme, elle

« Ce concept a pour ambition de proposer une alternative aux théories libérales de la « troisième voie », mais aussi au marxisme. »

serait *par essence* révolutionnaire, etc.) qu'elle considère comme injustifié. C'est d'après elle une des raisons pour lesquelles le marxisme aurait été incapable de comprendre les aspirations des « nouveaux mouvements sociaux » (féminisme, antiracisme, écologie...). Elle cherche à montrer qu'il n'existe aucune relation logique entre les objectifs socialistes et les positions des agents sociaux dans les rapports de production, précisément parce que le concept d'intérêt objectif mobilisé par le marxisme n'aurait pas de fondement théorique.

Pour Chantal Mouffe, c'est l'émergence d'un moment « postpolitique », dans lequel les différences entre la droite et la gauche sont gommées, qui crée les conditions d'une « situation populiste », laquelle peut pencher vers la droite aussi bien que vers la gauche. Il faudrait saisir l'occasion offerte par une telle situation pour peser en faveur d'une radicalisation de la démocratie. Dans *La Raison populiste* (Seuil, 2008), Ernesto Laclau affirme que les reproches que l'on adresse généralement au populisme (il est vague, il s'appuie sur la rhétorique) ne sont pas à comprendre de manière péjorative et doivent au contraire être valorisés. Le caractère « vide » des mots d'ordre sur lesquels il s'appuie n'est pas le résultat d'un sous-développement idéologique du mouvement qui les formule, il exprime tout simplement le fait que toute unification populiste prend place sur un terrain social radicalement hétérogène. Plus les demandes sociales sont hétérogènes, plus l'identité des forces populaires et de l'adversaire à combattre devient difficile à déterminer. De ce fait, le vague et l'imprécision deviennent nécessaires.

DÉMOCRATIE REPRÉSENTATIVE CONTRE DÉMOCRATIE DIRECTE

La théorie populiste accorde également une place décisive aux leaders politiques. À rebours de toute une tradition de gauche qui remonte à Rousseau, les deux auteurs plaident très nettement en faveur de la démocratie représentative contre la démocratie directe. Chantal Mouffe

affirme ainsi dans *Construire un peuple* (Le Cerf, 2017) que l'idée même de trahison de la parole des représentés repose sur un préjugé : celui de la préexistence des volontés collectives par rapport au processus de construction du peuple. Elle considère au contraire que les volontés collectives sont entièrement construites par le discours et que cette construction discursive ne peut s'opérer que par l'intermédiaire de la représentation. Le représentant n'est pas un acteur passif, il ajoute quelque chose aux volontés qu'il représente.

UNE OPPOSITION À UNE APPROCHE RATIONALISTE DE LA POLITIQUE

On peut adresser plusieurs critiques à cette approche. D'une part, la théorie de Chantal Mouffe s'oppose explicitement à toute approche rationaliste de la politique : en dernière instance, ce sont toujours les affects, les passions qui commandent à la formation des volontés collectives susceptibles de faire peuple. C'est évidemment une manière de faire de la

conflictualité sociale et politique une donnée anthropologique irréductible, qu'il faudrait tout simplement assumer. Si toute société est traversée par l'opposition entre un « nous » et un « eux », on ne voit pas pourquoi certaines oppositions seraient plus pertinentes ou plus légitimes que d'autres. Pourquoi l'opposition entre bourgeoisie et prolétariat serait-elle plus légitime que l'opposition entre Français et étrangers ? Si on ne peut

« Si on ne peut pas rendre raison, par une analyse sociologique ou économique, des fractures objectives qui traversent la société, rien ne permet de dire que le populisme de gauche est légitime tandis que le populisme de droite ne l'est pas. »

pas rendre raison, par une analyse sociologique ou économique, des fractures objectives qui traversent la société (par exemple la division en classes sociales dont les intérêts sont opposés), rien ne permet de dire que le populisme de gauche est légitime tandis que le populisme de droite ne l'est pas. Cette difficulté n'est pas sans lien avec le fait que Chantal Mouffe reste très allusive sur ce que pourrait être le contenu d'une politique progressiste.

D'autre part, Chantal Mouffe privilégie une approche clairement relativiste : d'après elle, il ►►

► n'y a pas et il n'y aura jamais d'intérêt général, il n'y a pas et il n'y aura jamais de revendications susceptibles de recevoir l'assentiment de tous. De ce point de vue, il est symptomatique que, dans *Construire un peuple*, elle reproche au mouvement Occupy d'utiliser le slogan « Nous sommes les 99 % » car elle considère qu'il ne reconnaît pas les divisions qui traversent nécessairement la société. On peut toutefois considérer que ce mot d'ordre n'a pas tant une valeur statistique qu'une valeur performative dans la mesure où il interpelle une majorité très hété-

rogène pour l'unifier par opposition au 1 % de super-riches. Mais n'oublions pas qu'en France le salariat représente près de 90 % de la population active – dont la moitié est composée d'ouvriers et d'employés. Si cette classe du travail n'est bien sûr plus la même qu'il y a un demi-siècle, il serait hâtif d'en conclure qu'elle n'existe plus et que ses intérêts ne sont pas ceux du plus grand nombre. ■

*Jean Quétier est agrégé de philosophie et doctorant à l'université de Strasbourg.

Le populisme de gauche

Voilà des années que le journal *Fakir* et François Ruffin se revendiquent du populisme de gauche. Ce qui ne les empêche pas de se référer au langage marxiste des classes sociales.

ENTRETIEN AVEC **FRANÇOIS RUFFIN***

Fakir se revendique du « populisme de gauche » mais, si l'on en croit un entretien de 2016, bien avant d'avoir lu Chantal Mouffe. Par quel chemin y parvenez-vous ?

Je me souviens l'éditorial de Serge July dans *Libé* le lendemain du référendum de 2005 sur le traité de Rome. Amer devant la victoire du « non », il parle d'« épidémie de populisme ». À ce moment, pour moi, « populiste » renvoyait au « prix du roman populiste » qui récompense une œuvre qui « préfère les gens du peuple comme personnages et les milieux populaires comme décors à condition qu'il s'en dégage une authentique humanité ». Populiste était pour moi un mot noble, pas une injure. Par ailleurs, ce mot décrivait parfaitement bien l'idée que je me faisais de mon activité de journaliste : peindre les vies populaires avec empathie. Chez Serge July, le mot servait à dénoncer, à condamner le peuple pour n'avoir pas été assez rationnel. D'où l'idée chez moi de retourner le stigmat et de ne pas faire de ce mot un épouvantail. Voilà pourquoi avec *Fakir*, on n'a pas hésité à se dire « populistes », en précisant que nous étions populistes



de gauche. Preuve au passage que le populisme n'élimine pas le clivage gauche-droite.

Qu'est-ce que le populisme pour vous ?

Le populisme, c'est d'abord une pratique. Une histoire. Chez les Whirlpool, certains ouvriers disent du mal des « assistés », etc. Il existe un clivage entre « nous », les ouvriers, et « eux », les assistés. Pratiquer le populisme, c'est leur proposer un autre adversaire. Il s'agit pour moi de reconstruire un autre « nous ». Le « nous » des simples, des gens, des petits, etc. Cela fonctionnait ainsi avant les années 1980. Mais après, on a commencé à nous dire que cette manière de voir était archaïque, dépassée, etc. Au contraire, il faut y revenir, revenir au conflit entre les petits et les gros.

Et les classes sociales dans tout ça ?

Parler du peuple n'empêche pas de parler de classe. S'il faut parler de peuple, il faut aussi avoir conscience de sa diversité sociologique interne. Pour conquérir l'hégémonie, il faut réussir à dépasser deux divorces au sein du peuple. Pour le dire vite, le divorce entre les « pros » et les « prolos », les deux cœurs sociologiques de la gauche. Et le divorce dans les milieux populaires entre enfants d'immigrés et enfants d'ouvriers des campagnes.

Parler de « peuple », abstraitement, ne risque-t-il pas de contribuer à rendre invisibles les classes populaires ?

La faible représentation des classes populaires est un problème général. Il n'y a qu'à regarder

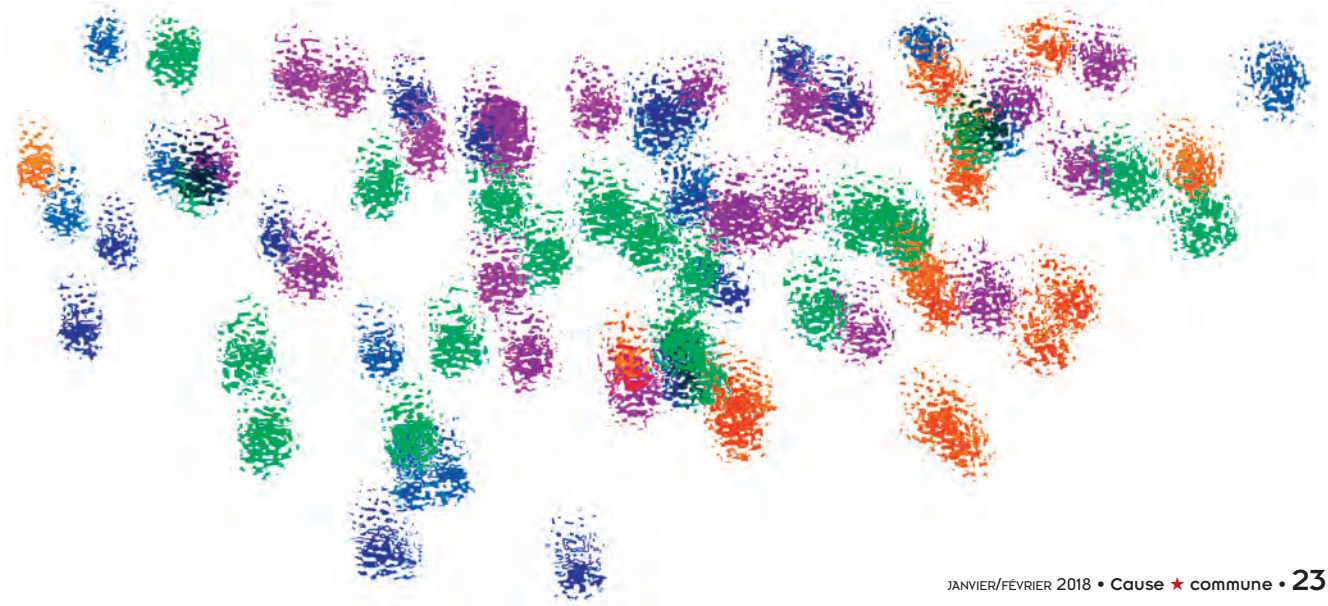
« Il s'agit pour moi de reconstruire un autre « nous ». Le « nous » des simples, des gens, des petits, etc. »

la composition des différents partis ou mouvements à gauche. C'est un problème de fond : comment rend-on la parole et un rôle aux classes populaires ? Comment fait-on monter des ouvriers, des aides-soignantes, etc., en responsabilité ? Est-ce qu'il faut recréer des écoles de parti ? Compter sur la formation syndicale ? Je n'ai pas de recette toute faite. Juste, accuser le « populisme » de les rendre invisibles, ça me paraît à côté de la plaque.

Chantal Mouffe dit vouloir rénover la social-démocratie. Partagez-vous cet objectif ?

Je lis les livres de Chantal Mouffe. J'y prends des choses, mais pas tout. En ce qui concerne la social-démocratie, ce n'est pas pour moi un mot à dénigrer. Le problème, c'est qu'il est revendiqué par des gens qui ne sont ni sociaux ni démocrates. Jaurès parle d'un « réformisme révolutionnaire », ce qui me va bien. Mais il manque évidemment la préoccupation écologique. ■

*François Ruffin est député (FI) de la Somme et rédacteur en chef de *Fakir*.
Entretien réalisé par Florian Gulli.



Quel peuple pour quel populisme ?

Un populisme conséquent devrait être en mesure non pas forcément de définir mais au moins de circonscrire cette réalité politique qu'est le peuple. Si les populismes théoriques et politiques du XIX^e siècle insistaient sur sa dimension essentiellement « rurale », Jean-Luc Mélenchon considère qu'il s'incarne aujourd'hui dans la « multitude urbanisée » : au détriment d'une analyse précise des mouvements progressistes mondiaux et du peuple de France ?

PAR AURÉLIE FIOREL*

Le comble pour un populiste serait de ne pas connaître le peuple, celui-là même qu'il place au cœur de sa pensée et de son projet politiques. Le problème de l'identification du peuple ne se posait pas vraiment pour les « populistes » du XIX^e siècle. Si l'on souscrit aux propos de Christopher Lasch, selon lequel « le populisme prend ses racines dans la défense de la petite propriété, qui au XVIII^e et au début du XIX^e siècle était généralement considérée comme la base nécessaire de la vertu civique » (*La Révolte des élites*, Flammarion, 2007), il n'est en rien étonnant de lire sous la plume de Michelet dans *Le Peuple* (1846) que « nos petits propriétaires ruraux, qu'on les appelle ou non bourgeois, sont le peuple ou le cœur du peuple ». Bref, le peuple est d'abord rural ; en France la population urbaine, à la veille du printemps des peuples, ne représentait qu'un cinquième de la nation. Mais le monde a changé ; le populisme agraire américain du *People's Party* et les *narodniki* russes sillonnant les campagnes semblent appartenir à une époque révolue. Les mutations socio-économiques conduisent donc le populiste du XXI^e siècle à revoir sa conception du peuple. Dans son livre *L'Ère du peuple* (Fayard, 2014), Jean-Luc Mélenchon s'y essaie et il définit le « peuple » en ces termes : « Le peuple, c'est la multitude urbanisée prenant conscience d'elle-même à travers les revendications communes enracinées dans les soucis quotidiens de l'exis-

tence concrète. » Le peuple des populistes du XXI^e siècle serait « la multitude urbanisée ». Dans un texte écrit après les printemps arabes, après Occupy Wall Street, après le 15-M (mouvement des Indignés) espagnol, bref, après ce mouvement international d'occupation de places publiques au cœur des métropoles d'une partie du monde, la remarque ne manque pas de pertinence mais elle interpelle tous ceux qui ne sont pas convaincus que la transformation sociale sera l'œuvre des populations urbaines

« Si le mot “peuple”
a une grande
puissance
mobilisatrice, l'action
politique gagnerait
à s'appuyer le plus
possible sur une
analyse détaillée
de sa réalité
et de sa diversité. »

« conscientes » ou même qu'elles en seront à l'initiative. On a parlé des printemps arabes comme s'il agissait de révolutions 2.0 et l'on se souvient des *sit-in* sur les places des capitales. Mais les premières contestations surviennent dans la région agricole de Sidi Bouzid où Mohamed Bouazizi, vendeur ambulant de légumes, s'est immolé en décembre 2010 devant le siège du gouvernorat. Tout autant, le mouvement du 15-M ne s'est pas cantonné à la Puerta del Sol à Madrid ; des assemblées ont fleuri

dans toute l'Espagne et l'on pouvait retrouver des Indignados sur les marchés des petites villes en train d'expliquer à leurs concitoyens comment éviter de se faire expulser de chez soi. Rappelons aussi que les soutiens les plus puissants de la révolution bolivarienne au Venezuela sont dans les campagnes : les communes rurales sont des soutiens de poids face à « l'oligarchie » concentrée dans les grands centres urbains.

Mais peut-être que Jean-Luc Mélenchon pense surtout à la France. On peut toutefois considérer que sa définition « urbaine » du peuple ne cadre pas tout à fait avec l'expérience française. Peut-on identifier le peuple aux Nuits debout par exemple ? François Ruffin, journaliste à *Fakir* et député France insoumise, affirme dans un entretien à *Télérama* en 2016 : « Il est frappant de constater que les gens qui occupent la place de la République et d'autres places dans de grandes villes en France ne représentent pas grand monde. Ils appartiennent *grosso modo* à la même classe que moi, cela dit sans aucun mépris ni jugement : la petite bourgeoisie intellectuelle, à précarité variable. Il ne faut surtout pas en rester là. Le mouvement doit dépasser

les seuls centres urbains et essaimer à la périphérie, dans les banlieues, les zones rurales et industrielles, sinon il trouvera vite ses limites. Il faut trouver le moyen de toucher des milieux populaires. » Il ajoute : « En tout cas, je vous l'ai dit, la prochaine étape consiste à sortir de l'entre-soi pour exporter la mobilisation jusqu'au fin fond de la France. Je rêve de Nuit debout à Flixecourt ! » Ainsi, pour François Ruffin, la multitude organisée n'est qu'une fraction du peuple, et peut-être pas la plus populaire. Si le mot « peuple » a une grande puissance mobilisatrice, l'action politique gagnerait à s'appuyer le plus possible sur une analyse détaillée de sa réalité et de sa diversité. ■

*Aurélié Fiorel est professeure de philosophie.

Ressentiment d'extrême droite et indignation de gauche

Le populisme de gauche entend s'adresser aux électeurs séduits par le populisme de droite au lieu de les mépriser. C'est oublier que les logiques affectives qui sous-tendent ces deux espaces politiques sont très éloignées les unes des autres.

PAR ÉRIC FASSIN*

Dans un article du *Monde* la présentant le 26 décembre 2016 comme « la philosophe qui inspire Jean-Luc Mélenchon », Chantal Mouffe commente la politique française : « Marine Le Pen s'adresse à la douleur des classes populaires en leur disant que la cause de leurs problèmes, ce sont les étrangers. Il faut un autre discours en face qui se fasse sur la base de l'égalité. » C'est faire l'hypothèse que les

mêmes émotions peuvent être retraduites en passant d'un populisme à l'autre ; autrement dit, qu'on pourrait ressentir la même chose, mais qu'on la penserait différemment, d'un bord idéologique à l'autre. On prendra l'hypothèse inverse : de l'extrême droite à la gauche de gauche, ce ne sont pas les mêmes affects. L'enjeu est bien sûr stratégique : les électeurs d'extrême droite ne sont pas des victimes dont il faudrait écouter la souffrance. Ce sont des sujets politiques, mus par des passions tristes, qu'il convient de combattre en s'appuyant sur d'autres sujets et d'autres passions.

LES AFFECTS POPULISTES

L'enquête ethnographique de Arlie Russell Hochschild dans les bayous de Louisiane sur le *Tea Party*, mouvement politique d'extrême droite, permet d'approcher ces affects populistes. Le « grand paradoxe » au cœur de l'analyse de la ►►

« Les populistes de droite défendent le peuple contre une élite qu'ils accusent de protéger un troisième groupe constitué d'immigrés, de musulmans, de militants noirs. »

John B. Judis

« **Le populisme de gauche défend le peuple contre une élite ou l'establishment. C'est une politique verticale où le bas et le milieu se liguent contre le haut.** »

John B. Judis

► sociologue, c'est que ces enquêtés, des « petits Blancs », communient dans la détestation de l'État fédéral ; or c'est jouer contre leurs propres intérêts : en effet, ils auraient bien besoin de sa protection contre les grandes entreprises, en particulier en matière d'environnement. Dans le même temps, ce qu'ils reprochent le plus à l'establishment, tant social qu'institutionnel, c'est de favoriser ceux qui « leur passent devant dans la longue file d'attente du rêve américain », en « prenant de l'argent aux travailleurs pour le donner aux oisifs » : « Je n'aime pas que l'État paie des mères célibataires pour avoir plus d'enfants, et je suis contre la discrimination positive. » Tout se passe comme si les élites préféreraient les « profiteurs » – pauvres ou minorités – aux bons Américains.

On comprend dès lors l'efficacité d'une politique des passions qui donne forme et voix à leur ressenti, et en l'occurrence à leur ressentiment. C'est le triomphe de Donald Trump, qu'on continuera de ne pas comprendre tant qu'on ironisera sur l'irrationalité de la « post-vérité » : il parle aux tripes. Encore ne faut-il pas s'y tromper : il n'y a pas que les pauvres qui ont ce sentiment d'être devenus, comme les enquêtés d'Arlie Russell Hochschild, « des étrangers dans leur propre pays ». Le ressentiment n'est pas une propriété de classe, réservée à ce qu'on appelle avec mépris la *white trash* ; en réalité, on le rencontre pareillement chez les riches : il est interclassiste. Donald Trump lui-même ne se fait-il pas le champion de l'anti-élitisme ? Or ce parti du ressentiment vient de renverser la table aux États-Unis : c'est Paul Krugman, emblème des élites libérales, qui

intitule son billet, le soir de l'élection : « Notre pays inconnu »...

DEUX POPULISMES

John B. Judis nous fournit pour sa part les éléments d'une typologie qui aide à mieux appréhender les résultats de cette enquête sociologique. Selon lui, il existe deux populismes distincts, représentés par Bernie Sanders et Pablo Iglesias d'un côté, Donald Trump et Marine Le Pen de l'autre. Cependant, ils ne diffèrent pas seulement par leurs idées ; leur structure est fondamentalement différente. « Le populisme de gauche défend le peuple contre une élite ou l'establishment. C'est une politique verticale où le bas et le milieu se liguent contre le haut. Les populistes de droite défendent le peuple contre une élite qu'ils accusent de protéger un troisième groupe constitué d'immigrés, de musulmans, de militants noirs. Le populisme de gauche est binaire. Le populisme de droite est ternaire. Il

regarde vers le haut, mais aussi vers le bas, dans la direction d'un groupe exclu. » Autrement dit, il suffirait d'ajouter ce troisième terme pour que le populisme de gauche bascule à droite, mais il faudrait le retrancher pour que le populisme de droite vire à gauche. Cette différence structurelle explique en fait qu'il n'y ait pas de passerelle entre les deux, pas de « gauchisme » à l'envers : on voit ici l'importance théorique de ce débat de spécialistes de science politique sur l'interprétation des données empiriques. Les électeurs de Donald Trump n'auraient pas voté pour Bernie

Sanders ; ceux de Marine Le Pen ne voteront pas pour Jean-Luc Mélenchon. C'est une question d'affects. Le ressentiment ne se retourne pas en révolte, pas plus que l'indignation ne se renverse en rancœur. C'est qu'il y a deux types de passions distinctes, et même opposées, selon Gilles Deleuze lecteur de Spinoza : celles qui augmentent ma puissance d'agir, et celles qui la diminuent. Le ressentiment qui la réduit fait partie de celles-ci ; la révolte qui l'accroît de celles-là. Le plomb vil de la rancœur ne va pas se changer en or pur de l'indignation. ■

*Éric Fassin est sociologue. Il est professeur de sociologie à l'université Paris-8.

« **Les électeurs d'extrême droite ne sont pas des victimes dont il faudrait écouter la souffrance. Ce sont des sujets politiques, mus par des passions tristes, qu'il convient de combattre en s'appuyant sur d'autres sujets et d'autres passions.** »

Sur le populisme de droite d'aujourd'hui et le fascisme des années 1930

De nombreux analystes comparent notre période aux années 1930, notamment du fait de la montée du « populisme de droite ». Sans nier les dangers de la période actuelle, Jacques Bidet souligne au contraire la grande distance qui nous sépare du fascisme des années 1930.

PAR JACQUES BIDET*

« L'appropriation d'un territoire par une communauté est un phénomène aussi violent que l'appropriation des moyens de production par une classe. »

Lorsque l'on m'a proposé d'écrire un texte sur ce sujet, je venais d'achever un livre à paraître sous le titre *« Eux » et « Nous » ? Une politique à l'usage du peuple*. Son objet est plus large, mais j'en reprendrai ici quelques idées.

On traite souvent le FN et les autres partis européens du même genre d'organisations « fascistes » ou « néofascistes ». Or on peut certes repérer des éléments récurrents, notamment un certain amalgame entre les trois acceptions du mot « peuple » : peuple ethnique, peuple « populaire », peuple comme ensemble des citoyens. Il en dérive un coefficient de communautarisme, de patriarcalisme, de conservatisme et d'autoritarisme. Mais le fascisme des années 1930 est un phénomène his-

torique singulier, qui s'analyse à l'interférence entre deux mutations, l'une touchant les rapports de classe, l'autre, le système-monde.

PROPRIÉTÉ CAPITALISTE ET COMPÉTENCE

La classe dominante moderne comporte deux forces sociales associées et convergentes, mais aussi en concurrence entre elles et susceptibles de diverger : l'une, fondée sur la *propriété capitaliste*, gouverne le *marché*, l'autre, qui se reproduit par les mécanismes de la « *compétence* » (au sens de compétence donnée-reçue, et non du savoir), prédomine dans les processus multiformes de l'*organisation*. Le fascisme survient à l'ère industrielle, où les possibilités de l'organisation se sont développées de façon fulgurante, tant au plan de la production, de l'administration que des transports, des communications et de

la culture. Cette mutation dans les « forces productives » se répercute sur les « rapports sociaux de production ». C'est l'ère de l'essor corrélatif de la « classe ouvrière » (qui comprend aussi les employés et les fonctionnaires) et des « managers » de l'économie et de l'administration. La crise des années 1930 va entraîner au sein de la classe dominante un changement d'équilibre entre le pôle de la propriété capitaliste et celui du pôle de la « compétence », qui va se traduire différemment selon la position des États nations dans le système-monde. Dans le Front populaire une partie des « compétents » se rapproche de la classe populaire. Ailleurs, les choses se présentent autrement. On voit ainsi l'Allemagne réagir à sa rétrogradation de l'après-guerre et le Japon à son abaissement colonial séculaire par une mobilisation de toute la population et une militarisation de l'économie tournées vers la reconquête d'une position systémique centrale. La puissance du pouvoir organisationnel propre à cette ère technologique se traduit en l'occurrence dans l'établissement de partis uniques et l'assujettissement de tout autre type d'association en une organisation tentaculaire. Elle se sublime dans des formes culturelles exaltant la puissance du peuple ethnique, un nationalisme xénophobe et conquérant, exterminateur, doté pour ce faire de moyens inédits. Les capitalistes laissent la gestion des affaires politiques aux compétents-dirigeants, autoproclamés tels, sous l'égide du parti et de son leader, qui entraînent le peuple dans des entreprises impérialistes propres à assurer au mieux leurs intérêts.

MUTATION TECHNOLOGIQUE ET SYSTÈME-MONDE

Quant au populisme de droite contemporain, on observe la même interférence entre, d'une part, une mutation technologique qui donne ►►

►► lieu à un changement d'équilibre dans le rapport de classe, et d'autre part une mutation au sein du système-monde. La révolution industrielle autour du numérique a permis à « l'insurrection », commencée par Thatcher, Reagan, Giscard et les autres, de mener à son terme le vieux projet d'une hégémonie capitaliste à l'encontre de la connivence qui se tissait dans les espaces nationaux, sous la forme de l'État social, entre le peuple et les compétents. Le réseau économique, piloté par le capital financier, s'est constitué au-dessus des frontières. Il en a résulté une fragilisation des situations à divers niveaux de la société.

« Le fascisme des années trente est un phénomène historique singulier, qui s'analyse à l'interférence entre deux mutations, l'une touchant les rapports de classe, l'autre, le Système-monde. »

Les sociologues ont notamment établi deux points décisifs. D'une part, les votes FN ne sont pas particulièrement populaires. Les couches les plus dépossédées se sont encore davantage enfoncées dans l'abstention ; et le sentiment de fragilité, de déclassement, l'angoisse devant l'avenir ont tout autant touché les classes dites moyennes. D'autre part, il existe une profonde distance entre le monde du fascisme et celui du FN. Sur ce point je voudrais citer deux livres : *En quête des classes populaires, un essai politique* (La Dispute, 2016) et *Les Classes populaires et le FN* (Éditions du Croquant, 2017). Ces sociologues des classes populaires montrent que le vote FN

ne signifie pas l'adhésion à un programme, mais renvoie plutôt, pour chacun, à telle ou telle proposition qui lui semble répondre à ses inquiétudes devant un avenir incertain (Daniel Gaxie), à un besoin de restauration de sa respectabilité sociale (Gérard Mauger), dans le sens d'un individualisme moralisateur (Louis Pinto), ou encore à une exaspération entretenue devant « l'impunité des jeunes » (Stéphane Beaud, Michel Pialoux), sur le fond d'un clivage ethno-racial orchestré, mais sans commune mesure avec les slogans de la « communauté du sang et du sol » qui étaient ceux du fascisme. Et l'on s'en aperçoit lorsque l'on fait l'effort pour entrer en convivialité avec « ces gens-là », en réalité si peu « différents » (Willy Pelletier).

À cela je voudrais ajouter une considération plus générale, qui concerne les difficultés du marxisme à bien concevoir le problème « national ». L'appropriation d'un territoire par une communauté est un phénomène aussi violent que l'appropriation des moyens de production par une classe. À l'époque moderne, elle signifie que l'individu doit tout à la nation, et la nation tout à l'individu, qu'elle suit de sa naissance à sa mort. Dès lors que, dans la mondialisation néolibérale, le sentiment de classe vient à s'émousser, ceux qui se sentent menacés dans leur statut social en viennent comme naturellement à se reporter sur un sentiment national populiste, à l'encontre d'un ennemi qui n'est pas tant le capital autochtone qu'une nébuleuse puissance extérieure, tout à la fois celle des grandes administrations supranationales et celle des migrants et autres étrangers présumés. La tâche d'une gauche populaire n'est pas de lutter contre eux, mais de les réintégrer dans son projet. ■

■ **Jacques Bidet** est philosophe. Il est professeur émérite à l'université Paris-Ouest Nanterre-La Défense.



« Un vaut un » : le populisme petit bourgeois du Mouvement 5 étoiles

Le Mouvement 5 étoiles doit une forte part de son succès à son discours anti-élites et il est indéniable qu'il incarne une certaine exigence de « démocratisation » de la vie politique italienne. Toutefois, l'absence de cadre théorique et d'horizon politique clair explique tant les difficultés du mouvement à se positionner sur des thèmes fondamentaux qu'à sortir d'une gestion néolibérale.

PAR ANTONELLO CIERVO*

J'ai toujours trouvé suspectes les catégories utilisées par les sciences politiques pour décrire de manière générale et abstraite la réalité politique et j'ai toujours considéré la catégorie de « populisme » ambiguë par définition. Pour cette raison, en essayant d'aller au-delà des généralisations abstraites des sciences politiques et d'une certaine philosophie de gauche (Laclau), je crois qu'une analyse de la modalité concrète d'action des mouvements politiques, dans leurs contextes nationaux spécifiques, doit être le point de départ pour développer une analyse de leurs idées et, précisément, de leur action politique.

Cela étant dit, il me semble que l'on ne peut pas déroger à cette exigence méthodologique si l'on veut analyser la nature politique du Mouvement 5 étoiles (*Movimento 5 stelle*). Au-delà du fait que ce mouvement est désormais le premier parti politique italien, en partie grâce à la visibilité de son « porte-parole », Beppe Grillo, les instances politiques qu'il a réussi à fédérer font l'objet d'un consensus effectif dans l'opinion publique et dans l'électorat tant de gauche que de droite¹.

UNE CRITIQUE RADICALE DE LA CLASSE POLITIQUE ET DIRIGEANTE ITALIENNE

Le premier élément politique qui caractérise le Mouvement 5 étoiles, est une critique radicale de la classe politique et dirigeante italienne, incapable d'apporter des réponses aux profondes inégalités sociales qui ont explosé au lendemain de la crise économique de 2007 mais qui, dans le scénario post « État providence » inauguré par le gouvernement de centre gauche de Romano Prodi et aggravé par les politiques néolibérales de Silvio Berlusconi, étaient déjà évidentes depuis au moins une décennie.

Selon la rhétorique du Mouvement 5 étoiles, alors que les citoyens attendaient de la politique les réformes nécessaires pour améliorer leur vie, les « politiciens » n'auraient pensé qu'à s'enrichir par le moyen de la corruption ou d'accords illégitimes, en démontrant ainsi qu'ils sont « tous les mêmes », quelle que soit leur couleur politique. Il en résulte le dépassement de la dichotomie politique droite/gauche : dans un scénario post-idéologique qui est celui dans lequel nous nous inscrivons aujourd'hui, les parlementaires et les hommes de gouvernement, une fois élus, jouissent d'une rente privilégiée, en raison des hauts revenus qu'ils gagnent sans rien faire et de l'immunité parlementaire qui les protège des procès intentés contre eux par la magistrature. Concrètement, les idées n'intéressent personne : les « politiciens » sont tous des voleurs, des corrompus et des malhonnêtes. Par conséquent, les piliers du programme politique du Mouvement 5 étoiles peuvent être synthétisés ainsi : a) limiter la fonction parlementaire à deux législatures : la politique, en effet, est un service rendu aux citoyens et ne doit pas être un métier à vie. De cette manière, le Mouvement ►►

« Chacun peut devenir célèbre pour cinq minutes, ou pour cinq ans, dans le grand spectacle politico-électoral mis sur pied par le Mouvement 5 étoiles. »

- ▶ semble nier à sa racine l'idée wébérienne pour qui la politique, dans les systèmes parlementaires représentatifs, est une profession et le politicien, à son tour, une figure sociale et professionnelle spécifique ;
- b) chaque parlementaire doit restituer plus de la moitié de son salaire aux citoyens, par le moyen de l'institution d'un fonds protégeant l'entrepreneuriat des jeunes ou des groupes sociaux les plus défavorisés ;
- c) expulsion du Mouvement si l'un de ses représentants est condamné au premier degré au pénal (dans le programme originel du Mouvement, l'expulsion était même prévue pour les personnes mises en examen) ;
- d) mandat impératif, afin de renforcer le contrôle entre électeur et élu, surtout dans le cas où l'élu n'assume pas sa fonction de parlementaire dans le respect du programme politique du Mouvement.

DES POSITIONS CONSERVATRICES SUR CERTAINS SUJETS

L'exaltation du mandat impératif et de la démocratie directe, aujourd'hui possible grâce à Internet et aux nouveaux média, font du Mouvement 5 étoiles une formation politique qui revendique une idée de la démocratie fortement « jacobine ». Ce n'est pas un hasard si la plateforme informatique du Mouvement, sur laquelle les militants décident de leurs candidats et du programme électoral, a été appelée, par la société qui la gère (la *Casaleggio associati*, propriétaire entre autres du logo du Mouvement), par le nom du philosophe genevois théoricien de la démocratie directe : « Rousseau » ! L'anomalie du Mouvement 5 étoiles consiste toutefois dans le fait que, si son idée de la démocratie semble faire écho aux théoriciens de la gauche, le mouvement se révèle bien plus modéré sinon franchement conservateur quand il doit prendre position sur des questions spécifiques. Par exemple, la position du Mouvement concernant les thèmes de l'immigration correspond, par bien des aspects, à celle de la *Lega nord* (la Ligue du nord) et des droites populistes européennes : ce n'est pas un

hasard que, au parlement de Strasbourg, le Mouvement 5 étoiles se soit allié avec les eurosceptiques de l'UKIP. La position sur la sortie de l'euro, à l'inverse, s'est beaucoup nuancée dans les dernières années : du *no euro* des origines, il en est venu à soutenir la « possibilité » d'organiser un référendum consultatif, pour savoir ce que pensent les Italiens de la monnaie unique et, éventuellement, renégocier les politiques néolibérales de Bruxelles.

UN PRAGMATISME POLITIQUE DE FAÇADE

Concernant les thèmes des droits civiques, à l'inverse, le manque d'une culture politique et philosophique de référence rend le Mouvement incapable d'avoir une position unique en son propre sein, faiblesse qui se cache derrière un pragmatisme politique de façade. Dans le débat sur la reconnaissance des droits aux couples homosexuels par exemple, la position du Mouvement n'était ni pour ni contre. Le leitmotiv des parlementaires était le suivant : il suffit de lire et d'analyser techniquement, article par article, la proposition de loi en discussion et, au cas par cas, le groupe parlementaire décidera s'il vote pour ou contre !

Enfin, le Mouvement ne refuse pas non plus l'idéologie technocratique néolibérale : au niveau local, les administrateurs élus, pour se distinguer des vieux groupes dirigeants de droite et de gauche, déclarent vouloir gouverner en assainissant les comptes publics, dans le respect des critères de transparence, d'efficacité et d'efficience propres au *new public management* néolibéral. Leurs équipes de gouvernement, *squadre di governo*, aussi par manque d'un groupe dirigeant politique, sont souvent composées de techniciens qui sont félicités pour leur compétence et pour le fait qu'ils n'ont appartenu dans le passé à aucun parti politique.

Et c'est peut-être cela, en définitive, la clef de lecture que l'on peut proposer du Mouvement 5 étoiles : une formation privée d'une culture sociale et politique de référence et qui, cependant, à chaque fois, s'efforce de créer le consensus autour d'elle en cherchant à épouser les circonstances. Dans cette optique,

« Mouvement 5 étoiles :
une formation privée
d'une culture sociale
et politique de référence
et qui, cependant, à chaque
fois, s'efforce de créer
le consensus autour d'elle
en cherchant à épouser
les circonstances. »

l'anomalie populiste du Mouvement 5 étoiles consiste dans le fait d'être un parti qui naît contre les vieux partis corrompus mais qui – quand il gouverne au niveau local – met en œuvre des politiques essentiellement modérées, centristes, avec comme unique objectif d'administrer l'existant.

Le Mouvement se trouve ainsi à la confluence des votes du petit entrepreneur qui a vécu en personne la crise économique ; du travailleur licencié ; du jeune sans culture ou engagement politique qui s'intéresse pour la première fois à la politique (peut-être attiré par le slogan sur la démocratie directe *via* Internet du Mouvement) ; du fonctionnaire frustré par la perte de son statut social ; du petit travailleur autonome incapable de s'installer dans la profession et qui voit dans la politique un exutoire à cette incapacité.

En bref, nous sommes face à un populisme à la Balzac, petit bourgeois, qui propose à chacun la possibilité de devenir parlementaire ou admi-

nistrateur public parce que – en paraphrasant *Uno vale uno* « un vaut un » : chacun peut administrer la chose publique pourvu qu'il soit honnête, préparé et avec des compétences technico-professionnelles à mettre au service du bien commun. De cette manière, alors, il n'y a plus ni droite ni gauche qui tienne, il n'y a plus d'idées ou de compétences politiques à faire valoir dans l'espace public ; chacun peut devenir célèbre pour cinq minutes, ou pour cinq ans, dans le grand spectacle politico-électoral mis sur pied par le Mouvement 5 étoiles. Un vaut un, ou mieux, l'un vaut l'autre. ■

***Antonello Ciervo** est avocat à la Cour suprême de cassation à Rome.

Traduit de l'italien par Aurélien Aramini.

1. Beppe Grillo est un comique génois, connu pour avoir été chassé de la RAI (la télévision publique) dans les années 1980 parce qu'il avait accusé publiquement Bettino Craxi, alors secrétaire du Partito socialista (Parti socialiste), d'être corrompu (NDA).

Podemos, laboratoire d'un populisme démocratique

Fondé en 2014 dans le sillage du mouvement des Indignés, Podemos revendique une stratégie explicitement inspirée de la pensée populiste de Ernesto Laclau et Chantal Mouffe. En mobilisant l'opposition entre « les gens » et « la caste » plutôt que celle entre « la gauche » et « la droite », il a contribué à briser les anciens clivages politiques d'une société espagnole dont les conditions économiques et sociales se sont spectaculairement dégradées après la crise de 2008. Toutefois, il faut noter l'inflexion récente du discours de Podemos où les positions « populistes » de Íñigo Errejón s'effacent au profit d'un ancrage à gauche clairement assumé par Pablo Iglesias. Ce qui a conduit Podemos à s'allier avec Izquierda Unida (la Gauche unie), dont les communistes sont partie prenante.

PAR LAURA CHAZEL ET VINCENT DAIN*

Podemos se présente comme un cas d'étude unique compte tenu du haut degré d'intellectualisation de la stratégie populiste élaborée par ses fondateurs, une dizaine de politistes de l'université Complutense de Madrid qui font constamment interagir théo-

rie et expérience politique. Le populisme de Podemos se situe à l'intersection d'une pluralité d'influences, au premier rang desquelles les expériences nationales-populaires latino-américaines des années 1990-2000 et les thèses post-marxistes de Laclau et de Mouffe. L'analyse des ►►

► différentes expériences populistes du XX^e siècle sur le continent latino-américain, et tout particulièrement celle du péronisme, ont permis à Laclau de développer une théorie réconciliant *populisme* et *raison*. Le populisme est envisagé comme l'activité politique par excellence. Il est défini comme une *logique politique* qui consiste à construire un sujet politique hégémonique, le « peuple », à travers l'articulation par le discours d'une pluralité de demandes sociales.

« Le tracé de cette nouvelle frontière du type peuple/oligarchie, qui se détache de l'axe droite/gauche, est l'un des principaux ressorts de la stratégie populiste déployée par Podemos. »

Les soubresauts économiques qui caractérisent l'Amérique latine des années 1990, la fragmentation du tissu social qui en résulte, ainsi que l'incapacité des systèmes politiques à intégrer les demandes populaires par les canaux institutionnels sont interprétés, dans la théorie laclauienne, comme l'avènement d'une « rupture populiste ». C'est également sous cet angle que les fondateurs de Podemos appréhendent l'influence de la crise économique de 2008 en Europe. La spectaculaire

dégradation de la situation économique et sociale, conjuguée à la révélation de multiples affaires de corruption et à la montée de l'indépendantisme catalan, fragilise les consensus issus de la transition à la démocratie et amorce une « crise de régime » dont le mouvement des Indignés (15-M) de 2011 constitue l'expression la plus criante. En générant une identité transversale, en dehors des clivages qui ordonnent traditionnellement la vie politique du pays, le 15-M a bousculé le *sens commun de l'époque*. Il a contribué à installer dans le paysage mental d'une partie de la société espagnole une nouvelle grammaire politique, au sens d'Ernesto Laclau (« mythes, discours, symboles »), autour de logiques d'identification telles que « ceux d'en bas » contre « ceux d'en haut ». Cette nouvelle grammaire sera par la suite formalisée par Podemos dans son discours sur « les gens » contre « la caste ». Le tracé de cette nouvelle frontière du type peuple/oligarchie, qui se détache de l'axe droite/gauche, est l'un des principaux ressorts de la stratégie populiste déployée par Podemos.

OCCUPER LA « CENTRALITÉ DE L'ÉCHIQUIER POLITIQUE »

Les initiateurs de Podemos prennent donc, dès le départ, leurs distances à l'égard de la mythologie révolutionnaire de la gauche radicale espagnole et se fixent pour ambition d'occuper la « centralité de l'échiquier politique ». Dans cette optique, Podemos met l'accent sur des revendications de « sens commun », auxquelles une majorité d'Espagnols est susceptible de s'identifier : la fin des expulsions locatives, la lutte contre la précarité énergétique, la sauvegarde des retraites et de la protection sociale, le renforcement des services publics. Néanmoins, davantage qu'une opération de dépoussiérage marketing, Podemos se donne pour projet de renouveler la matrice intellectuelle et stratégique de la gauche radicale. L'objectif consiste, selon Pablo Iglesias, secrétaire général du parti, à « agréger les nouvelles demandes dérivées de la crise autour d'un *leadership* médiatique capable de dichotomiser l'espace politique » pour créer une « identité populaire » contre les élites. La mise en forme de cette nouvelle identité populaire s'appuie sur la multiplicité des mouvements sociaux qui ont émergé dans le sillage de la crise de 2008. Podemos entend toutefois dépasser le cadre traditionnel de la « convergence des luttes » : plutôt que d'additionner une pluralité de luttes sectorielles, il s'agit d'effectuer un travail d'unification du camp populaire en insistant sur ce que ces différentes luttes ont d'équivalent : leur opposition commune à l'offensive oligarchique symbolisée par la « caste ». C'est donc le tracé de la frontière antagonique qui permet de façonner, sous la forme d'une « chaîne des équivalences », une identité populaire. La spécificité de la pratique populiste réside dans ce travail d'articulation et d'universalisation de demandes hétérogènes autour de la figure d'un leader.

Selon Laclau, la cristallisation du peuple en construction passe par la mobilisation cruciale des affects. Elle s'opère aussi par la resignification de « signifiants vides » à même de condenser cette identité populaire, de donner corps à un nouveau sujet politique. Podemos applique directement cet enseignement en disputant des notions telles que « démocratie », « souveraineté populaire », ou « patrie ». En Espagne, la patrie a longtemps été rejetée par les gauches du fait de son association traumatique à la dictature franquiste. Toutefois, aux yeux des dirigeants

« **“Agréger les nouvelles demandes dérivées de la crise autour d’un leadership médiatique capable de dichotomiser l’espace politique” pour créer une “identité populaire” contre les élites.**

Pablo Iglesias

de Podemos, un mouvement progressiste qui entend mener la lutte pour l’hégémonie ne peut renoncer à disputer aux forces de gouvernement le monopole de l’identification nationale. C’est pourquoi Podemos formule une conception radicalement démocratique et progressiste de la patrie, adossée à la défense des services publics et des droits sociaux et à la protection des plus démunis face à l’offensive néolibérale.

CONSTRUIRE LE PEUPLE

En défendant une stratégie résolument transversale, Íñigo Errejón, secrétaire politique du parti, se présente comme le principal artisan de la mise en application de la théorie populiste. Dans la ligne de la critique laclauienne de l’essentialisme marxiste, Errejón considère que le terrain social n’est pas déterminé par avance et qu’il n’existe pas d’identités collectives préconstituées, en dehors de leur articulation par le discours. C’est la raison pour laquelle il entend « construire le peuple » plutôt que de s’adresser à un segment de la population, à une classe sociale en particulier ou à un hypothétique peuple de gauche. Cette approche radicalement constructiviste n’est pas partagée par l’ensemble des initiateurs de Podemos. Certains d’entre eux s’inscrivent davantage dans une conception du monde social encore imprégnée du marxisme, à l’instar de Juan Carlos Monedero. Les premières tensions entre Pablo Iglesias et Íñigo Errejón apparaissent au lendemain des élections de décembre 2015 lorsque la question d’une alliance avec la gauche radicale traditionnelle se pose. Si les leaders se situent tous deux dans une approche populiste, Iglesias considère

néanmoins que le contexte permet désormais d’envisager la formation d’un bloc hégémonique intégrant les forces de gauche radicale et les mouvements sociaux afin d’affronter le régime de 1978 en recomposition. Íñigo Errejón s’oppose à cette stratégie qui impliquerait la rétractation du projet populiste sur un espace politique traditionnellement assigné à la gauche de la gauche. Il entend, au contraire, conquérir « ceux qui manquent ». La victoire de la liste de Pablo Iglesias au dernier congrès du parti, en février 2017, et la mise à l’écart d’Íñigo Errejón, désormais pressenti pour concourir à la présidence de la Communauté de Madrid en 2019, ont marqué une forte inflexion dans la stratégie de Podemos perceptible dans la communication quotidienne du parti. À l’automne 2016, Iglesias avait, par exemple, d’ores et déjà envisagé de substituer au slogan du parti « *Sí, se puede* » [oui, on peut] la phrase « *Luchar, crear, poder popular* » [Lutter, créer, pouvoir populaire] de Salvador Allende. Dernier exemple en date, dans le contexte de la crise catalane, le numéro 1 de Podemos s’attaque désormais au « bloc monarchiste » (Parti populaire, Ciudadanos, PSOE) et va même jusqu’à déclarer que seul un projet républicain sera apte à pacifier les tensions territoriales qui traversent l’Espagne. Il marque ainsi un virage important dans la stratégie « podémiste » qui a longtemps fait le choix de mettre de côté la question républicaine, jugée trop polémique, au profit de la mobilisation de l’imaginaire du 15-M. La dimension transversale qui a présidé à l’élaboration de l’hypothèse populiste de

Podemos, aujourd’hui encore défendue par les intellectuels errejonistes, tend désormais à s’effacer au profit d’un ancrage à gauche davantage assumé. ■

« **La spécificité de la pratique populiste réside dans ce travail d’articulation et d’universalisation de demandes hétérogènes autour de la figure d’un leader.** »

Podemos, aujourd’hui encore défendue par les intellectuels errejonistes, tend désormais à s’effacer au profit d’un ancrage à gauche davantage assumé. ■

***Laura Chazel** est doctorante en science politique (Sciences Po Grenoble/Université Complutense de Madrid).

Vincent Dain est responsable de la rubrique « politique » du site Le Vent Se Lève.

Et le Venezuela ?

Peut-on parler de populisme au Venezuela ? Dans le contexte latino-américain, certainement, mais un populisme ancré dans une démarche de rassemblement pour prendre le pouvoir, le garder pour développer un projet émancipateur, dans un cadre démocratique, avec et pour le peuple.

PAR **LAURENT PÉRÉA***

C'est après le renversement du dictateur Pérez Jimenez à la fin des années 1950 qu'a émergé un type de populisme vénézuélien s'appuyant sur une démocratisation du système électoral remplaçant le régime oligarchique en place pour tenter de mettre le peuple en situation d'acteur. S'ensuit une véritable modernisation du pays rendue possible par les richesses générées par le pétrole. Le financement d'un secteur productif moderne et l'amélioration des conditions de vie de la population donnent le sentiment qu'une émancipation politique est à l'ordre du jour.

À partir des années 1980, les liens se distendent entre le peuple et les politiques, et de nouvelles figures émergent. Parmi elles, celle d'Hugo Chávez qui s'imposera vite, parce qu'il ne craint pas de prendre la défense du peuple contre les élites. Non issu des partis politiques traditionnels, il est empreint d'une véritable culture populaire qui fait que les catégories les plus défavorisées l'identifient comme un des leurs. En fait, il sut s'imposer dans le paysage politique comme un candidat de rupture avec des pratiques politiques classiques.

Sa rhétorique antisystème, agressive et parfois martiale, l'aidera à se démarquer des autres candidats, tout comme sa proposition de réforme électorale. D'importants changements vont s'opérer sous sa présidence, avec la mise en place d'une assemblée constituante et la refonte des institutions. Ils ouvriront la voie à l'instauration d'une nouvelle république basée sur une démocratie non plus représentative mais participative, couplée à un pouvoir moral et à un pouvoir citoyen.

« Non issu des partis politiques traditionnels, Hugo Chávez est empreint d'une véritable culture populaire qui fait que les catégories les plus défavorisées l'identifient comme un des leurs. »

À partir des luttes, des organisations de base, indépendantes des anciennes organisations politiques de gauche, vont surgir, prenant principalement appui au départ sur le mouvement étudiant ou sur les quartiers défavorisés.

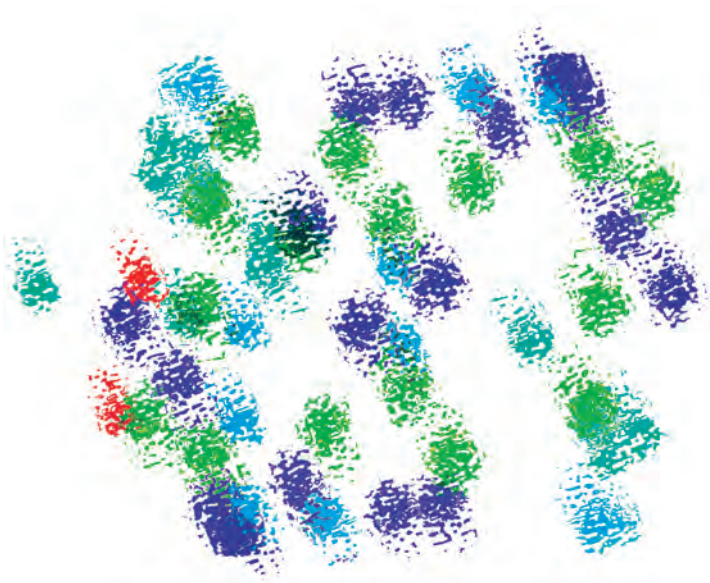
S'ouvre alors l'embryon d'un « pouvoir populaire » qui prendra au fil du temps une place significative. Chávez, même s'il n'en est pas l'initiateur, lui reconnaît un rôle important. L'action bolivarienne inclut des interactions originales,

entre l'État, qui joue un rôle essentiel dans l'organisation de la société, et des organisations de base populaires reconnues qui ne transigeront pas sur leur autonomie ; de manière dynamique, elles développeront une pratique politique distincte de celle du pouvoir traditionnel.

Ces organisations de base mettront en œuvre une certaine démocratie participative dans laquelle les citoyens vénézuéliens, deviennent acteurs. Loin de la caricature d'un État chaviste qui contrôlerait les mouvements populaires, l'on assiste plutôt à une dépendance mutuelle, subtile, irrégulière, jamais statique mais toujours à l'œuvre.

En 2002 émergent de cette ébullition des conseils locaux de planification publique. Ils viendront concurren-

cer les mairies, définissant l'usage du sol à l'échelle des quartiers. En 2006, les conseils communaux coordonneront les diverses organisations de base populaire ayant à charge d'établir des projets d'aménagement locaux à partir de ressources directement versées par l'État central chaviste, volontariste dans l'affirmation du pouvoir populaire. Ces conseils seront les bases des « communes » (agglomérations de conseils communaux) puis de l'« État communal », qui se substituera aux vieilles institutions.



« Dans le domaine économique, Chávez porte l'idée d'un modèle « humaniste, autogestionnaire et compétitif » pour répondre aux attentes sociales que les gouvernements précédents avaient ignorées. »

UN MODÈLE « HUMANISTE, AUTOGESTIONNAIRE ET COMPÉTITIF »

Dans le domaine économique, Chávez porte l'idée d'un modèle « humaniste, autogestionnaire et compétitif » pour répondre aux attentes sociales que les gouvernements précédents avaient ignorées. L'offre électorale séduit les classes sociales défavorisées et les classes moyennes paupérisées, particulièrement sensibles à l'instauration d'une démocratie participative où elles auraient un rôle actif et qui réduirait l'écart existant entre le peuple et ceux qui le gouvernent.

Une fois au pouvoir, Chávez poursuivra son discours de rupture en développant une rhétorique opposant « ceux d'en bas à ceux d'en haut », aidé en cela par une opposition qui n'a de cesse de l'attaquer, lui permettant ainsi d'alimenter la polémique.

Son objectif est clair : ancrer la révolution bolivarienne dans la société vénézuélienne et ce, durablement. Ce qui explique certainement la confrontation persistante qu'il organise entre ceux qu'il appelle « eux », les ennemis – l'élite, les traîtres à la patrie, les oligarques, les contre-révolutionnaires, les corrompus –, et les amis, « nous » – le peuple, les sauveurs de la patrie, les bolivariens, le noble peuple de Simon Bolívar. Il s'affiche dans le droit fil des principes de rupture propres aux mouvements révolutionnaires qui cherchent le complot, l'ennemi intérieur ou extérieur et, en ça, il s'inscrit contre l'oligarchie, les élites, les États-Unis, le capitalisme, la mondialisation, etc.

Derrière cette démarche, les nombreuses convocations électorales et les grands meetings populaires lui permettent de cultiver l'idée de rassemblement autour du « leader qu'il est et de son mouvement ». Incontestablement, il apparaît comme un leader charismatique sur les pas d'un populisme latino-américain des années 1930 et 1960. Il n'hésite pas à se montrer sous un aspect protestataire, nationaliste, et à en appeler au peuple pour légitimer son action.

Pour autant, il sait allier en permanence la question démocratique avec celle du projet émancipateur, sans jamais chercher à liquider l'opposition mais se voulant être la réponse au malaise des démocraties représentatives.

Nicolás Maduro, son successeur, se retrouve confronté à l'impératif de faire perdurer cette révolution bolivarienne dans un contexte de crise accentuée par la baisse des coûts du pétrole et une pénurie organisée par le grand patronat. C'est sur ces difficultés qu'une droite extrême tente aujourd'hui d'ouvrir la voie à un populisme de droite en récupérant la souffrance sociale et en s'appuyant sur les basculements politiques opérés dans cette région du continent. Une ultra-droite qui n'hésite pas à organiser la violence pour opposer le peuple à lui-même et au pouvoir, et qui reprend à son compte certaines thématiques de Chávez pour les dévoyer.

C'est avant tout par l'arme démocratique que Maduro répond : nouvelle constituante, élections de gouverneurs régionaux avancées... La réponse du vote populaire sera cinglante pour l'opposition. ■

■ **Laurent Péréa** est membre du conseil national du PCF, responsable adjoint des relations internationales.

Populisme : le « rôle dirigeant » du peuple d'en bas

Jean-Claude Michéa analyse la tradition populiste de la fin du XIX^e siècle. Elle accorde un privilège politique au point de vue de ceux « d'en bas », sans exclure cependant des alliances de classes.

ENTRETIEN AVEC JEAN-CLAUDE MICHEA*

Le « mot » populisme est très polysémique désormais (*narodniki*, Pierre-André Taguieff, le FN, Chantal Mouffe, etc.). En quel sens vous reconnaissez-vous dans ce mot ?

Rappelons d'abord que jusqu'à la fin des années 1970 – date à laquelle les universitaires libéraux

ont commencé leur travail de falsification –, le terme de populisme renvoyait encore essentiellement – selon la formule de Franco Venturi dans *Les Intellectuels, le peuple et la révolution* (Gallimard, 1972) – à « une page d'histoire du mouvement socialiste européen ». Dans une lettre à Vera Zassoulitch de 1885, Engels allait même jusqu'à tenir les populistes russes pour « les seules personnes qui aient jusqu'à présent fait quelque chose en

Russie » (et nous connaissons à présent beaucoup mieux – grâce, entre autres, aux travaux de Kevin Anderson et de Teodor Shanin – le rôle décisif qu'ont effectivement joué les *narodniki* dans l'évolution du « dernier Marx »). Cela est encore plus vrai aux États-Unis où le terme évoque toujours, aujourd'hui encore, l'héritage moral et politique du People's Party, fondé en 1892, et du Socialist Party d'Eugene Debs (à tel point qu'Obama lui-même s'était publiquement étonné de la tendance récente de certains intellectuels libéraux américains à assimiler ce terme « au nationalisme et à la xénophobie »).

Quant à l'intérêt majeur de la critique populiste – elle-même étroitement liée, à l'origine, aux idées de Herzen, Proudhon et Kropotkine –, il

réside avant tout, selon moi, dans l'idée qu'un véritable socialisme ne saurait trouver sa « base matérielle » dans le seul développement illimité de la grande industrie – même planifiée – et qu'à ce titre, il n'exige pas la disparition *intégrale* de toutes les formes d'activité productive ou d'organisation communautaire « antérieures » ou parallèles. Telle est, en dernière instance, la clé philosophique de cet appel constant des populistes – selon une formule qu'Íñigo Errejón, l'un des fondateurs de Podemos, n'hésite pas à faire sienne – à « subvertir la division gauche/droite » pour lui substituer l'antagonisme entre « la majorité de ceux d'en bas face à ceux d'en haut ». Une telle position implique évidemment une double rupture avec l'idéal « léniniste ». D'une part, parce qu'elle conduit à refuser l'idée selon laquelle – pour n'évoquer que les exemples qui étaient au cœur des débats de la fin du XIX^e siècle – l'agriculture paysanne, l'artisanat ou la petite entreprise privée seraient définitivement « condamnés par l'histoire » (alors qu'ils ne le sont – répondait Nikolaï Mikhaïlovski – que par la dynamique modernisatrice du capital). D'où, entre autres, le rejet viscéral par les populistes de l'idée formulée par Lénine dans *L'État et la révolution*, selon laquelle, sous le socialisme, « la société tout entière ne sera plus *qu'un seul bureau et un seul atelier* » (idée exigeant elle-même que « tous les citoyens se transforment en employés salariés de l'État »). Et, d'autre part, parce que cette position invite également à défendre en toutes circonstances le primat moral et politique du « point de vue d'en bas » – de là, par exemple, l'importance cruciale que populistes russes et américains ont toujours accordée aux communautés locales et à la démocratie directe – ne serait-ce que pour se prémunir contre la confiscation récurrente des révoltes populaires par ce que Paul Lafargue dénonçait déjà, en 1899, comme les « nouvelles

« Le véritable populisme n'implique nullement l'abandon de toute analyse de classe. Il implique uniquement le « rôle dirigeant » du peuple d'en bas. »

recrues arrivées de l'université et des milieux bourgeois ». Et aussi, bien sûr, parce que c'est généralement en observant une société d'« en bas » – plutôt que du point de vue de ses élites économiques, politiques et culturelles – qu'on a le plus de chances d'en percevoir les absurdités et les injustices constitutives. Honnêtement, je ne vois pas en quoi de telles positions seraient brusquement devenues « nauséabondes » à l'ère de ce que Wolfgang Streeck appelle le capitalisme post démocratique !

Cette critique populiste ne conduit-elle pas à relativiser la nécessité d'une analyse de classe ?

Si le concept de « peuple » a pour fonction première de fédérer dans une lutte commune *l'ensemble des classes laborieuses* – qu'elles subissent la domination du capital de façon directe, comme le prolétariat industriel, ou *indirecte*, comme les petits paysans, les artisans ou les agents du service public –, le risque politique est évidemment d'en élargir indûment le champ d'application. Tel est bien, entre autres, le danger principal de cette « théorie des 99 % », popularisée par le mouvement Occupy Wall Street et qui est curieusement très proche d'une politique d'« union sacrée ». Bien sûr, il n'est pas question de nier le fait que les véritables « maîtres du monde » – ceux dont la richesse indécente leur permet de tenir l'humanité en otage – ne constituent qu'une infime minorité. N'oublions cependant pas qu'en France on relève déjà de ce fameux « 1 % » dès que l'on gagne plus de 10 000 € par mois – et même du « 5 % » au-delà de 4 500 € –, ce qui, au passage, donne une idée de la représentativité du monde médiatique et mandarinal. Le problème, c'est que sous l'aiguillon continu de la concurrence économique mondiale, la logique de l'accumulation illimitée du capital conduit inévitablement à diminuer la part relative du travail productif vivant (celui qui est pourtant la source ultime de tout profit), tout en augmentant parallèlement celle des *nouvelles classes moyennes des grandes métropoles*. Or ces dernières, de par leur style de vie mobile et « ouvert » et les privilèges symboliques et matériels qui en constituent la condition (je renvoie ici au petit essai remarquable d'Anne-Catherine Wagner sur *Les Classes sociales dans la mondialisation*, La Découverte, 2007), éprouvent habituellement les pires difficultés à comprendre de l'intérieur l'univers moral complexe

des classes dites « subalternes » (et notamment le rôle central que joue dans toute culture populaire le *sentiment d'appartenance*). Certes, le fait que la logique dissolvante du marché envahit à présent toutes les sphères de la vie humaine, y compris les plus intimes, jusqu'à mettre désormais en péril l'existence même de la planète, contribue indéniablement à la désaffection d'une partie croissante de ces classes « moyennes » envers le capitalisme (cela ne concerne évidemment pas les « classes moyennes supérieures » qui profitent directement de la mondialisation libérale et font donc partie intégrante des classes dominantes, quand bien même elles appartiendraient officiellement au monde du « salariat »). Il reste qu'une alliance politique entre l'ensemble des classes populaires (soit,

« Jusqu'à la fin des années 1970, le terme de populisme renvoyait encore essentiellement – selon la formule de Franco Venturi dans *Les Intellectuels, le peuple et la révolution* – à “une page d'histoire du mouvement socialiste européen”. »

pour simplifier, la France « périphérique », les banlieues des grandes métropoles et les peuples d'« outre-mer ») et la majorité de ces nouvelles classes moyennes métropolitaines (alliance indispensable si l'on veut réellement mettre un terme au pouvoir arrogant des élites dirigeantes, tout en évitant un *coup d'État libéral* « à la chilienne ») ne pourra rendre possible la déconnexion graduelle de la vie humaine et de la logique capitaliste – en espérant que cette déconnexion s'opère de façon aussi pacifique que possible – que si elle ne retombe pas aussitôt, selon un schéma tristement classique, sous l'hégémonie intellectuelle des seuls représentants de ces dernières et de leurs tout-puissants « réseaux sociaux ». Ce qui suppose au minimum – comme le soulignait déjà, en 1876, le Congrès ouvrier de France – que, « pour défendre les intérêts du peuple, il nous faut des hommes du peuple, animés de nos sentiments, qui aient les mêmes intérêts [...], des hommes qui, du jour ►►

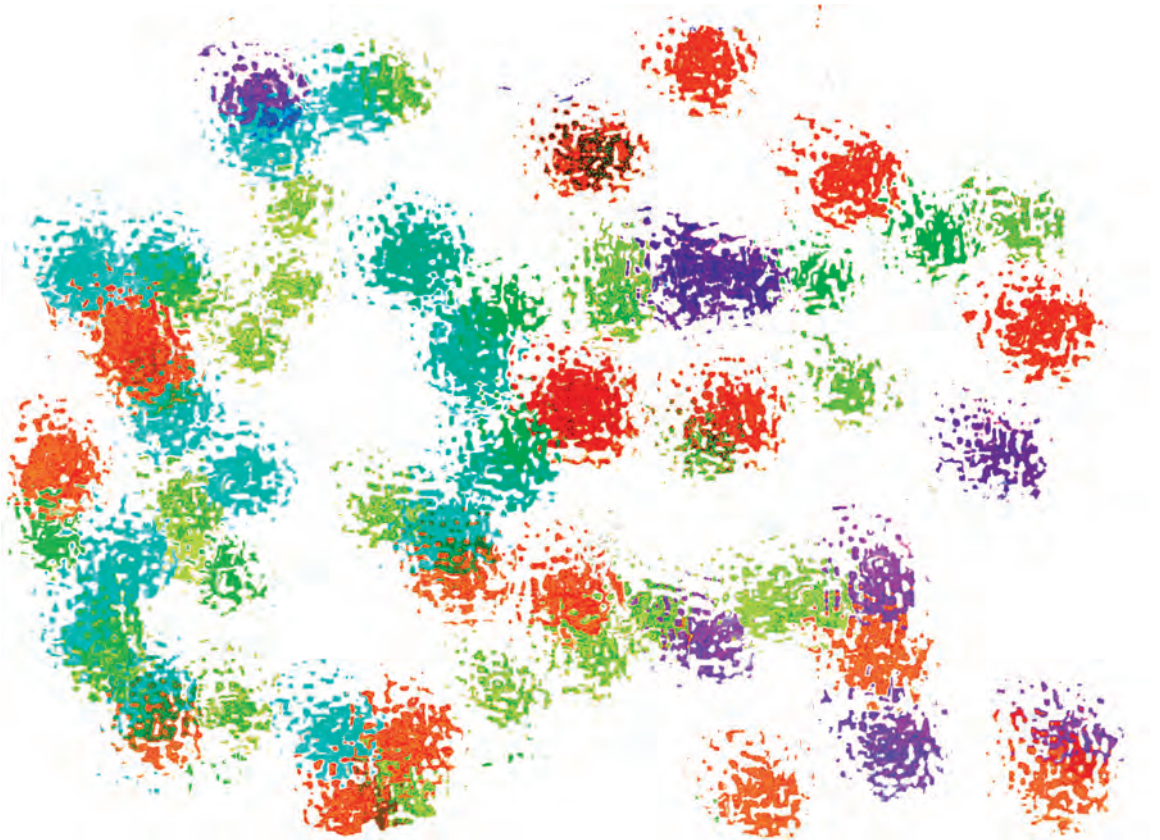
►► au lendemain, peuvent être remis dans leur ancienne condition s'ils viennent à faillir à leur mandat ». Comme on le voit, le véritable populisme n'implique donc nullement l'abandon de toute analyse de classe. Il implique uniquement le « rôle dirigeant » du *peuple d'en bas*.

Comment analysez-vous la formule phare de la philosophe Chantal Mouffe : « construire un peuple » ?

Si, par « peuple », on entend ce *sujet politique* dont la mobilisation conditionne toute lutte démocratique radicale, alors il est évident que ce sujet doit être « construit ». C'est même l'objet de toute politique socialiste que de définir la nature et la forme des alliances de classes nécessaires, le programme d'action qui leur correspond ou encore ces « chaînes d'équivalence » qui permettront aux différentes classes concernées de se reconnaître dans un « grand récit »

commun et de devenir ainsi « hégémoniques ». Pour autant, cela ne doit pas nous conduire à voir dans l'opposition entre « ceux d'en bas » et « ceux d'en haut » – et donc dans le concept de « peuple » – une simple « construction » volontariste et arbitraire. Il est clair, au contraire, qu'elle repose *d'abord* sur des bases sociologiques réelles et des expériences de vie concrètes (ce que Marx exprimait à sa façon en rappelant qu'une classe sociale existe « en soi » avant même d'exister « pour soi »). À oublier une telle évidence, on finit toujours par retomber, d'une façon ou d'une autre, dans l'illusion libérale (ou « postmoderne ») selon laquelle il n'existerait par nature que des sujets singuliers, tout usage politique des notions de « peuple », de « classe » ou d'« identité » étant nécessairement « mystificateur ». ■

***Jean-Claude Michéa** est philosophe. Il est professeur agrégé de philosophie.



Construire un peuple ou construire un chef ?

Proférée tant par la droite que par une certaine gauche, l'accusation de « populisme » exprime le refus d'écouter le peuple. Elle révèle aussi la volonté de déprécier les luttes populaires historiques à l'occasion desquelles peut émerger un chef authentique, condition indispensable d'une victoire à venir des classes populaires.

PAR **LUCIANO CANFORA***

UNE DÉPRÉCIATION DU PEUPLE

Il est bien commode de parler du « peuple » mais quand il veut compter pour quelque chose, il devient le « danger populiste ». Il est bien commode de parler du « peuple » parce qu'aucun parti ne pourrait obtenir le pouvoir sans ses suffrages exprimés dans l'isoloir. Mais quand le peuple veut s'exprimer et se manifester directement, on crie à la « dérive populiste ». Le peuple est donc accepté mais il ne l'est que comme objet.

Ce genre d'attitude peut être relevé lorsque l'on voit à l'œuvre deux types opposés d'élitisme : l'élitisme révolutionnaire (la théorie de l'avant-garde) et l'élitisme réactionnaire qui prétend exclure les incompetents de la citoyenneté politique. Récemment, un pas supplémentaire a été franchi. Deux orientations, toutes deux dépréciant le peuple, ont convergé : d'une part, le mépris du populisme comme manifestation non filtrée de la

volonté politique du peuple et, d'autre part, le refus du système électoral proportionnel dans la mesure où il serait (en matière de représentation) la trop fidèle – et pour cela même dangereuse – expression de la volonté populaire. À y regarder de plus près, le refus du principe électoral proportionnel est une forme préoccupante d'extrémisme politique, visant à priver le « peuple », non seulement de la possibilité de se gouverner directement, comme dans l'Athènes de l'Antiquité, mais aussi de faire-valoir ses propres références partisans ou per-

sonnelles. On déplore le « populisme » mais, en réalité, on déprécie le suffrage universel. Les choix du « peuple » semblent mauvais parce que sont mauvais, ou exécrables, ou nuls – quand ils ne sont pas des aventuriers – les principaux représentants de cette classe politique qui s'affirme dans la destruction progressive des partis politiques. En réalité, c'est justement en détruisant les partis que la voie s'est ouverte

pour les aventuriers. Et il est alors bien étrange de la prendre pour l'inconscience politique du « peuple ».

« Quand l'élite de gauche abandonne à leur destin les classes sociales qu'elle devrait représenter et défendre, l'espace est vide pour qui veut surfer sur l'inévitable mécontentement. »

L'HISTOIRE DU POPULISME

Aujourd'hui on brandit joyeusement la menace « populiste ». Mais la lecture des journaux, des discours parlementaires et du vocabulaire *sectionnaire* de 1789-1794 devrait conduire à utiliser avec plus de précaution un tel concept pour au moins ne pas vouloir le liquider et, avec lui, d'en-

tières périodes historiques : à commencer par *L'Ami du peuple* de Marat sans parler de Michelet et de son ouvrage *Le Peuple*. Mais c'est toute l'histoire des mouvements populistes qui pourrait être regardée comme une histoire universelle du populisme : de Cléon qui parle à l'assemblée en « hurlant » (Aristote, *Constitution d'Athènes*) à Garibaldi selon Cavour (« Arrêtez Garibaldi ! »), à Chavez qui a le tort d'être un Indien qui a relevé la tête et a tenté d'affranchir son pays. Et l'on pourrait faire voir les innombrables maillons de l'histoire du populisme dans la chaîne des temps : ►►

► le mot d'ordre de Lénine en 1917 « La paix tout de suite » est populiste ; les marins de la flotte allemande dans la Baltique (Kiel) qui manifestent contre la guerre en 1918 sont populistes : une centaine de savants leur auraient expliqué que « ça ne se fait pas » en temps de guerre ; la Convention qui condamne à mort Louis XVI est populiste parce qu'elle offre au peuple un bouc émissaire ; le syndicalisme est à son tour intimement populiste ? Di Vittorio contre De Gasperi. Membre du PCI, Di Vittorio a été le secrétaire emblématique de la CGL qui rassemble après guerre les courants syndicaux socialistes, communistes et catholiques. De Gasperi était le leader de la puissante Démocratie chrétienne.

LA PRISE DE POUVOIR PAR DES ÉLITES

La flétrissure liée à l'accusation de populisme est le dernier acte de la prise de pouvoir par des élites qui ne souffrent aucune contestation de leur pouvoir. Le paradoxe est qu'ils utilisent deux stratégies contradictoires : d'un côté, ils ont lutté contre les idéologies et d'un autre, ils ont choisi de qualifier de « rebelle inculte » le peuple et celui qui « l'attise » de populiste. Mais la rébellion qui paraît « instinctive » (et pour cela « populiste ») résulte du discrédit jeté à pleines mains sur les « idéologies ». Le mal déjà fait est énorme et il est difficile de reconstruire là où l'on a détruit avec un tel acharnement.

« Le refus du principe électoral proportionnel est une forme préoccupante d'extrémisme politique, visant à priver le "peuple", non seulement de la possibilité de se gouverner directement, mais aussi de faire-valoir ses propres références partisans ou personnelles. »

Quand l'élite de gauche abandonne à leur destin les classes sociales qu'elle devrait représenter et défendre, l'espace est vide pour qui veut surfer sur l'inévitable mécontentement. Scheidemann perd et Hitler gagne.

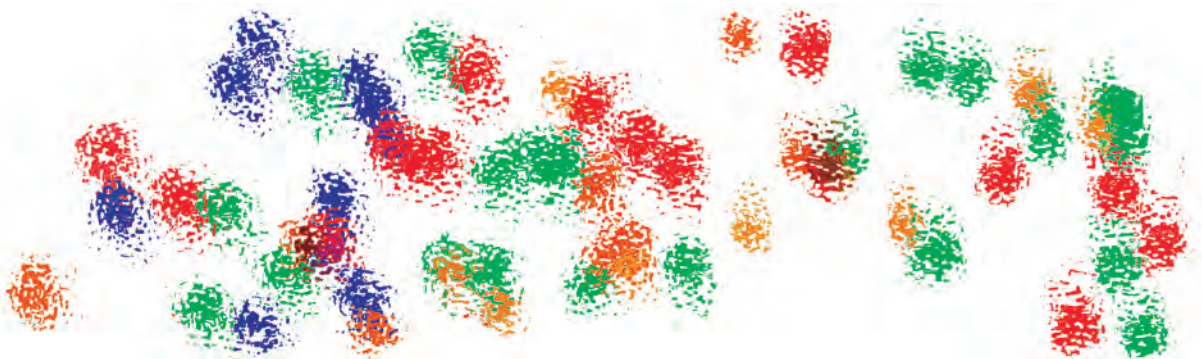
L'ÉMERGENCE D'UN « CHEF »

Étrangement s'est affirmée l'idée que l'émergence d'un « chef » politique est un symptôme de « populisme ». Un « chef » est indispensable, mais il doit être choisi à travers les batailles et d'après ses capacités. Publié à la mort de Lénine dans *L'Ordine nuovo* (mars 1924), un célèbre essai de Gramsci intitulé *Capo* « Chef » est centré sur la confrontation entre Lénine et Mussolini. Ce n'est pas un article factieux banal : au contraire, il s'efforce d'indiquer quelles preuves et quelles sélections dans les luttes sociopolitiques concrètes permettent de faire apparaître un « chef ». Il n'est pas nécessaire d'avoir peur des

mots mais de construire des chefs vraiment capables. Pour les forces populaires, c'est difficile mais indispensable. Pour les forces dominantes, il est toujours facile de trouver un Macron quelconque. ■

***Luciano Canfora** est historien. Il est professeur de philologie classique à l'université de Bari (Italie).

Traduit de l'italien par Aurélien Aramini.



Ni définition pertinente, ni projet d'avenir pour la gauche

Le « populisme » est une double impasse, théorique et politique. Sur le plan théorique, l'utilisation de la catégorie de « populisme » conduit à confondre des mouvements politiques absolument hétérogènes. Sur le plan politique, la revendication d'un « populisme de gauche » ne saurait constituer une alternative cohérente aux politiques néolibérales.

PAR **CHRISTIAN PICQUET***

On connaît la prophétique sortie d'Antonio Gramsci : « Le vieux monde se meurt, le nouveau monde tarde à apparaître et dans ce clair-obscur surgissent les monstres. » C'est sans doute pour désigner la réapparition de créatures monstrueuses que le concept de « populisme » rencontre une telle adhésion de nos jours. Sans compter, évidemment, que, du côté des tenants du dogme libéral, on y voit un concept commode pour dénigrer quiconque ose se placer du côté du peuple pour critiquer un système inégalitaire. Cela nous confronte à deux questions, au moins. Celle, d'abord, de la pertinence d'une telle caractérisation pour désigner des phénomènes très divers, que l'on peine à faire entrer dans les grilles d'analyse habituelles de la pensée critique. Et celle de l'opportunité de revendiquer l'étiquette, de la part de courants affirmant vouloir replacer question sociale et question démocratique au cœur de leur démarche.

UN NOUVEAU MOMENT HISTORIQUE

Nous sommes entrés dans un tout nouveau moment historique, aux retombées majeures sur les règles politiques instituées, singulièrement en Europe. Sous les coups de boutoir d'une globalisation devenue incontrôlable, la légitimité des États se voit mise en cause par le pouvoir croissant des marchés, la souveraineté des peuples imbriquée à celle des nations se révèle piétinée, la démocratie représentative semble du coup frappée d'obsolescence, les concurrences entre entités économiques et individus

s'exacerbent sans cesse en générant un climat anxiogène, guerres et crises écologiques provoquent de gigantesques flux migratoires qui viennent déstabiliser bien des pays, les dynamiques de fragmentation communautaires de ces derniers s'en voient accélérées d'autant, la montée du totalitarisme jihadiste amplifie paniques et quêtes identitaires. Dans le même temps, depuis la crise financière de 2007-2008 ayant mis en évidence la faillite du modèle néolibéral, et sur fond de déstabilisation de la construction européenne actuelle, on assiste à l'ébranlement généralisé des régimes en place, à la rupture croissante entre les citoyens et leurs représentants, à la déréliction des partis jusqu'alors habitués à se succéder à la tête des gouvernements. Ce qui se traduit par l'irruption, un peu partout, d'aventuriers bénéficiant d'une audience de masse. De nouvelles formations démagogiques... De droites de plus en plus animées de pulsions nationalistes... D'extrêmes droites ségrégationnistes, voire carrément fascistes...

Il est, bien sûr, tentant de repérer les traits communs de tous ces phénomènes. Même appel à un peuple essentialisé, lorsqu'il n'est pas réputé

« C'est à la formation de coalitions qu'il va falloir de nouveau s'atteler, sur un contenu le permettant, même si le délabrement de la gauche dans un pays comme la France n'autorise pas encore à en imaginer la configuration précise. »

moralement pur, face aux élites qui le dirigent. Même prétention à représenter ledit peuple, tout en récusant sa structuration en force politique et sociale autonome. Même méfiance envers la démocratie, dont la nature nécessairement pluraliste s'accommode mal de la tendance des formations concernées à revendiquer le monopole de la parole de « ceux d'en bas ». Même volonté de bâtir des ►►

organisations refusant l'appellation de partis et ne procédant, le plus souvent, que d'un centre incontrôlé d'adhérents dont l'appartenance est régie par Internet. Même évanescence idéologique, couplée à la résolution affichée d'entrer en osmose avec les affects populaires, grâce au charisme d'un chef dont nul ne se hasarde à contester la parole.

L'APPROPRIATION PROBLÉMATIQUE D'UNE DÉNOMINATION

Peut-on, cependant, à l'instar de tant d'essais à succès, classer sous une commune enseigne des mouvements s'inscrivant dans des logiques ultra-libérales ou exaltant la fermeture des frontières aux étrangers, et des forces s'employant à contester l'emprise d'un capitalisme prédateur sur toutes les formes de vie ? Un Viktor Orban ébranlant les libertés à la tête d'un pouvoir ethnociste en Hongrie, et un Rafael Correa (ou un Evo Morales) porté par la profonde aspiration égalitaire soufflant sur l'Amérique latine ? Un Emmanuel Macron incarnant un césarisme au service d'une finance parvenue à précipiter la dislocation de l'ancien ordre politique en France, et un Pablo Iglesias ayant transformé un gigantesque soulèvement civique et social en Espagne, celui des Indignados, en une formation politique majeure, Podemos ? Un Geert Wilders faisant de ses érucations antimusulmanes son fonds de commerce aux Pays-Bas, et un Alexis Tsipras ayant tenté (avant d'échouer, victime de son isolement sur le continent) d'extraire la Grèce des rets de l'austérité ? Un Beppe Grillo devenu le maître à penser d'un conglomerat attrape-tout aux accents xénophobes en Italie et, comme d'aucuns n'hésitent plus à le faire, un Jean-Jacques Rousseau qui, s'il exaltait la *volonté générale*, en appelait surtout à un processus par lequel le citoyen deviendrait apte à agir par lui-même ?

C'est, au surplus, aggraver l'obscurcissement des consciences que de paraître rattacher les extrêmes droites actuelles aux courants s'étant, au siècle écoulé, identifiés comme « populistes » pour désigner leur combat contre l'injustice sociale, le règne d'autocraties parasitaires ou la tutelle des impérialismes. Pour ne prendre que cet exemple, c'est même rendre un inestimable service à notre Front national, dont la ligne de *priorité nationale* ne vise rien d'autre que le remodellement ethnique de la société française (ce parti se révélant, pour cette raison, l'expression d'un fascisme modernisé) que de le ranger, au hasard d'un vocabulaire

« En tendant à contester la pertinence du clivage entre droite et gauche, à mesure que s'intensifie l'offensive d'un capital financiarisé et mondialisé comme jamais, les tenants d'une pareille posture s'affranchissent simultanément d'une approche de classe des défis de l'heure. »

imprécis, aux côtés d'un People's Party, organisation agrarienne nord-américaine du début du XX^e siècle, d'un mouvement narodniki, première expression de la révolte des campagnes russes contre les survivances du servage, ou des héritiers latino-américains de la Révolution mexicaine, émanations en leur temps de l'exigence progressiste d'indépendance nationale.

Pour le dire autrement, il serait temps d'en finir avec la paresse intellectuelle : savoir nommer ce que l'on veut combattre s'avère la condition première de l'efficacité. Naturellement, cela suppose en retour, lorsque l'on se situe à gauche, de ne jamais soi-même s'aventurer dans l'appropriation problématique d'une dénomination ne répondant en rien à la crise présente des projets socialiste et communiste, car menant principalement à une série de ruptures avec les acquis du mouvement ouvrier international. C'est le second problème que nous pose le qualificatif de « populisme ».

LA CONSTRUCTION D'UN PEUPLE

À l'instigation d'universitaires comme Ernesto Laclau ou Chantal Mouffe, ainsi que d'acteurs politiques comme Íñigo Errejón (l'une des principales figures de Podemos) ou Jean-Luc Mélenchon, se font jour des tentatives de répondre à l'affaiblissement conjoint du consensus néolibéral et des familles traditionnelles de la gauche. Il en ressort une esquisse de stratégie de mise en mouvement d'une volonté collective, dont le fil directeur serait la *construction d'un peuple* (les éditions du Cerf viennent, cette année, de publier la traduction de l'ouvrage de Mouffe et Errejón, *Construire un peuple*). Le « populisme » se veut ici de gauche, et il serait adapté à la formation d'une contre-hégémonie à la domination libérale-capitaliste, dans l'objectif de faire renaître

un projet d'émancipation. Si l'on ne saurait contester la qualité intellectuelle de la réflexion, on se doit pourtant de mettre en garde contre ses grands dangers.

En tendant à contester la pertinence du clivage entre droite et gauche – ce que Jean-Luc Mélenchon fait dorénavant sans réserve –, lequel n'est jamais que la réfraction, sur le théâtre politique, d'une lutte de classes toujours plus âpre à mesure que s'intensifie l'offensive d'un capital financiarisé et mondialisé comme jamais, les tenants d'une pareille posture s'affranchissent simultanément d'une approche de classe des défis de l'heure. Le peuple, qu'ils disent vouloir édifier politiquement et dont ils présupposent l'homogénéité, se révèle en effet, sous l'influence des bouleversements de l'ordre productif, traversé de fragmentations multiples. Le salariat, qui en représente l'immense majorité, s'avère lui-même profondément segmenté, et il a vu s'affaïsser en son sein la conscience de l'intérêt commun de ses diverses catégories. Rien n'apparaît donc plus impératif que de travailler à dépasser ces fractures, à partir d'un programme autour duquel puisse se former une nouvelle alliance, un bloc social et politique majoritaire dont la classe travailleuse redeviendrait l'aile marchante. Nous sommes ici bien loin de la théorie d'un peuple dont il suffirait d'exprimer la volonté aliénée...

DESSINER UNE ALTERNATIVE COHÉRENTE

C'est le rôle d'un parti transformateur, tel qu'entend l'être le Parti communiste, que de contribuer à la formation de ce nouveau bloc historique. Cela ne peut toutefois se faire en congédiant les repères qui ont, au fil du temps, permis au mouvement ouvrier d'agir pour la libération de l'humanité entière... Ni en se contentant de chercher à faire confluer tout ce qui ébranle l'ordre établi, au prix de possibles dérapages qui favorisent

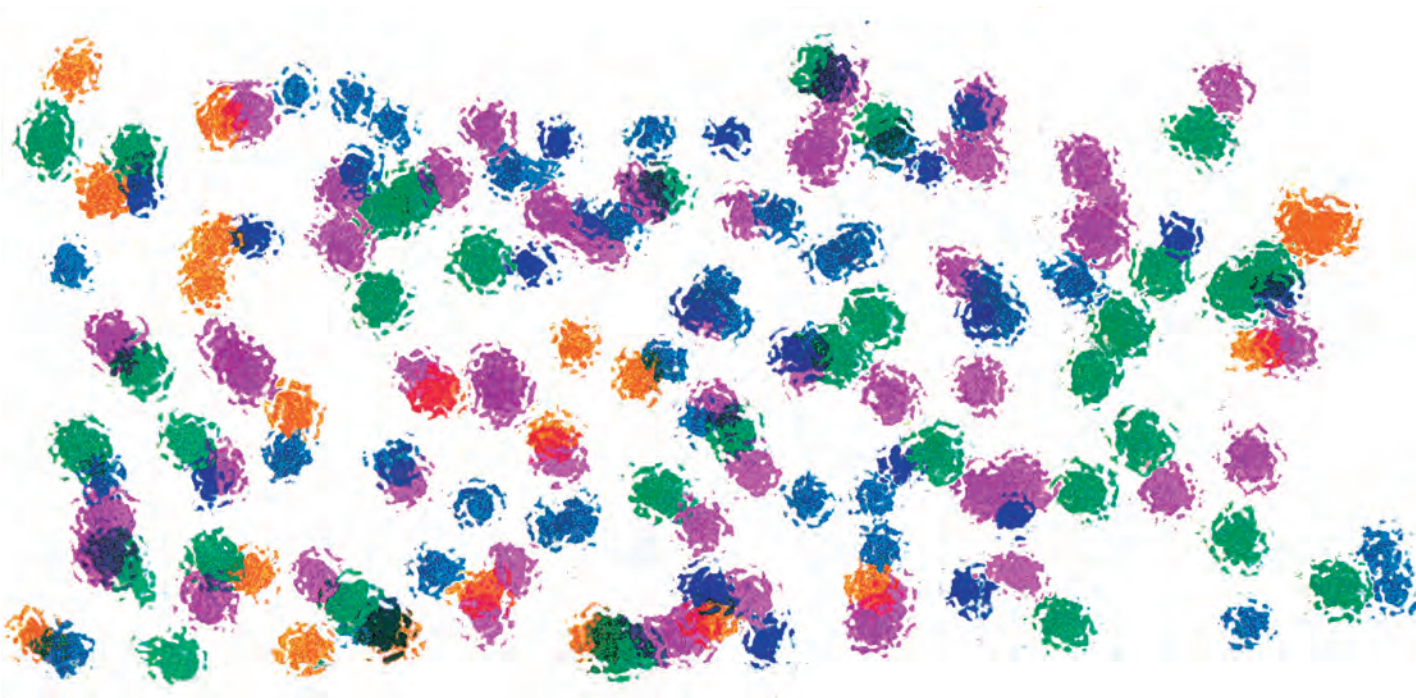
toutes les confusions... Certainement pas en bricolant à la hâte des synthèses idéologiques douteuses, telle celle qui amène Chantal Mouffe à chercher dans les travaux de Carl Schmitt, théoricien allemand de l'État total avant et pendant l'époque nazie, une source d'inspiration pour sa critique du libéralisme... Pas davantage en s'érigant en représentant incontestable du peuple dans son ensemble – en direction autoproclamée, si on veut le dire plus simplement... Encore moins en ignorant, ce faisant, l'impératif besoin d'un mouvement social indépendant pour garantir le changement politique, ce à quoi amène inévitablement la référence au « populisme », se voulût-elle progressiste et républicaine... Et pas plus en se défiant des confrontations d'opinions ou d'expériences entre composantes de gauche, qu'un Jean-Luc Mélenchon confond allègrement avec des *tambouilles* politiciennes. L'heure est, au contraire, à un travail de synthèse des aspirations montant de la société afin de nourrir en retour les mobilisations, dans le respect de leur autonomie, de propositions dessinant une alternative cohérente aux orientations néolibérales dominantes.

Revenir à ce constat d'évidence, contre les illusions de reconquête de la démocratie grâce à l'opposition simplificatrice peuple-oligarchie, c'est également reposer la problématique nodale des rassemblements qui seront aussi indispensables demain qu'ils l'étaient hier. Du fait de la diversité des classes et catégories sociales pouvant aujourd'hui se retrouver dans une perspective de rupture avec l'ordre capitaliste, donc de leurs expressions politiques inévitablement plurielles, la conquête du pouvoir ne saurait procéder d'un seul parti. C'est, par conséquent, à la formation de coalitions qu'il va falloir de nouveau s'atteler, sur un contenu le permettant, même si le délabrement de la gauche dans un pays comme la France n'autorise pas encore à en imaginer la configuration précise.

Bref, l'usage du terme « populiste » pour interpréter des manifestations dissemblables du dérèglement du monde apparaît aussi contre-productif que l'invention d'un « populisme de gauche » relève, pour paraphraser Albert Ogien et Sandra Laugier (in *Antidémocratie*, La Découverte 2017), d' *une opération désespérée et masochiste*. ■

*Christian Picquet est membre du comité exécutif national du PCF.

« On assiste à l'ébranlement généralisé des régimes en place, à la rupture croissante entre les citoyens et leurs représentants, à la déréliction des partis jusqu'alors habitués à se succéder à la tête des gouvernements. »



Le populisme fleurit là où on masque la lutte des classes

ENTRETIEN AVEC **GUILLAUME ROUBAUD-QUASHIE***

Le Vent Se Lève : Vous avez organisé l'université d'été du PCF dont nous avons rendu compte. Parmi les thèmes qui ont suscité le débat, il y a eu la question du populisme, à laquelle nous ne sommes pas insensibles à LVSL, comme l'illustre notre dossier sur les gauches espagnoles. Le populisme, comme méthode politique, est largement critiqué au PCF. Pouvez-vous revenir sur ces critiques et leurs fondements ? Le mot « populisme » est un mot très employé dont le contenu n'est pas toujours très clairement défini. En réalité, ce mot a une étrange histoire qui renvoie à des moments très différents. Le premier moment lexical du populisme renvoie

au socialisme agraire russe, les *narodniki*, qui n'a rien à voir du tout avec ce qu'on appelle « populisme » aujourd'hui : ce sont eux qui ont introduit les textes de Marx en Russie ; c'est avec eux que Lénine polémique... Le second moment renvoie à une expression progressiste plus vague : le populiste est celui qui est favorable au peuple. Après tout, c'est ce que dit le mot, étymologiquement parlant, et tout le monde est à même de l'entendre ainsi sans être un éminent latiniste. C'est pourquoi il y avait le *prix populiste*, ce prix littéraire qui était remis à des auteurs progressistes qui parlaient du peuple et pas uniquement de héros de la bourgeoisie. Et puis, il y a le moment qui commence dans

les dernières décennies du XX^e siècle. C'est le moment Pierre-André Taguieff qui vient relancer cette espèce de conception du populisme qui consiste à dire qu'il n'y a plus de lecture gauche-droite, mais une lecture de type cercle de la raison, au centre (libéraux de gauche, libéraux de droite, etc.), *versus* les fous à lier, de part et d'autre de cet axe central. Il s'agit, en quelque sorte, du décalque, en politique, de la lecture sociale *insiders versus outsiders*. Ce dernier modèle sociologique, dont l'essor est d'ailleurs contemporain de celui du « populisme » façon Taguieff, prétend ainsi qu'il n'y a plus de classes car la société a été confrontée à une gigantesque « moyennisation » ; ne reste plus que les *insiders* (ouvriers, cadres, patrons...) d'une part et les *outsiders*, vrais miséreux qui, seuls, ont droit à quelque (maigre...) charitable intervention. Je ne développe pas, mais la simultanéité n'est jamais fortuite aimait à rappeler le grand historien Ernest Labrousse... Bref, avec le populisme de Taguieff, c'est-à-dire le populisme tel qu'il est repris par la grande masse des journalistes et des hommes politiques : soit vous êtes au milieu, entre personnes raisonnables qui acceptent l'économie de marché, soit vous êtes dans la catégorie des déments indifférenciés, celle des populistes.

Pour ma part, je trouve cette conception dangereuse et inopérante. D'un simple point de vue descriptif, mettre Marine Le Pen et Hugo Chavez dans la même catégorie politique, ce n'est pas un progrès de la pensée politique. Il s'agit de pensées profondément différentes, donc forger un mot qui explique qu'il s'agit de la même chose, c'est une régression au plan intellectuel. Cela ne permet pas de mieux nommer et comprendre les choses ; au contraire, cela crée de la confusion. Plus profondément, cette dernière est dangereuse puisque cela consiste à dire que tout ce qui est une alternative à la situation actuelle, tout ce qui conteste le dogme libéral relève de ce terme qu'est le populisme. Pire, si le populisme est cette catégorie infamante désignée à caractériser ceux qui opposent « le peu-

« Le populisme naît d'une recherche de renouveau de la pensée social-démocrate, quand d'autres vont inventer la "troisième voie". »

ple » aux « élites », alors qu'il n'y aurait, bien sûr, que des individus dans la grande compétition libre, comment ne pas voir combien cette notion forgée par des libéraux invalide immédiatement toute option de lutte des classes ? Comment penser que ce n'est pas aussi un des objectifs de cette théorisation ? Vous dénoncez les exilés fiscaux ? Populiste ! Vous attaquez les grands média ? Populiste ! Vous notez les proximités entre le monde de la finance et celui des dirigeants politiques des grandes formations ? Populiste ! Accepter la notion, c'est accepter de voir invalidé tout discours de classe.

Le sociologue Gérard Mauger a raison selon moi quand il dit que le populisme, c'est une forme « d'insulte polie », une façon de discréditer. Par ailleurs, lisez Taguieff : pour lui, le populisme, c'est d'abord un « style ». Personnellement, je ne classe pas les forces politiques en fonction de leur style, mais en fonction des objectifs qu'elles nourrissent. Le style est secondaire. J'ajoute que c'est faire un beau cadeau à la droite et à son extrême. Puisque l'extrême droite, en n'étant pas qualifiée comme telle, devenant « populiste », n'est plus le prolongement de la droite ; c'est mettre des digues absolues entre Éric Ciotti et Marine Le Pen ; le premier étant censé appartenir au monde raisonnable central et la seconde relever de la catégorie distincte et sans rapport du « populisme ». Beau cadeau de respectabilité à la droite au moment même où elle court après son extrême... Ensuite, renoncer à qualifier l'extrême droite en usant du mot de

droite et du mot d'extrême pour lui privilégier la notion de « populisme », c'est lui retirer deux fardeaux (personne n'est « extrême » ; le discrédit de la droite parmi les couches populaires reste large) et lui offrir le peuple (tout le monde entend bien « peuple » dans « populisme », sans aggrégation de lettres classiques). Bref, je sais que ce point de vue n'est pas celui de tous mais, à mes yeux, cette notion est une régression et un danger. Le débat se poursuivra

« La question de classe est une question centrale ; elle l'est même nettement plus aujourd'hui qu'hier. »

car il n'est pas question de le trancher ici ! Au départ, Jean-Luc Mélenchon expliquait aux journalistes qui lui collaient cette étiquette populiste : si le populisme, c'est dénoncer les ►►

► collusions, etc., alors qu'on me taxe de populisme. Néanmoins, il le faisait sur le mode de la récusation et de la provocation. Aujourd'hui, sa position a changé puisqu'il assume cette stratégie « populiste de gauche », théorisée au départ par la philosophe belge, Chantal Mouffe. La tâche se complique ainsi et il faut faire la différence entre le populisme taguieffien des journalistes quand ils parlent de Marine Le Pen (... et de Mélenchon) et le populisme de Mouffe.

« Si le populisme est cette catégorie infamante désignée à caractériser ceux qui opposent "le peuple" aux "élites", alors qu'il n'y aurait, bien sûr, que des individus dans la grande compétition libre, comment ne pas voir combien cette notion forgée par des libéraux invalide immédiatement toute option de lutte des classes. »

Pour ce qui est de Chantal Mouffe, il s'agit d'un projet théorique qui est plus solide que ce que fait Taguieff. La sociologue Annie Collovald refuse d'ailleurs de parler de concept pour le populisme de Taguieff, et considère que c'est à peine une notion qui frise l'inconsistance. C'est ce qu'elle explique dans un ouvrage qui selon moi reste fondamental, *Le Populisme du FN, un dangereux contresens* (Le Croquant, 2004). Chez Mouffe, et en réalité chez Laclau, on est face à une réponse, dans le domaine de la social-démocratie, élaborée dans la panade des années 1980. Période au cours de laquelle toutes les grandes conceptions sociales-démocrates traditionnelles sont mises en difficulté, sans parler bien évidemment de la situation des socialismes réels qui étaient par ailleurs combattus par la social-démocratie. Les amis de Mouffe et de Laclau, depuis longtemps en opposition aux communistes, ne vont bien sûr pas se rapprocher des communistes soviétiques dans les années 1980, au moment même où triomphe la grasse gérontocratie brejnévienne et postbrejnévienne où le système soviétique montre toutes ses limites et son inefficience. Le populisme naît donc d'une recherche de renouveau de la pensée social-démocrate, quand d'autres vont inventer, avec Giddens et Blair, la « troisième voie ».



Quels problèmes cela pose pour nous ? D'abord, la question de classe est complètement explosée. Dans la pensée de Chantal Mouffe, c'est clair, net et précis : il n'y a pas de classe *en soi*, mais des discours des acteurs. Il s'agit d'un postmodernisme caractéristique de la pensée des années 1980, pensée d'ailleurs très datée : il n'y a pas de réalité mais d'indépassables discours. Il n'y a pas d'intérêt objectif de classe ; d'où l'importance accordée au mot plus vague de « peuple ». Est-ce un progrès ou une régression ? Nous considérons que la question de classe est une question centrale ; elle l'est même nettement plus aujourd'hui qu'hier. Il suffit d'ouvrir les yeux sur les évolutions du capitalisme contemporain. On est ramenés aux socialismes utopiques que Karl Marx combattait. C'est amusant de voir aujourd'hui le beau film de Raoul Peck, *Le Jeune Karl Marx*, qui évoque ces débats avec tous ces socialistes rêvant en dehors du monde de classe...

« Renoncer à qualifier l'extrême droite en usant du mot de droite et du mot d'extrême pour lui privilégier la notion de “populisme”, c'est lui retirer deux fardeaux (personne n'est “extrême” ; le discrédit de la droite parmi les couches populaires reste large) et lui offrir le peuple. »

Deuxièmement, l'horizon des communistes reste un horizon universaliste qui pose le communisme comme objectif. Cet horizon est complètement absent chez Mouffe pour qui il faut trouver une manière de gérer les *dérives* du capitalisme et les antagonismes dans ce qu'elle appelle un cadre « agonistique » (un cadre de combats, de tensions, de conflits – *agôn*, en grec). Puisque, pour elle, les conflits sont inépuisables et penser les abolir serait contraire à l'anthropologie profonde, selon sa lecture de la « nature humaine » qui se revendique de Freud.

Tout cela me semble poser plus de problèmes que cela n'en résout... Dire qu'on renonce à l'objectif de dépassement des conflits de classe, au moment où le capitalisme est de plus en plus inefficent et criminel, me paraît être inopérant et négatif. Donc, même si la proposition théorique de Mouffe est intéressante – au sein de la social-démocratie, elle refuse la capitulation pure et simple façon Blair et Schröder et permet ainsi que se mènent bien des combats communs –, elle débouche sur un horizon limité. Il s'agirait de renoncer au communisme au moment même où le capitalisme ne parvient clairement plus à répondre aux possibilités de développement de l'humanité. L'humanité a les ressources et les savoirs pour répondre aux grands défis (faim, santé, logement, culture, développement durable...) mais le capitalisme, parce qu'il vise le profit étroit et maximal de quelques-uns, tourne le dos à ces perspectives et approche le monde de l'abîme.

LYSL : Pourtant, lorsque Pierre Laurent écrit un ouvrage intitulé 99 %, il oppose un « eux » un « nous », qui va plus loin que la simple classe traditionnellement révolutionnaire aux yeux des marxistes – le prolétariat. Bref, il fait lui aussi du populisme, non ?

Absolument pas, ici, on est dans la logique qui est celle de l'alliance de classe, qui est une logique que le PCF a souvent adoptée. Maurice Thorez faisait déjà cela dans les années 1930 ; ce n'est pas du populisme. D'ailleurs, une des lectures bien connues des communistes de ces années-là est *Ce que sont les amis du peuple* de Lénine dans lequel il détruit les populistes russes. Donc non, ce n'est pas du populisme, c'est l'idée, déjà développée par Lénine, selon laquelle il est possible de faire des alliances avec d'autres classes, loin du « solo funèbre » de la classe ouvrière.

Pierre Laurent part d'une analyse du capitalisme contemporain qui ne profite plus qu'à une toute petite minorité. Il ne profite même pas aux petits entrepreneurs. Donc certes, il y a les salariés tout court, qui représentent une très large majorité des travailleurs, mais il y a aussi les petits patrons, qui sont insérés dans des chaînes de donneurs d'ordre qui font d'eux des quasi-salariés, puisqu'ils sont dominés par de grandes entreprises. Ils pâtissent donc aussi du système capitaliste. Ajoutons l'ubérisation et sa masse d'auto-entrepreneurs et on comprend pourquoi ►►

Pierre Laurent a raison d'élargir l'horizon au-delà de la seule classe définie par la place dans les rapports de production.

Mais, en termes de méthode, il y a une convergence sur l'idée d'opposer le « eux » de la petite minorité et le « nous » du reste de la population... Sur le « eux » et le « nous », entendons-nous bien. C'est une expression largement utilisée avant Mouffe, par exemple chez le chercheur britannique Richard Hoggart dans *La Culture du pau-*

vre, dans laquelle l'horizon rationnel se dissout. Le problème, ce n'est pas juste d'*intégrer* la dimension affective, c'est de *renoncer* à la dimension rationnelle. Personnellement, je veux bien qu'on utilise toutes les armes de communication à notre disposition, mais toujours avec une finalité rationnelle et avec un primat rationnel. Ce n'est pas le cas chez Mouffe, dont les discours flottent sans lien avec le réel.

Utiliser les affects n'est donc pas problématique en soi ; tout le monde utilise les affects. Là où les choses deviennent plus dangereuses, c'est lorsqu'on considère qu'on doit patauger dans ces affects et s'y soumettre. Il faut au contraire avoir en permanence l'objectif de les dépasser très vite. Il est primordial d'amener au maximum vers une large réflexion rationnelle. L'affect est une contrainte nécessaire, et non un objectif en soi, si l'on veut que le peuple soit acteur, et qu'on ne se limite pas à vouloir emporter les foules grâce à un leader charismatique... qui est par ailleurs mortel. L'horizon du communisme ne consiste pas à être guidé par des bergers éloquents, mais à avoir un peuple acteur et conscient. Et puisque nous sommes en plein centenaire, faut-il rappeler la perspective de Lénine ? « C'est à l'action révolutionnaire consciente que les bolcheviks appellent le prolétariat. »

LVSL : Précisément, sur cette figure du leader charismatique, on peut avoir le sentiment que le PCF est un peu traumatisé par son passé stalinien et la façon dont des figures ont pu faire l'objet d'un culte. À tel point que le parti semble être dans le refus de cette fonction tribunitienne. Faut-il s'en tenir au « ni dieu, ni César, ni tribun » de *L'Internationale* ou faut-il penser la nécessité des médiations et la façon dont un individu est capable d'incarner quelque chose à un moment donné, et d'exercer une fonction de traduction des demandes politiques dans le champ politique ?

Le mouvement ouvrier a toujours eu des figures de proue, bien avant Staline. Il y avait des bustes de Jaurès dès son vivant. L'idée que Staline a inventé le culte de la personnalité, que celui-ci relève de la pure importation est complètement absurde et ne résiste pas à l'analyse. La figure tribunitienne est pour nous une limite, parce qu'on quitte le domaine rationnel pour renforcer le domaine affectif. Quand ce n'est plus un

« L'affect est une contrainte nécessaire, et non un objectif en soi, si l'on veut que le peuple soit acteur, et qu'on ne se limite pas à vouloir emporter les foules grâce à un leader charismatique... qui est par ailleurs mortel. »

vre (Edition de minuit, 1970). Pierre Bourdieu diffuse cet essai qui popularise cette dichotomie entre un « eux » et un « nous » dans les sciences sociales. Hoggart ne se définissait pas pour autant comme populiste, donc cette idée du « eux » et du « nous » n'est pas une marque déposée du populisme.

LVSL : L'un des reproches régulièrement adressés au populisme repose sur la place des affects en politique. Ceux qui se revendiquent du populisme affirment qu'il est nécessaire de prendre en compte les affects et l'esthétique lorsque l'on construit un discours et un programme, et de ne pas s'appuyer uniquement sur la raison, c'est-à-dire sur la véridicité des idées et des discours. Est-ce pour vous de la démagogie ? Doit-on refuser les affects en politique ? Non, bien évidemment que non. Avec la politique, il y a forcément des dimensions affectives et esthétiques qu'il faut prendre en compte. Et il faut reconnaître, de ce point de vue, que la France insoumise a réfléchi à ces questions et a fait des choses intelligentes et plutôt fortes. Quel est le point de désaccord ? Revenons à Mouffe. Elle est dans une relation postmoderne

« La figure tribunitienne est pour nous une limite, parce qu'on quitte le domaine rationnel pour renforcer le domaine affectif. Quand ce n'est plus un objectif politique qu'on soutient mais une personnalité, quand le peuple troque son esprit critique contre l'adoration d'une figure humaine, il y a toujours danger. »

objectif politique qu'on soutient mais une personnalité, quand le peuple troque son esprit critique contre l'adoration d'une figure humaine (et donc faillible...), il y a toujours danger. Cette limite a bien évidemment une force puisqu'elle permet aussi d'entraîner les individus vers un but commun. Gramsci disait : « Il est inévitable que la révolution, pour les grandes masses, se synthétise dans quelques noms qui semblent exprimer toutes les aspirations et le sentiment douloureux des masses opprimées [...]. Pour la plus grande partie des masses [...], ces noms deviennent presque un mythe religieux. Il y a là une force qu'il ne faut pas détruire. » Encore une fois, il s'agit d'une contrainte, et non d'un objectif. Reste que, la présence d'un tribun peut aider, et il n'y a pas besoin de remonter si loin que ça. Une figure comme Georges Marchais – mon ami Gérard Streiff y revient un peu dans sa belle petite biographie – a bien sûr pu, un temps, incarner et rendre visible l'option communiste. Aujourd'hui, les responsables communistes sont confrontés à cette question de l'incarnation. Et Pierre Laurent, de ce point de vue, a eu raison de signaler qu'il est important de poser la question sociale et ce à quoi renvoie l'incarnation. Pourquoi est-ce que Georges Marchais, aussi, avait cette puissance d'évocation et d'entraînement ? Parce qu'il s'agissait d'un ouvrier d'une famille populaire. Cela joue beaucoup, même si ce n'est pas tout. Même chose pour Maurice Thorez, qui était au départ mineur, et qui était capable d'argumenter et de vaincre des technocrates de la bourgeoisie. C'est important, parce que cela opère en creux la démonstration que les travailleurs, si profondément méprisés, sont capables, en travaillant, d'avoir les res-

sources pour diriger le pays. Cela envoie un signal important, puisque l'objectif des communistes est bien de faire parvenir cette large classe laborieuse au pouvoir, ce qui implique qu'elle sente bien qu'elle en est capable et que le mépris que la bourgeoisie lui voue est infondé. C'est un objectif essentiel lorsqu'on voit à quel point les incapables qui gèrent ce monde sont en train de l'envoyer dans le mur.

Pierre Laurent a donc expliqué qu'il nous fallait

« L'horizon des communistes reste un horizon universaliste qui pose le communisme comme objectif. »

d'avantage cet objectif jusque dans la direction du parti, en donnant une forte place aux diverses facettes du large spectre du salariat. Je suis parfaitement d'accord avec lui : je crois que nous avons à travailler vite et fort sur cet enjeu. Aucun des autres grands partis ou « mouvements » ne semble s'en préoccuper lorsqu'on observe que leurs dirigeants sont presque tous issus de catégories socioprofessionnelles supérieures. Le problème dans le pays est qu'il y a des millions d'ouvriers et d'employés, et qu'ils sont très peu représentés en politique aux échelons de direction. C'est une situation qui nous préoccupe, nous, et qui ne peut pas durer. ■

Reproduit avec l'aimable autorisation du site Le Vent Se Lève. <http://lvsl.fr/>

***Guillaume Roubaud-Quashie** est directeur de *Cause commune*.



★ MILITER ★

RUBRIQUE COORDONNÉE PAR VALENTIN BROUILLARD-DUSONG

S'engager, s'organiser, ça fait du bien !

Si l'objectif premier de la rubrique « Militer » est d'offrir à tous les secteurs du parti des idées et des éléments d'aide en termes d'organisation et de fonctionnement, alors il est difficile de ne pas aborder le sujet ô combien important du fichier militant.

Le fichier, c'est la première porte qui permet aux structures du parti d'optimiser au mieux les liens avec les contacts du parti, les sympathisants, les adhérents et même les militants. Il est très souvent le témoin de la vitalité d'un secteur du parti (fédérations/sections/cellules). Évoluant en permanence, il est également le témoin du degré de structure d'un secteur du parti. Difficile d'imaginer un engagement efficace dans un endroit donné sans un fichier pratique et utilisable. En disant cela, nous n'inventons rien. En effet, le parti a adopté dans sa base commune du dernier congrès l'objectif suivant : « Travailler à l'existence dans chaque structure d'un fichier, via COCIEL, recensant l'ensemble des coordonnées des personnes qui ont pris la décision de nous les communiquer afin de nous adresser régulièrement à eux pour

leur proposer de participer à nos initiatives, nos campagnes, comme à l'élaboration de notre projet. » À partir de cette ambition objectivement partagée, plusieurs réflexions viennent à l'esprit.

« Restant fidèle à l'esprit des premiers numéros, nous laissons la place à des expériences locales qui ont déjà fait leurs preuves. »

Se saisir de COCIEL dans le parti est un enjeu essentiel, tant il est important que toutes nos structures gardent une cohérence, et que notre organisation ait une vision d'ensemble sur elle-même, via un regard national et centralisé. Cependant, la gestion de COCIEL n'est pas si évidente, et bon nombre

de secteurs du parti ne le tiennent pas régulièrement à jour. Nous allons tâcher de revenir largement sur son utilisation, son rôle, et apporter notre (modeste) pierre à l'édifice.

Qu'appelons-nous fichier ? Quels en sont les objectifs ? Comment fonctionne-t-il ? Restant fidèle à l'esprit des premiers numéros, nous laissons la place à des expériences locales qui ont déjà fait leurs preuves. Là encore, c'est dans le partage d'expériences que notre parti peut progresser.

Enfin, il ne s'agit pas seulement d'améliorer un outil parmi d'autres mais de refaçonnier notre façon de nous organiser et d'organiser notre activité militante. Évidemment, toutes les cellules/sections/fédérations n'en sont pas au même point sur ce sujet ; il ne s'agit pas de donner des leçons mais d'offrir la vision la plus pédagogique possible.

Rendre plus organisée et donc plus performante notre activité militante, c'est mieux mobiliser les forces de notre parti et c'est donc valoriser la première de ses richesses. ●

Valentin Brouillard-Dusong

L'organisation en quelques mots

ADHÉSION. La force du parti repose sur ses adhérents. Sans complexe, l'adhésion doit être proposée systématiquement. L'adhésion n'est pas une finalité, mais un point d'étape conduisant à un engagement dans le parti, en partant des envies du camarade.

ANTICIPATION. Organiser, c'est pouvoir anticiper, prévoir. Cela permet de proposer une cohérence globale à une campagne : une « diff », une signature de pétition, un rappel ou une réunion publique ne sont pas des actions isolées, mais un tout cohérent où chaque élément conduit au suivant, permettant une progression dans la construction du rapport de forces.

CALENDRIER PRÉVISIONNEL. Faire un tel calendrier, c'est partir de l'événement final, et poser toutes les initiatives qui vont permettre le bon déroulement de celui-ci. Le calendrier prévisionnel permet de calibrer la campagne et de projeter dès le début sa progression et sa dynamique.

CAMARADERIE. La camaraderie est la base des relations entre les individus au sein du parti. Cordialité, convivialité, fraternité dans l'action militante doivent guider la gestion de l'activité du parti. Nous avons tous d'autres obligations professionnelles et personnelles, et c'est parce que militer est un plaisir que nous consacrons du temps au militantisme.

COCIEL. C'est le logiciel pour organiser les communistes. L'utiliser, c'est permettre à tous les communistes de recevoir les informations locales, fédérales et nationales. Pour autant, ce n'est qu'un outil, un support, pour multiplier les initiatives concrètes en tenant informés toutes et tous les camarades.

COMPAGNON DE ROUTE. Au-delà du simple « contact » et pas encore adhérent, le compagnon de route suit régulièrement l'activité des communistes, vote communiste, donne même parfois un coup de main militant. Maintenir un lien avec nos compagnes et compagnons de route implique de les tenir informés de l'activité des communistes, mais également de les inviter aux initiatives susceptibles de les intéresser. Le compagnonnage est un contact qualifié, mais ce n'est pas une finalité : participer à l'activité des communistes conduit naturellement à l'adhésion.

CONTACT. Laisser son contact au parti n'est pas un acte anodin, et entrer tous les contacts dans un fichier permet de matérialiser le réseau des potentiels sympathisants du parti. À partir d'une signature de pétition, nous pouvons rappeler la personne, la maintenir informée de nos actions jusqu'à ce que cette personne devienne une sympathisante.

FICHER. Le fichier est la clef d'une bonne organisation. Ce dernier doit être à la fois qualifié, pour savoir qui est à contacter pour quelle occasion, tenu à jour, pour ne pas perdre de vue des camarades, et facile d'utilisation, pour ne pas pousser ses utilisateurs à démultiplier les supports. Le fichier doit être sur un support unique, afin que les mises à jour ne soient pas perdues.

LETRE DES ADHÉRENTS. Faire une lettre aux adhérents, quelle que soit sa régularité, permet que chaque camarade puisse recevoir une analyse de la situation politique, un état de l'activité passée et un calendrier des prochains événements. Cette lettre prend une importance particulière pour les camarades qui ne peuvent pas venir aux réunions ou aux actions. Son envoi papier pour ceux qui n'ont pas accès à l'outil numérique est une plus-value réelle.

RAPPEL. Le rappel téléphonique des camarades est le principal outil de maintien du lien avec les adhérents et les sympathisants.

RESPONSABILISATION. L'activité militante d'une section ne peut pas reposer sur un seul individu. Le secrétaire à l'organisation doit donc permettre aux autres cadres politiques (responsables de cellule, responsables collage, etc.) de trouver leur place et d'organiser l'activité militante à leur échelle. L'organisation n'est pas de la logistique ; l'activité militante, à tous les niveaux, doit être pensée politiquement.

STOCKAGE EN LIGNE. Les supports coopératifs sont extrêmement nombreux, et permettent d'associer plusieurs militants à un travail d'organisation : l'agenda partagé permet que chacun puisse consulter la liste des événements prévus.

COCIEL, la base de données communiste

Tout bon animateur ou animatrice à la vie du parti connaît COCIEL : le logiciel de gestion sécurisé du fichier des adhérents et sympathisants. Pourtant, il reste encore sous-utilisé par rapport à toutes les possibilités qu'il offre. Petit zoom sur cet outil essentiel.

COCIEL, c'est avant tout une base de données : on y édite des fiches individuelles (adhérents, adhérentes et contacts), que l'on peut ensuite modifier au fur et à mesure. On renseigne ces fiches d'attributs, qui permettront ensuite de les classer en fonction des besoins. Ces attributs sont de plusieurs ordres :

- organisationnels (fédération, section, cellule ; type de contact, etc.)
- état civil (adresse, quartier, profession, date de naissance, date d'adhésion, etc.)
- engagements (centres d'intérêt, mandat électif, association ou syndicat, etc.)

Si remplir l'ensemble de ces champs peut sembler fastidieux, c'est pourtant très utile quand il s'agit ensuite de classer au besoin les adhérents, adhérentes et/ou contacts sur une action spécifique.

Impulser une mobilisation contre la fermeture d'un service public local ? Pas de souci, je sors la liste des adhérents et contacts du quartier concerné, et j'organise une tournée de rappels téléphoniques car j'ai correctement mis à jour les numéros de téléphone.

Organiser une réunion départementale sur un sujet précis, par rapport à une actualité locale qui nécessite que le parti prenne position et agisse ? Pas de souci, j'édite la liste des adhérents intéressés par ce domaine et/ou travaillant dans ce secteur, et je leur envoie la convocation courriel car j'ai correctement mis à jour les adresses électroniques.

Préparer une campagne électorale ? Pas de souci, j'édite la liste des adhérents et contacts de la circonscription concernée, et je leur envoie un courrier de sollicitation car j'ai correcte-

ment tenu à jour les adresses postales.

On le voit, renseigner correctement COCIEL et l'actualiser régulièrement permet de gagner en temps et en efficacité dans l'organisation opérationnelle du militantisme, et c'est primordial.

Un COCIEL à jour, c'est aussi un moyen de mieux connaître le parti, au-delà de l'expérience du quotidien : si les dates de naissance sont mises à jour, on peut par exemple construire la pyramide des âges de nos effectifs ; si les professions sont correctement renseignées, on peut faire le point sur notre composition sociale, etc. Mais tout cela n'est valable que si un nombre significatif de fiches est correctement renseigné, et ce travail ne peut se faire qu'au niveau de proximité, là où le lien avec l'adhérent et le sympathisant est naturellement le plus fort. ●

Comment fonctionne COCIEL ?

EXPORTER UN FICHIER EN FORMAT EXCEL

Une fois que l'on a fait une recherche sur COCIEL, il est possible de facilement l'exporter en format Excel (ou OpenOffice), pour, par exemple, éditer des listes pour du rappel téléphonique.

Pour cela, il suffit de cliquer sur l'icône « Export routage ». Une fenêtre apparaît, il faut sélectionner « Excel » dans le menu déroulant « Exporter en tableur », et le fichier s'ouvre. Il n'y a plus alors qu'à l'enregistrer pour pouvoir le retravailler !

Attention : certains navigateurs bloquent l'ouverture de fenêtres « Pop-up », il faut donc les autoriser temporairement pour faire un export routage.

LE MODULE DE GESTION DES COTISATIONS

COCIEL permet également d'associer les cotisations aux fiches adhérentes et adhérents. Pour renseigner une fiche, il suffit de cliquer sur « Cotisation » à côté de la fiche dans la liste, et d'entrer les montants réglés. On peut ensuite extraire des états des cotisations perçues par section, à partir du bouton « Cotisations détaillées » situé sur la page d'accueil.

LES « MUTATIONS »

Lorsqu'un adhérent change de département, il faut procéder à une mutation de sa fiche. Il suffit de cliquer sur « Mutation (départ) » à côté de sa fiche dans la liste, et de sélectionner le département où il déménage.

Pour changer un adhérent de section ou de cellule, pas besoin de procéder ainsi, il suffit ici d'ouvrir sa fiche et de modifier sa section/cellule.

DÉSIGNER UN NOUVEAU RESPONSABLE COCIEL

Lorsqu'on dispose d'un accès COCIEL à un niveau, il est possible de désigner un adhérent ou une adhérente responsable au même niveau ou au niveau juste en dessous (par exemple pour un accès « section », on peut donner à un adhérent l'accès « section » ou l'accès « cellule »).

Pour cela, il faut d'abord sélectionner la fiche de l'adhérent, cliquer sur « Enregistrer » sur la première page, puis relever le numéro indiqué à « ID identifiant unique » (différent du numéro d'adhérent).

Une fois ce numéro clé relevé, il faut revenir en page d'accueil et sélectionner « Ajouter / un nouveau responsable ». On peut ensuite attribuer un accès à l'adhérent, en choisissant le niveau d'accès et ses droits (« lecture seule », « création et modification », etc.), créer son nom d'utilisateur (« première lettre du prénom-nom complet »), et relever son mot de passe.

Il ne reste alors plus qu'à programmer quelques heures avec le nouveau responsable, pour lui transmettre le fonctionnement de l'outil ! ●

La Lettre des adhérents fait le lien



La section du Sud-Grenoblois couvre un territoire péri-urbain dans la banlieue sud de la métropole (22 communes), et si deux cellules vivent sur les communes les plus importantes, de nombreux adhérents sont isolés, sans cellule de rattachement. Pour éviter de les laisser de côté, et aussi pour faire le lien avec celles et ceux qui ne participent pas régulièrement à l'activité militante – jeunes actifs et anciens –, l'exécutif de section a mis en place en 2015 une *Lettre des adhérents*.

Cette lettre est un A4 recto-verso, qui sort tous les trois mois environ. Outre l'édition du secrétaire, il comporte plusieurs rubriques fixes. Tout d'abord, l'agenda, qui récapitule les réunions de section et de cellule, les principales actions, ainsi que les événements importants du territoire. Ensuite, le « Coin des arguments », qui reprend un sujet et synthétise les arguments clés pour aider l'adhérent dans ses conversations du quotidien. Enfin, « Retour sur... » revient sur les actions menées, et « Le parti en mouvement » sur les campagnes locales en cours : ces deux rubriques permettent aux adhérents d'avoir un aperçu régulier de l'activité des cellules et de la section.

Avec *La Lettre des adhérents*, la section se donne les moyens d'inclure chaque membre du parti dans la boucle de l'activité, et pas seulement ceux qui participent régulièrement. ●

Le lien parti/adhérents : accueil, écoute, action, formation !

Entretien avec **Véronique Mahe**, responsable « Vie du parti »
dans la fédération de Loire-Atlantique (44)

Dans ta fédération, comment abordez-vous le lien entre le parti et les adhérents ?

Nous avons la chance de disposer de sections avec des cellules actives, ce qui permet un lien dans la proximité. Les cellules organisent les communistes au plus près du terrain, ce qui facilite l'intégration et la mise en action des adhérents, autour des remises de cartes ou de timbres annuels notamment : c'est pour cela que nous portons l'idée de revitaliser ces structures !

Plus globalement, nous insistons sur la nécessité de mettre les adhérents dans l'action : si la tenue de débats entre les camarades est essentielle, l'activité de terrain permet de rassembler largement, tout en assurant la visibilité de notre parti. Nous avons constaté que l'on n'adhère pas au Parti communiste par hasard : les adhérents veulent s'engager, être utiles au combat commun, et le parti doit répondre à cette attente !

Concernant l'accueil des nouveaux adhérents, quelles actions menez-vous ?

Tout d'abord, en tant que responsable à l'organisation (« l'orga »), lorsque je reçois une nouvelle adhésion, j'envoie immédiatement un courriel à la personne concernée pour confirmation. Une fois qu'elle m'a répondu, j'informe le secrétaire de section, pour qu'il prenne rapidement contact avec le nouvel adhérent en lui proposant de participer aux prochaines actions sur son territoire. C'est très important d'être réactif, pour ne pas perdre l'élan suscité par l'acte d'adhérer. Par ailleurs, nous



avons organisé, le 2 décembre dernier, une rencontre d'accueil des nouveaux adhérents. Le format était assez simple : sur une matinée, un samedi, d'abord un mot d'accueil, puis un échange en « ruches » autour des motivations et des attentes de chacun, animé par des camarades du conseil départemental, et enfin une présentation générale du fonctionnement du parti, le tout terminé par un repas fraternel. Le temps en ruches est important, car il permet à chacun de s'exprimer et donc de se sentir « chez lui » au PCF. De même, la convivialité associée à l'événement permet de cultiver la fraternité militante, ce qui est aussi important que n'importe quel temps formel !

Et pour la suite, quels sont vos projets ?

Nous allons prolonger cette matinée d'accueil par un stage de formation de base, en avril 2018, et rééditer ce

« cycle » une fois par an à l'avenir. La formation doit aussi faire partie du lien des adhérents avec leur parti comme force organisée, elle permet de donner à chacun des outils pour défendre nos idées au quotidien. Une jeune camarade disait justement que le communiste dans la population, c'est celui qui est là quand il y a besoin. Il faut donner à nos adhérents les moyens de cela, tant d'un point de vue politique que pratique.

L'implication des adhérents dans la vie de notre parti est une clé fondamentale de notre visibilité, je suis donc convaincue que chaque direction locale doit s'y consacrer le plus fortement possible. Comme le disait une adhérente, le communisme est un humanisme, nous combattons car nous avons confiance en l'humanité : ayons confiance en nos adhérentes et adhérents pour mener le combat politique, donnons-leur les moyens de ce combat ! ●

L'expérience de Grigny

Entretien avec **Nicolas Jarminion**, secrétaire à l'organisation de la section de Grigny. Il assure également la formation au niveau de la fédération de l'Essonne.

Le point de départ pour Nicolas, c'est le choix de la section en 2010 de s'impliquer dans l'utilisation beaucoup plus rigoureuse du fichier d'adhérents et de sympathisants. Les résultats, explique-t-il, sont convaincants. Les avantages sont multiples, concernant l'efficacité des campagnes militantes, la capacité de mieux cibler les adhérents sur des sujets particuliers ou encore d'avoir une vision plus précise de la population qui est touchée par le travail des camarades. Cela permet également d'avoir des informations précieuses sur la qualité des campagnes menées. Cette idée n'était pas évidente au départ et Nicolas le rappelle : « Il y avait beaucoup de sceptiques ! » Il y a également de nombreux débats autour de l'utilisation du fichier. Mais le saut qualitatif est évident pour tous. Par exemple, la moitié des signataires de pétitions a signé au moins deux fois une pétition du parti, un quart a signé plus de trois pétitions. C'est une évidence : pour parvenir à la réalisation de cette véritable révolution, il n'y a pas de miracle, cela exige un certain nombre de règles de base qu'il ne sera pas possible de développer de manière exhaustive. Tentons tout de même de traduire l'essence de la méthode. Pour commencer, et pour ne pas travestir les propos du camarade, il n'existe pas de méthode totalement applicable partout et chaque section doit travailler ce sujet à l'aune de sa propre réalité locale et ses propres objectifs. Par contre, il y a des règles générales qui peuvent se dégager.

Un seul ou une seule camarade doit s'occuper de ce fichier, et de préférence un ou une qui n'est pas le ou la secrétaire de section, disponible pour ce travail indispensable. Cette tâche doit être menée sérieusement et

soigneusement ; il s'agit de données personnelles de gens qui ont confiance en nous.

Les connaissances informatiques ne doivent pas être pointues, l'utilisation d'Excel ou Open Calc suffit pour le traitement du fichier, davantage même que des logiciels spécialisés.

Il faut un seul fichier, qui peut être précisé par de nombreuses colonnes. Il doit être alimenté régulièrement et constituer le point d'appui d'une gestion plus rigoureuse des contacts au moment des rappels.

Le fichier doit être d'une lisibilité optimale. Pour cela, il faut éviter l'abus de couleurs, favoriser les colonnes « écrasées » contenant des titres d'une lettre ou deux plutôt que des grandes colonnes. Avec le cumul des informations et des types

de personnes qui peuvent se retrouver dans le fichier, il est très important de l'organiser toujours de la même manière, avec ce type d'affichage (EU pour élection européenne, par exemple, ou FDG pour Front de gauche). Nous ne nous étendrons pas en détail sur la réussite à Grigny mais elle est avérée et si, à l'occasion d'une formation sur le sujet, vous rencontrez Nicolas, il saura vous en faire la démonstration, chiffres à l'appui. Au-delà de ces chiffres, c'est la manière même de militer qui a évolué dans la section. Les campagnes sont mieux ciblées, mieux pensées, et la capacité de mesurer leurs résultats est bien plus aisée. Outre la recherche naturelle d'efficacité pour notre organisation, c'est également la garantie de mieux utiliser l'énergie si précieuse des camarades sur les lieux de militantisme. ●

Propos recueillis par
Valentin Brouillard-Dusong

« Au-delà des chiffres, c'est la manière même de militer qui a évolué dans la section. »



Le conseil national de juin 2017 a proposé la convocation d'un congrès national extraordinaire du Parti communiste français. *Cause commune* nourrit le débat. Jusqu'au congrès, vous lirez ici des contributions émanant d'un échantillon singulier du PCF : les militantes et militants ayant suivi les cinq stages cadres tenus ces trois dernières années. Camarades en responsabilité, ils livrent un point de vue libre, singulier et frotté à l'action.

Pour une démarche politique cohérente et influente

— PAR JEAN-FRÉDÉRIC DEJEAN —

En juin dernier, nous nous sommes réjouis, à juste titre, de l'augmentation du nombre de députés communistes à l'Assemblée nationale. Cette progression témoigne de la qualité du travail de terrain de nos militants et de notre

de quelques individualités. Il est avant tout collectif. Ainsi, le congrès extraordinaire qui se présente à nous en novembre 2018 ne doit pas être synonyme de « règlements de comptes » ou d'une « chasse aux sorcières ». Il doit être l'occasion de nous retrouver

une durée plus importante, je limiterai cependant ma réflexion sur les séquences électorales de l'année 2017.

Les communistes sont offensifs à tous les niveaux : sur la loi Travail, les services publics, contre l'état d'urgence et la réduction des libertés, sur la lutte contre l'évasion et l'optimisation fiscales, sur l'égalité femmes/hommes, sur la question du logement... Cette combativité quotidienne suffit-elle au développement de notre parti et l'expansion de son influence dans la société ?

Lors des débats internes qui ont précédé le vote des communistes de novembre 2016, il a été mentionné à de nombreuses reprises que l'élection présidentielle n'était pas une élection taillée pour notre parti. Collectivement, nous nous sommes enfermés dans un état de résignation et de détachement à l'égard de la question de l'élection présidentielle, alors même qu'elle demeure l'élection la plus importante aux yeux des Françaises et des Français, comme en témoignent les différents taux de participation recueillis. Selon moi, les sources

« Le premier principe, c'est un projet politique clair qui vise à rompre définitivement avec les politiques libérales et d'austérité sans aucune forme d'ambiguïté. »

organisation. Mais elle ne saurait masquer les faiblesses de notre parti et les crises qui le parcourent. La démarche politique que nous avons définie lors de notre XXXVII^e congrès, à travers notre volonté de faire émerger un front populaire et citoyen, n'a pas atteint ses objectifs. Une évidence s'impose, nous avons été mis en échec. À mon sens, ce revers n'est pas le fruit

pour redéfinir ensemble les contours de notre stratégie afin que notre parti retrouve sa place centrale sur l'échiquier politique, condition indispensable à la mise en œuvre d'un véritable projet de transformation sociale. Établir un bilan de nos actions passées est nécessaire pour questionner notre démarche. Conscient de l'exigence d'une introspection portant sur

de notre apathie sont à puiser bien au-delà de l'année 2016. De ce fait, force est de constater que nous n'avons pas appréhendé la question de l'élection présidentielle de façon stratégique. De manière inconsciente, et en dépit des différences qui ont vu le jour avec le Parti de gauche, notamment sur la question des élections municipales, départementales et régionales, nous nous sommes dit que Jean-Luc Mélenchon serait notre candidat naturel pour l'élection présidentielle de 2017 dans des conditions identiques à celles de 2012. En lançant son mouvement en février 2016, Jean-Luc Mélenchon nous a pris de court. Son refus obstiné, comme ceux de ses lieutenants, de tout accord avec notre parti révèle à mes yeux un paramètre essentiel : la capacité de proposer un(e) candidat(e) semble être, à l'évidence, un élément central dans le cadre de négociations avec d'autres forces politiques.

Bien que nous portions un projet politique légitime et juste pour construire une VI^e République dans laquelle le pouvoir législatif serait renforcé, il me

« Le second principe, c'est le respect de l'identité politique de chacun. »

paraît essentiel de nous saisir pleinement et différemment de la problématique de l'élection présidentielle pour que la parole des communistes

compte réellement. Dans ce cadre, l'émergence d'une candidate ou d'un candidat « possible » issu de nos rangs doit être l'un de nos chantiers prioritaires. Cette démarche aura un double avantage. Premièrement, elle nous permettra de peser davantage dans nos futures négociations. Deuxièmement, et en cas d'échec de ces négociations, elle nous permettra de gagner en réactivité et ainsi de pouvoir être opérationnels rapidement pour défendre nos idées.

Néanmoins, cet objectif ne doit pas être opposé à notre volonté de rassemblement qui demeure ancrée dans notre ADN. Les divisions entre communistes, insoumis, écologistes et socialistes frondeurs ont conduit à l'absence d'un candidat de gauche au second tour de l'élection présidentielle et à un nombre insuffisant de députés de combat à l'Assemblée nationale. Ce constat montre la nécessité pour nous de construire, dès aujourd'hui, un rassemblement qui ne doit pas être cloisonné et qui aurait pour horizon les échéances électorales de 2022.

Un tel rassemblement ne peut, selon moi, se réaliser qu'en posant des principes que chacun des partenaires se devra de respecter. Parmi ces principes, deux me semblent essentiels. Le premier principe, c'est la consti-

tution d'un projet politique clair qui vise à rompre définitivement avec les politiques libérales et d'austérité sans aucune forme d'ambiguïté. Le second principe, c'est le respect de l'identité politique de chacun. En d'autres termes, une formation politique de gauche ne saurait se prévaloir d'être, à elle seule, l'unique cadre du rassemblement. Ainsi, la constitution d'un cadre de rassemblement commun sous une bannière partagée par tous, nous permettant de nous préserver de toute tentation hégémo-

« Notre volonté de rassemblement demeure ancrée dans notre ADN. »

nique, devra être une condition non négociable. En cas de non-respect de ces deux prérequis, une candidature communiste construite en amont nous sera bien utile. Offensifs, nous le sommes. Influents, nous pouvons le devenir. ●

≡ **PCF** Congrès 2018

Contribuer au Congrès,
contribuer au Progrès

Bienvenue sur congres2018.pcf.fr, le site participatif dédié à la réflexion et la contribution de tous les communistes.

<http://congres2018.pcf.fr/>

En vue de son congrès, le PCF ajoute le numérique à ses outils

Dans leur volonté de se révolutionner, les communistes intègrent pleinement le numérique à la préparation de leur congrès extraordinaire.

— PAR LÉO PURGUETTE —

Donner aux adhérents les moyens du débat le plus riche possible, tel est l'objectif. « Cela passe par le lancement de congrès 2018.pcf.fr, un site à vocation participative », indique Aurélie Biancarelli-Lopes, chef de projet numérique du PCF. « L'idée est de permettre à un maximum de communistes de s'exprimer directement et de mettre leurs idées dans le débat, en dépassant la logique de la contribution qui ne permet pas souvent l'échange de points de vue », poursuit la responsable communiste. Elle assure qu'il suffit de renseigner « son nom, son prénom, sa fédération », de respecter la charte d'utilisation, qui proscribit tous les débordements, pour pouvoir librement livrer un avis, partager une expérience et rebondir sur les expressions de ses camarades.

La préparation des états généraux du progrès social reprend la même visée. Le site progres-social.pcf.fr intègre lui aussi un aspect contributif, il permet au même titre que les cahiers papier de participer mais aussi de s'inscrire à l'événement national qui se tiendra le 3 février à Paris », précise Aurélie Biancarelli-Lopes.

Elle souligne également l'importance des états généraux de la révolution numérique organisés les 9 et 10 mars par le PCF, qui font partie intégrante de la préparation du congrès. « Ils seront animés par Yann Le Pollotec qui est

chargé de cette question au sein du parti. Ils s'adressent aux professionnels du secteur et aux militants, et affirment la volonté du parti de prendre toute sa place dans le débat. »

VERS UN NOUVEAU SITE NATIONAL

Toutes ces « pierres à l'édifice » participent d'un même mouvement pour transformer durablement la présence du PCF sur le net. « Nous allons renouveler profondément pcf.fr pour le rendre cohérent avec le parti tel qu'il est aujourd'hui », confirme Aurélie Bianca-

signant. Ce sera désormais possible. » Autre innovation, celle-ci d'ores et déjà expérimentée sur 2017.pcf.fr : un agenda contributif, dans lequel les communistes peuvent indiquer eux-mêmes leurs initiatives militantes et/ou de solidarité concrète, en leur donnant un retentissement national. « La volonté est de donner à voir l'action du parti sur l'ensemble du territoire. »

La nouvelle plateforme numérique du PCF pourrait également permettre d'utiliser des *pads*. « Il s'agit de documents sur lesquels il est possible de travailler simultanément à plusieurs

avec des codes couleurs qui distinguent les utilisateurs », détaille Aurélie Biancarelli-Lopes en indiquant qu'ils ont été expérimentés lors de l'assemblée des animatrices et des animateurs de section du 18 novembre pour rendre compte des discussions en ruches. « C'est la première fois que nous parvenons à avoir des comptes rendus aussi rapidement et simultanément. Ce type de méthode de travail pourra être pratiqué dans la proximité par exemple pour permettre à un secrétaire de section et un

responsable de la communication d'écrire ensemble un tract. On a le souhait de favoriser la diffusion de ce type d'outil », résume-t-elle, convaincue que l'apport du numérique aux pratiques militantes du PCF « n'est pas un gadget mais un moyen d'opérer une coopération à grande échelle, une construction collective inédite ». ●

« Permettre à un maximum de communistes de s'exprimer directement et de mettre leurs idées dans le débat en dépassant la logique de la contribution qui ne permet pas souvent l'échange de points de vue. »

relli-Lopes. Pour exemple, il sera possible à partir du nouveau site de lancer des pétitions à propos de grandes questions nationales comme de sujets de proximité. « Aujourd'hui, les militants sont contraints de passer par change.org dont le modèle économique ne permet pas de rester en contact avec tous ceux qui approuvent leur démarche en

De Wikileaks aux Paradise Papers : quand arrêtera-t-on de nous jouer la comédie ?

— PAR **CHARLOTTE BALAVOINE*** —

« Il n'y a pas de paradis fiscal en Europe », déclarait, en octobre dernier, Pierre Moscovici, commissaire aux Affaires économiques et financières, fiscalité et douanes. Après les *Wiki Leaks* (2010), *Offshore Leaks* (2013), *Lux Leaks* (2014), *Swiss Leaks* et *Bel Leaks* (2015), *Panama Papers* et *Bahamas Leaks* (2016), *Malta Files* (mai 2017) et autres scandales internationaux qui éclatent tous les trois mois, on aurait pu se dire qu'il n'y a pas pire aveugle que celui qui ne veut pas voir. Suite aux révélations des *Paradise Papers* en novembre 2017, le même commissaire commentait : « Le monde opaque de l'évasion fiscale apparaît soudain au grand jour. » Comique de répétition, véritable incompétence ou complicité ?

Il est vrai que, quand on représente une institution bâtie par et pour le capital, on ne compte pas les mille milliards qui disparaissent en Europe dans l'évasion, la fraude et l'optimisation fiscale. La stratégie de la Commission, avec la complicité de nos gouvernements, c'est de tout faire... pour que rien ne bouge.

En juin 2016, suite aux *Panama Papers*, le parlement européen, malgré sa majorité ultra libérale-conservatrice, avait créé une commission d'enquête sur les blanchiments de capitaux, l'évasion et la fraude fiscale. Après avoir adopté un rapport plein de bonnes intentions et avec très peu de propositions concrètes en octobre 2017, celle-ci a tenu sa dernière réunion le 28 novembre. La Commission quant à elle était censée plancher sur une révision de la directive de 2015 sur le blanchiment d'argent en fournissant notamment une « liste noire » des paradis fiscaux. Par deux fois cette liste a été retoquée par le parlement tant elle semblait loin de la réalité : aucun État européen, seulement onze pays ne comprenant pas... le Panama ! De quoi douter lorsqu'on annonce que, pour faire

face aux nouvelles révélations des *Paradise Papers*, la Commission est en train de revoir sa « liste noire », de nouveau sans y inclure aucun État membre. En 2016, pourtant Oxfam publiait un classement des quinze pires élèves du monde en matière d'évasion fiscale. Parmi eux figuraient Chypre, le Luxembourg, l'Irlande et les Pays-Bas.

Dans un monde où 0,01 % des plus riches parviennent à esquiver 30 % des impôts et où 40 % des profits des multinationales atterrissent dans les paradis fiscaux, c'est l'équivalent de huit millions de personnes qui ne peuvent pas avoir accès aux soins de santé à cause de l'évasion fiscale.

Soulever cette question, c'est donc soulever celles de l'intensification de la lutte de classe et de l'accaparement des richesses. En ce sens, les révélations des *Paradise Papers*, concernant les montages d'optimisation fiscale pratiqués par des multinationales et des célébrités au niveau mondial, ne sont que la partie visible de l'iceberg.

Face à l'ampleur du phénomène, il nous faut passer à l'offensive. La saisie de la justice par le lanceur d'alerte Raphaël Halet (*Lux Leaks*) le 27 novembre dernier, pour « non-respect des sources », est un premier pas qui démontre la nécessité d'un cadre juridique européen et international de protection des lanceurs d'alerte. Mais, bien

au-delà, la mise en place de la COP fiscale mondiale proposée par les parlementaires communistes et adoptée par l'Assemblée nationale est une priorité absolue. L'évasion fiscale aujourd'hui n'est pas un dommage collatéral des politiques néolibérales, mais bien le cœur du système lui-même. La combattre est impératif pour construire notre projet révolutionnaire. ●

*Charlotte Balavoine est membre du collectif Europe du PCF.





État d'urgence, un arsenal inefficace

Le 9 septembre 1986, il y a trente ans, la France se dotait de sa première législation en matière de lutte antiterroriste. Cette loi instituait un régime dérogatoire au droit commun et créait un corps spécialisé de magistrats.

Depuis lors, de nombreuses réformes ont conduit à la mise en œuvre d'un régime procédural dérogatoire en matière d'enquête ainsi qu'à la création de nouvelles infractions terroristes.

— PAR ÉLIANE ASSASSI —

À la suite des terribles attentats du 13 novembre 2015, le conseil des ministres adoptait un décret déclarant l'état d'urgence. En à peine deux ans, l'état d'urgence a été prorogé six fois, deux de ces lois de prorogation ayant largement renforcé ses dispositions (le 20 novembre 2015 et le 19 juillet 2016). En parallèle ont été promulguées : le 24 juillet 2015 la loi sur le renseignement et le 3 juin 2016 la loi renforçant la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement et améliorant l'efficacité des garanties de la procédure pénale.

UN ARSENAL DANGEREUX ET INEFFICACE

Nous nous étions opposés à l'ensemble de ces textes constituant un arsenal non seulement dangereux pour l'équilibre de notre démocratie, mais surtout inefficace pour renforcer notre sécurité publique, comme en a témoigné, hélas, le terrible attentat qui a meurtri la ville de Nice il y a un an et demi.

La dernière réforme « antiterroriste » adoptée par le Parlement s'inscrit dans la même lignée et illustre les

choix politiques de ces quinze dernières années : des événements de nature exceptionnelle sont utilisés pour justifier la construction d'un droit d'exception. À ceci près que ce projet de loi porte en lui le coup d'après : prétendant conditionner la levée de

Aux personnalités du réseau « État d'urgence/antiterrorisme » qu'il recevait le 3 juillet dernier, le chef de l'État a affirmé tranquillement qu'il s'agissait de la première et de la dernière loi antiterroriste de son quinquennat. Quelle ironie, quel cynisme... Inscire

« Alors même qu'elles nous semblent essentielles et complémentaires, l'éducation, la culture, l'insertion, la justice, la prévention et la sécurité, la recherche, la santé, la douane sont aujourd'hui dévoyées pour "raison de sécurité" et à "des fins de renseignement pour la lutte contre le terrorisme". »

l'état d'urgence (en novembre) à l'adoption de ce texte, le gouvernement a introduit en réalité les mesures mêmes de l'état d'urgence dans notre droit commun, dans une version prétendument « édulcorée », mais sans la moindre garantie valable.

l'état d'urgence dans notre droit commun mettra effectivement fin aux renouvellements incessants de l'état d'urgence. Des voix de plus en plus fortes se sont élevées contre son contenu : « Renoncer à l'état d'urgence est nécessaire mais n'autorise



certainement pas à en faire notre droit commun », comme l'a écrit Mireille Delmas-Marty, dans une lettre ouverte au président de la République. Lors de son intervention devant le Parlement réuni en congrès le 3 juillet 2017, Emmanuel Macron affirmait : « Le code pénal, tel qu'il est, les pouvoirs des magistrats tels qu'ils sont, peuvent, si le système est bien ordonné, bien organisé, nous permettre d'anéantir nos adversaires. Donner en revanche à l'administration des pouvoirs illimités sur la vie des personnes, sans aucune discrimination, n'a aucun sens, ni en matière de principes, ni en matière d'efficacité. » Nous sommes d'accord avec lui, mais, hélas, le texte adopté est à l'exact opposé de ce qu'il semblait dénoncer. Le renforcement des pouvoirs de l'administration est légitimé par un soi-disant manque d'anticipation du judiciaire, pourtant il est faux de prétendre que seul l'état d'urgence, ou l'action de police administrative, serait en capacité d'intervenir pour prévenir un

attentat, et non les outils relevant du judiciaire : tous les jours, les procureurs et juges d'instruction antiterroristes dirigent des enquêtes visant des personnes pour les projets qu'elles

**« Le gouvernement
a introduit en réalité
les mesures mêmes
de l'état d'urgence
dans notre droit
commun. »**

élaborent et non qu'elles ont commis. À titre d'exemple, les perquisitions administratives menées en nombre (+ de 4 300) n'ont abouti qu'à l'ouverture de trente procédures en matière antiterroriste, alors qu'il n'est pas démontré que celles-ci n'auraient pas pu intervenir dans un cadre intégra-

lement judiciaire. Sachant qu'entre novembre 2015 et novembre 2016, tandis que seules vingt enquêtes étaient imputables à l'état d'urgence, cent soixante-dix procédures d'information judiciaire avaient été ouvertes par le parquet de Paris, dans un cadre « normal ».

Ce texte est idéologique, au-delà de son pragmatisme apparent, il porte en lui de nombreuses questions. Celle des répressions administratives et des pouvoirs grandissants des forces de l'ordre toujours plus exemptes du contrôle judiciaire (que mettent en œuvre les articles 1 à 4 de ce projet de loi) ; celle de la surveillance massive et indifférenciée (renforcée par les articles 5 à 8) ; celle des migrations et des contrôles aux frontières (article 10) ; et enfin, celle des inégalités grandissantes entre les citoyens.

« Face à des jeunes qui sont tangents [...] si vous défonchez leur porte à 4 heures du matin, que vous les assignez à résidence [ou ici dans une commune] pendant trois mois, ce qui a

« Ce que veulent nos ennemis obscurantistes c'est le recul de nos démocraties, c'est mettre à mal nos droits et libertés publiques pour revenir à cet état primitif de la loi du plus fort. »

pour conséquence que certains perdent leur boulot, expliquez-moi en quoi ils sont moins dangereux ensuite ? [...] Tout homme sensé comprend qu'on attise le feu avec de telles méthodes. On tape n'importe qui, n'importe comment », dénonce le très médiatique Marc Trévidic, ancien juge antiterroriste.

PASSER D'UNE LOGIQUE DE GUERRE À UNE LOGIQUE DE PAIX

Face à ces dérives, qui ne sont plus à prouver, il faut désormais avoir le courage de passer d'une logique de peur irrationnelle qui justifie une logique de guerre à une logique de paix. Pour lutter contre le terrorisme il n'y a certainement pas de loi instaurant un risque zéro mais nos réflexions à ce propos doivent s'articuler autour de deux thématiques :

- D'abord sur le plan international : Pour combattre nos ennemis, il faut les connaître. Il faut expliquer, remonter aux origines géopolitiques, rappeler les responsabilités bien réelles des puissances occidentales, ces guerres destructrices en Irak et en Afghanistan, le non-sens de l'intervention en Libye. Il faut dénoncer le rôle trouble des puissances régionales comme la Turquie, l'Arabie Saoudite et le Qatar. Le terrorisme se nourrit de la guerre du pétrole et du trafic d'armes. Le Groupe communiste, républicain et citoyen au Sénat le répète depuis le Congrès de Versailles du 16 novembre 2015 : la coalition internationale est au cœur du problème. Il faut rapidement repenser

les choses et cesser d'agir en ordre dispersé. Une large coalition internationale sous mandat de l'ONU doit être mise en place avec la nécessité – au-delà du combat contre Daech – l'ambition de reconstruire ces régions, permettre d'établir une paix durable et ainsi le retour de milliers de réfugiés. Sans cette perspective, pas d'issue au terrorisme.

- Puis, sur le plan national, il faut refonder le vivre ensemble en banissant le culte de l'argent si cher au chef de l'État qui érige en vertu le statut de milliardaire. Faire miroiter la fortune à ceux qui ne pourront l'atteindre fait naître colère et désespoir, pouvant aller jusqu'à des dérives extrêmes. La culture et l'éducation sont d'abord le fruit d'un échange, de liens, de partage, de social, d'hommes, cela n'a en quelque sorte pas de prix, si ce n'est celui des politiques publiques et des moyens alloués pour rémunérer nos acteurs sociaux, orienter les budgets vers ce qui n'est pas visible tout de suite mais indispensable pour l'avenir : ces éducateurs, ces assistantes sociales, conseillers en insertion et probation... tous ces métiers essentiels. L'emploi doit être l'objectif primordial.

Les missions de service public de l'État elles-mêmes sont aujourd'hui parfois dévoyées au service de la lutte contre le terrorisme, comme en témoigne la tribune parue dans *Mediapart* de plusieurs agents publics, fonctionnaires de l'État : « Au quotidien, nous accomplissons nos missions respectives du mieux possible malgré des moyens insuf-

fisants, des conditions de plus en plus dégradées, écrivent-ils. Alors même qu'elles nous semblent essentielles et complémentaires, l'éducation, la culture, l'insertion, la justice, la prévention et la sécurité, la recherche, la santé, la douane sont aujourd'hui dévoyées pour "raison de sécurité" et à "des fins de renseignement pour la lutte contre le terrorisme". »

Depuis 2002, les policiers subissent la politique du chiffre, exacerbée avec l'état d'urgence, une politique axée sur le tout sécuritaire. Or, leur rôle est aussi d'être au plus près de la population, pour prévenir et lutter contre les crimes, les délits, mais aussi toute forme de radicalisation en récupérant les renseignements à la source.

L'URGENCE D'UN DÉBAT PUBLIC

Comme eux, les sénatrices et sénateurs communistes réclament un débat public en urgence sur les politiques à mener pour lutter contre le terrorisme. Car après cet ancrage de l'état d'urgence dans notre droit commun, quelle sera la prochaine étape ? L'état de siège sera-t-il déclaré ? La guerre matérielle viendra-t-elle prendre nos rues ? Notre responsabilité est donc grande. À jeter en pâture nos libertés publiques, notre pays n'en sortira pas grandi, et notre sécurité collective ne s'en verra aucunement renforcée. Ce que veulent nos ennemis obscurantistes c'est le recul de nos démocraties, c'est mettre à mal nos droits et libertés publiques pour revenir à cet état primitif de la loi du plus fort.

La France doit se ressaisir, être fidèle aux idéaux qu'elle porte depuis le siècle des Lumières, en renonçant au chemin de la surenchère sécuritaire qui n'aura pour seul fruit que la fracturation de notre société. ●

*Éliane Assassi est sénatrice de Seine-Saint-Denis. Elle est présidente du groupe communiste, républicain, citoyen et écologiste.

Les activistes

La presse économique parle volontiers ces temps-ci des « activistes ». Longtemps on entendait par « activiste » un militant, un « partisan de l'action directe », selon le Larousse, un extrémiste aussi. Aujourd'hui, ce terme désigne d'abord un financier de très haut vol, un *raider* (de l'anglais *raid* : piller) XXL, un banquier tendance vautour. *Le Figaro Économie* les qualifie de « flibustiers », c'est dire.

— PAR GÉRARD STREIFF —

L'intitulé exact de cette faune capitaliste est « l'actionnaire activiste ». Cette (nouvelle) tribu est symptomatique des formes les plus contemporaines de la financiarisation de l'économie. L'activiste représente un investisseur, souvent américain, qui s'invite dans le capital d'un grand groupe coté en Bourse, avec un montant suffisant (cela peut être de l'ordre de 1 %) pour pouvoir faire pression sur la direction et faire entendre ses revendications. L'« activiste » choisit de préférence un groupe qui s'interroge sur sa stratégie. Par exemple, une firme qui vient de changer de président-directeur général (P-DG) ou qui annonce une volonté de faire progresser

Il fait irruption dans le capital et, dans la foulée, il exige des mesures pour faire grandir les cours de Bourse : cessions d'actifs, plans d'économies, rachats d'actions... C'est sa seule raison d'être.

Son objectif ? « Vite ressortir du capital avec une plus-value et faire croire qu'il est à l'origine du changement de stratégie et de la hausse du cours », dit un financier (*Le Figaro*, 19 juillet 2017).

Si la direction rechigne, l'activiste use de toute une série de mesures, entre pressions et provocations : campagne de relations publiques, chantage sur certains dirigeants ou sur des administrateurs, rumeurs dans la presse spécialisée, menace de procès, appel à une assemblée générale d'actionnaires, etc.

On a ainsi l'exemple d'un activiste suédois, Cevian, qui a réussi à faire virer le P-DG de Rexel (un distributeur de matériel électrique), à imposer un proche à la présidence non exécutive, à choisir le patron opérationnel et à limoger la quasi-totalité du comité exécutif, alors même que Cevian n'est pas au conseil d'administration.

« Si les actionnaires activistes ne sont mus que par le désir de faire progresser le cours de la Bourse de leur cible, leur façon d'y parvenir n'est pas toujours dans l'intérêt de l'entreprise », euphémise Ivan Letessier, chroniqueur économique du quotidien de Dassault.

Il faut dire aussi que bien des grands patrons savent parfaitement utiliser ces « activistes » comme moyen de pression contre leurs propres salariés. Une manière comme une autre pour faire passer la pilule de décisions impopulaires. Une sorte de jeu pervers :

« **L'activiste fait irruption dans le capital et dans la foulée exige des mesures pour faire grandir les cours de Bourse : cessions d'actifs, plans d'économies, rachat d'action... »**

rapidement sa rentabilité et laisse entendre qu'il va prendre pour cela des mesures drastiques. L'activiste examine alors la composition du conseil d'administration, le rôle des actionnaires historiques, la manière qu'ont les dirigeants de s'attribuer des actions gratuites, etc. Et il entre en scène.

un « activiste » attaque une entreprise ; celle-ci, en victime, le laisse présenter ses doléances, sans s'y opposer publiquement. Puis l'entreprise (après moult tractations secrètes) présente son plan (social), montrant qu'elle n'agit pas dans la précipitation mais avec réalisme...



L'HOMME QUI VALAIT 100 000 LICENCIEMENTS

Nelson Peltz fait trembler les plus grandes entreprises du monde. Ce milliardaire américain a déjà imposé sa stratégie à de nombreux groupes (Heinz, Pepsi, Schweppes...) et son fonds vient d'entrer au sein du conseil d'administration du géant américain General Electric. Chaque fois, il utilise une même stratégie : dénoncer l'incompétence des dirigeants en place. « La manière dont ils agissent et dont ils gèrent leurs affaires est dangereuse. Ils regardent leurs entreprises couler », a-t-il déclaré à la télévision américaine. Nelson Peltz est à la tête d'un fonds activiste. Les noms de ces fonds vous sont probablement inconnus, mais ils s'intéressent de près aux entreprises françaises. Safran, Danone ou Casino sont, par exemple, dans le viseur de ces investisseurs. Ils agissent en entrant au capital des entreprises en restant minoritaires et imposent un changement de stratégie dont l'objectif est de doper le cours de l'action et d'augmenter leurs revenus. Cette stratégie est souvent payante. Pour Loïc Dessaint, il s'agit de « taper un grand coup dans la fourmilière pour tout remettre en ordre et changer en profondeur ». Parmi ces changements imposés figurent souvent des suppressions d'emplois : à lui seul, Nelson Peltz est à l'origine de 100 000 licenciements. Face à la montée en puissance de ces fonds activistes, certains groupes financiers font appel à des experts pour contrer leurs attaques.

Site de France-Info, 11 octobre 2017.

Exemple avec Danone, le géant français des produits laitiers, dont la directrice des ressources humaines – rappelons-le – est l'actuelle ministre du Travail de Macron. Danone, donc, fin 2012, annonce son projet de réduire les coûts. Surgit l'« activiste » Nelson Peltz, qui prend 1 % du capital et s'agite. Peu après, en mars 2013, après des semaines de négociations, Danone annonce la suppression de neuf cents postes de cadres. Peltz sort illico du capital avec une belle plus-value (et la direction de Danone empêche également un petit pactole).

QUI SONT CES ACTIVISTES ? QUELQUES PORTRAITS.

Nelson Peltz, 75 ans, affairiste né, a créé le fonds Trian, fort de 12,4 milliards de dollars. Il a « œuvré » et déstabilisé des entreprises comme Schweppes, PepsiCo, DuPont, General Electric ; il vient de prendre 1,5 % de Procter&Gamble (P&G), le géant mondial de la lessive, du rasage et du détergent (Ariel, Gillette, Mr. Propre) en exigeant une place au conseil d'administration et en menaçant la direction d'une « guerre des résolutions » lors de l'assemblée générale des actionnaires.

Autre prédateur : **Daniel Loeb**, 55 ans, qui monte, avec son fonds Third Point Management, à l'assaut de Nestlé. Il avait précédemment infiltré des groupes comme Sony ou Suzuki. Il gère 18 milliards de dollars et peut se permettre, dans un marchandage, de mettre 3,5 milliards de dollars sur la table pour faire pression sur le géant mondial de l'alimentaire, et agacer dans le même temps Philips. « Daniel Loeb n'a peur de rien et fait travailler ses équipes dans le détail : c'est lui qui précipite la démission de Scott Thompson à la tête de Yahoo en révélant que ce dernier n'avait pas le diplôme d'informatique qu'il prétendait avoir décroché. »

Paul Singer, 72 ans, dit « le taliban de la finance », proche du Parti républicain, gère lui, avec Elliott Management, 31 milliards de dollars. Il n'hésite pas à aller devant les tribunaux (il a acheté l'ex-bras droit du procureur fédéral de New York) ou à récupérer une bonne partie des fonds publics destinés à sauver la filière automobile américaine.

« Il est également détesté de l'Argentine au Pérou en passant par le Congo pour avoir exigé que des États souverains en faillite virtuelle payent leurs dettes. » ●

Chaque mois, *Cause commune* donne carte blanche à l'association ACRIMED (Action-CRitique-MÉDias) qui, par sa veille attentive et sa critique indépendante, est l'incontournable observatoire des médias.

« L'inculture économique des Français » et les vérités universelles d'Éric Le Boucher

Éric Le Boucher soutient la politique d'Emmanuel Macron. [...] Il a entrepris de débusquer, parmi ses concitoyens, les tares freinant la pleine acceptation des « ordonnances » réformant le code du travail. Dans sa mansuétude, et soucieux qu'est l'éditorialiste de « susciter de vrais débats de fond » au détriment de « fausses polémiques », Éric Le Boucher nous livre son diagnostic : « Les Français » pâtissent d'« inculture économique » et les professeurs de SES font de la propagande antilibérale..

— PAR ACRIMED —

Éric Le Boucher est éditorialiste. À ce titre, il nous livre ses opinions et, privilège du métier oblige, se pose en « arbitre du débat public » et « dispense des leçons qu'il croit indispensables ». Si l'arrogance va souvent de pair avec l'exercice, certains en font une marque de fabrique. C'est le cas d'Éric Le Boucher qui s'est illustré le 2 novembre dernier dans une « chronique » pour *Les Échos*, sobrement intitulée « Macron face à l'inculture économique des Français ».

« LES FRANÇAIS NE COMPRENNENT RIEN »

Ça commence très fort : « Les réformes d'Emmanuel Macron sont le fruit de raisonnements économiques auxquels n'entendent rien la plupart de nos concitoyens. Il est plus aisé de créer de fausses polémiques que de susciter de vrais débats de fond. La plus résistante des difficultés auxquelles se heurte le président de la République n'est pas politique, on l'a vu, elle n'est pas syndicale, on l'a

observé sur le code du travail, elle n'est pas même celle de la rue, Jean-Luc Mélenchon vient de l'admettre, elle est culturelle. Les Français ne comprennent absolument rien aux raisonnements qui structurent ses réformes. [...] Les Français, c'est-à-

son diagnostic d'aucune nuance : tour à tour historien, expert en histoire des idées économiques et politologue, il délivre des vérités intemporelles, valables en tout temps et en tout lieu. Florilège :

– « Aucun débat public ne part sur de

« Les réformes d'Emmanuel Macron sont le fruit de raisonnements économiques auxquels n'entendent rien la plupart de nos concitoyens. Il est plus aisé de créer de fausses polémiques que de susciter de vrais débats de fond. »

Éric Le Boucher

dire l'opinion, mais aussi nombre de catégories importantes comme les fonctionnaires, les juges, la plupart des intellectuels, commentateurs et, bien sûr, une grande majorité des journalistes politiques. »

Fort de ses généralisations, le fin analyste poursuit en n'embarrassant

bonnes bases, tous sont à caractère polémique. » – « S'il était en Allemagne, le président français devrait affronter des arguments de fond et de valeur. » – « Nous sommes en France, pays où l'économie a toujours joué un rôle secondaire. On en connaît l'origine, l'État royal absolutiste puis la

Révolution ont mis devant la politique. "La politique de la France ne se fait pas à la corbeille", avait joliment résumé le général de Gaulle. Les Français vont très loin dans cette direction et ils se font presque une fierté d'être nuls en économie, comme si, pour le village gaulois, c'était un produit d'importation intellectuelle. » On appréciera la métaphore empruntée à Astérix, qui vient clore, à la suite d'arguments d'autorité et d'une démonstration historique implacable, le « débat de fond » épistémologique.

HARO SUR LES ENSEIGNANTS DE SCIENCES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES

Vient alors le moment pour l'observateur éclairé d'identifier le véritable mal de notre société : « Mais, à cette tradition séculaire s'est ajouté ces dernières décennies un combat "contre le libéralisme" qui a profondément pénétré dans le cortex national. On le vit quotidiennement dans le débat médiatique sur les réformes. »

C'est probablement par fatigue de voir autant d'économistes hétérodoxes envahir les plateaux, que Le Boucher se donne pour mission de rétablir le pluralisme depuis ses colonnes : « Aujourd'hui, le monde universitaire a rompu avec le marxisme d'avant-hier depuis la chute du Mur, cette école s'est réduite à des chapelles militantes comme ATTAC, et, *idem* de l'autre côté, a rompu avec le libéralisme pur sucre qui avait dominé jusqu'à ce que la crise des *subprimes* le déconsidère. Néo-marxistes et libertariens sont cantonnés. Pour une majorité d'économistes, une synthèse s'est fait jour autour de la question de la régulation, le marché reste le principe de base mais il n'est pas naturellement efficient, il faut le tenir en laisse. Comment ? Voilà le sujet. »

Une fois délimité le périmètre de ce qui peut être pensé – et son corollaire : ce qui ne peut pas l'être – il faut à l'éditorialiste pister ceux qui

persistent à penser ce-qui-ne-peut-être-pensé. C'est ainsi qu'Éric Le Boucher enfile une énième casquette : celle de procureur du milieu enseignant, « secondaire » en particulier, dont le procès occupe la dernière partie de la chronique. « [Dans l'enseignement secondaire] règne encore l'esprit Astérix de "la glorieuse résistance à l'orthodoxie ultra-libérale". Professeurs, ministère, éditeurs des manuels et le syndicat APSES (Association des professeurs de sciences économiques et sociales), tout l'enseignement de l'écono-

encore, c'eût été probablement trop encombrant. Après tout, qu'importe si la section « économie politique, statistiques et finances » de cette « instance » est majoritairement composée de représentants du patronat privé, parmi lesquels Michel Pébereau, mais aussi Denis Kessler ou Yvon Gattaz... Une précision, on en conviendra, tout à fait anodine compte tenu des enjeux évoqués plus haut.

Sans doute l'éditorialiste préférerait-il, en toute indépendance, substituer aux professeurs de SES des représentants du patronat, une mesure qui

« Nous sommes en France, pays où l'économie a toujours joué un rôle secondaire.

On en connaît l'origine, l'État royal absolutiste puis la Révolution ont mis devant la politique. »

Éric Le Boucher

mie au lycée se tient étroitement, fait bloc. Donner une culture économique aux Français passe forcément par le lycée : ils sont nombreux à avoir essayé. Michel Pébereau, ancien PDG de BNP Paribas, Claude Perdriel, fondateur de *L'Obs*, ou le ministre de l'Économie Thierry Breton, tous ont sué sang et eau, tous ont échoué, la citadelle est imprenable. »

Faits, études ou rapports scientifiques à l'appui des propos ? Probablement trop encombrant pour un éditorialiste préférant user de généralisations et de procès d'intention outranciers. La seule « étude » citée dans la chronique est un diagnostic de « l'Académie des sciences morales et politiques », concluant que « l'enseignement de l'économie dans le secondaire n'était pas seulement très mauvais mais finalement "néfaste" » ! Éric Le Boucher aurait pu prendre la peine d'apporter à ses lecteurs quelques informations sur cette Académie. Mais là

permettrait de corriger la seule conclusion que lui inspire la situation actuelle, et par laquelle Éric Le Boucher clôt la « discussion » comme il l'a commencée : « La vérité est que le lycée n'apprend pas l'économie aux Français, il lui apprend à se méfier de l'économie. Voilà pourquoi les Français ne comprennent rien aux réformes macroniennes et les "politisent" de façon caricaturale. Il faudra que le président de la République s'en préoccupe. » La boucle est donc bouclée. Emmanuel Macron tient là un nouveau conseiller. Rideau !

Si ce n'est guère la première fois qu'Éric Le Boucher pense pour ses concitoyens et se considère, à l'instar de son collègue Christophe Barbier, comme un « tuteur sur lequel le peuple, comme du lierre rampant, peut s'élever », il faut une nouvelle fois souligner que cette habitude se fait au mépris de tout pluralisme dans le débat économique. ●

Prostitution : l'analyser, la combattre et l'abolir

— PAR MARIE JAY* —

UNE « CRIMINALITÉ » LUCRATIVE

Aujourd'hui, il existerait environ 30 000 à 37 000 prostitués en France, selon l'Office central pour la répression de la traite des êtres humains (OCRTEH) et l'étude Proscost, dont 85 % sont des femmes. Cela doit interroger sur l'argument de la prostitution « choisie » : à partir du moment où elle est exercée quasi exclusivement par des femmes, qui ont en commun une même place dans les rapports de production (du fait de la division genrée du travail dans l'espace domestique et dans le marché du travail), il ne s'agit pas simplement d'un hasard mais du résultat des rapports de production. Contrairement à la fable libérale, il est très difficile pour les individus d'échapper aux rapports de production et de guider leur vie par la seule « volonté ». De la même manière que les enfants d'ouvriers et d'ouvrières ne choisissent pas « naturellement » de renoncer à faire des études, la prostitution ne peut être considérée comme une activité à part, pour laquelle seules les femmes auraient une inclination. Par ailleurs, la majorité des clients sont des hommes (12,7 % y ont déjà eu recours selon le

Mouvement du Nid), y compris lorsque les prostitués sont des hommes. Deuxième réalité structurelle, une plus grande part encore des prostitués sont des personnes étrangères, soit 93 % selon le secrétariat d'État chargé de l'égalité entre les femmes et les

souvent sous la menace de proxénètes possédant leurs papiers d'identité. De plus, 51 % de ces personnes ont vécu des violences dans le cadre de leur activité au cours des douze derniers mois, et 38 % des prostitués ont vécu un viol au cours de leur vie (contre 10 %

« Le chiffre d'affaires annuel de la prostitution en France est estimé à 3,2 milliards d'euros alors que l'ensemble du budget mis en place pour lutter contre les réseaux et le proxénétisme est d'environ 12 millions d'euros. »

hommes, ou 80 % selon l'OCRTEH. Cela est dû à leur précarité, mais aussi à la réalité des réseaux clandestins mafieux faisant venir des femmes d'autres pays en France afin de les prostituer. Là encore, il ne s'agit pas d'un choix, ces femmes y sont contraintes par les réseaux de proxénétisme et de traite,

pour les femmes en général]. Ces chiffres montrent à la fois la violence exercée au sein de la prostitution, mais aussi l'existence de « cibles » particulières pour les proxénètes. Ainsi, 64 % des personnes qui se prostituent ont vécu des violences sexuelles pendant l'enfance, selon l'Observatoire national des ►►



violences faites aux femmes. Si un des principaux facteurs de la prostitution est la précarité, toutes les femmes précaires ne se prostituent pas, ce qui interroge sur les autres causes et sur le caractère non « banal » de la prostitu-

alors que l'ensemble du budget mis en place pour lutter contre les réseaux et le proxénétisme est d'environ 12 millions d'euros. Il s'agit, dans le monde, de la deuxième forme de criminalité la plus lucrative (100 milliards de dollars par

« 64 % des personnes qui se prostituent ont vécu des violences sexuelles pendant l'enfance, selon l'Observatoire national des violences faites aux femmes. »

tion. Il ne s'agit pas simplement d'un métier dans lequel s'inscrivent des rapports d'exploitation, comme être informaticienne ou informaticien.

D'un point de vue économique, le chiffre d'affaires annuel de la prostitution en France est estimé à 3,2 milliards d'euros

an). La majorité utilise Internet (62 %), 30 % correspondent à l'image classique du « racolage » dans la rue. La révolution numérique a ainsi modifié profondément le fonctionnement de la prostitution, avec l'apparition de sites internet spécifiques notamment.

ÊTRE ABOLITIONNISTE, UN ENJEU RÉVOLUTIONNAIRE

Il arrive parfois d'entendre que la prostitution est un travail qui doit être reconnu comme tel, et devenir une activité légale. Cela signifierait que les organes génitaux d'une femme sont des outils de production, qui peuvent être appropriés ; le corps des femmes serait une machine, qui peut produire du sexe contre de l'argent, le sexe serait un service consommable, à des prix concurrentiels, au même titre que différents types de savons. Comme souvent, « ce n'est que lorsque le corps des femmes est vendu pour rapporter des profits aux hommes que les gauchistes apprécient le libre marché » (Andrea Dworkin).

Si les actes sexuels devenaient des services institutionnalisés et monnayables, que cela signifierait-il pour les relations sexuelles non tarifées (hors mariage) ? Cette réglementation inscrirait dans le marbre que les relations sexuelles sont des services produits majoritairement par des femmes, parfois par des hom-

mes, dans les deux cas toujours pour les hommes (il n'existe quasiment pas de clientes), ce qui équivaudrait à effectuer un travail non rémunéré !

Si l'on suit Alexandra Kollontai : « La prostitution est dangereuse précisément parce que son influence s'étend bien au-delà de son domaine particulier. » Les relations sexuelles deviennent donc un service échangeable qui nie le consentement, détruisant la possibilité d'échanges égalitaires. Cet argument est vérifié dans les pays où la prostitution est légale, comme les Pays-Bas. Selon une étude de 2013, le trafic est plus élevé dans ces pays et la légalisation entraîne un accroissement du marché de la prostitution, des groupes criminels et du trafic humain. Comme le pensait Alexandra Kollontai, l'encadrement de la prostitution ne sécurise pas les femmes, au contraire il encourage la violence et nourrit les réseaux clandestins. Nous le voyons, la position réglementariste naturalise en réalité le résultat de rapports sociaux inégalitaires. Plus encore, cette posture est réformiste car elle propose des solutions qui n'ont rien de radical : donner des contrats de travail aux prostituées ne crée pas de « brèches » dans le capitalisme (cela le conforte au contraire) et ne conduit pas à l'abolition de la prostitution. Il s'agit d'une position d'aménagement du capitalisme. Souvent, l'argument final des réglementaristes est que nous ne pouvons pas nous exprimer sur la

« L'encadrement de la prostitution ne sécurise pas les femmes, au contraire il encourage la violence et nourrit les réseaux clandestins. »

prostitution car nous ne sommes pas des « concernés ». Premièrement, soulignons la malhonnêteté de cet argument : 80 à 93 % des « concernées » sont des femmes d'origine étrangères appartenant à des réseaux clandestins et ne pouvant pas s'exprimer. Deuxièmement, cet argument est pervers car il possède en son cœur une logique émanant de Marx lorsqu'il affirmait que « l'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ». Cependant, cette conception est juste uniquement pour une classe, c'est-à-dire des personnes qui partagent la même place dans les rapports de production. Or les prostituées ne relèvent d'aucune classe en particulier. Enfin, cette logique est viciée car il ne suffit pas d'être concernés pour être progressistes. Dans la campagne de François Fillon, des groupes de femmes et notamment de mères existaient pour soutenir ses projets antifemmes ; doit-on considérer que nous n'avons pas le droit à la parole face à elles ? Ensuite,

certains groupes de salariés sont des syndicats de concernés qui se battent pour une flexibilisation du code du travail, pour trouver un emploi en acceptant des salaires plus bas. En effet, dans le capitalisme, l'aliénation et l'idéologie dominante masquent les intérêts de classe. Une classe peut voir ses intérêts comme inverses de ce qu'ils sont réellement. Enfin, concernant les « travailleuses du sexe », le Syndicat du travail sexuel (STRASS) n'est pas un syndicat mais une corporation qui regroupe des personnes effectuant les mêmes métiers libéraux, pour défendre leurs intérêts organisés, comme certains groupes de médecins par exemple, qui peuvent avoir des revendications conservatrices voire réactionnaires car défendant des intérêts égoïstes et de court terme.

Pour autant, cela ne signifie pas que les lois actuelles sont suffisantes ou satisfaisantes. La criminalisation des prostituées n'est pas une position acceptable. Si nous souhaitons l'abolition de la prostitution, cela nécessite un réel démantèlement des réseaux mafieux, des moyens ambitieux pour ce faire, de réels parcours permettant à ces femmes une insertion professionnelle, des formations, une sécurité. En somme, les prostituées doivent être accompagnées, afin de pouvoir reprendre une maîtrise de leur corps et de leur avenir. ●

« Donner des contrats de travail aux prostituées ne crée pas de "brèches" dans le capitalisme (cela le conforte au contraire) et ne conduit pas à l'abolition de la prostitution. »

*Marie Jay est secrétaire à l'organisation de l'Union des étudiants communistes.



Bonheur et communisme

La sortie récente du film de Raoul Peck *Le Jeune Karl Marx* est l'occasion de préciser un peu ce que peuvent être les rapports entre la recherche du bonheur et l'engagement communiste.

— PAR YVON QUINIOU* —

Le film aborde ce sujet à travers la critique de certains révolutionnaires (Weitling, la Ligue des justes) qui entendaient fonder la transformation sociale du capitalisme sur le souci d'apporter ce bonheur à tous, en sollicitant des motivations ancrées dans l'amour de l'humanité.

INTÉRÊT ÉGOÏSTE ET BONHEUR COLLECTIF

Première chose : l'intérêt qu'il y a à prendre en compte cette dimension, à la fois affective et morale, tient à ce qu'elle est *normative*. Elle nous arrache à une conception de l'histoire censée nous amener au communisme, étroitement factuelle ou positiviste, telle qu'elle a pu régner dans la *doxa* marxiste-léniniste, quitte à s'inspirer de certains textes ou formulations de Marx, ou encore basée sur le seul appel à l'intérêt que celui-ci, en matérialiste, n'a jamais méprisé. Or

l'histoire n'est pas seulement le lieu de processus objectifs – évolution des forces productives, rapports de classes, transformations idéologiques, luttes pour le pouvoir, opposition factuelle d'intérêts –, elle est aussi faite de *pratiques* humaines qui, quel que soit le déterminisme objectif qui pèse sur elles, engagent aussi des « sujets », quoi qu'en ait dit Althusser. D'où l'importance de s'interroger sur la motivation de ces pratiques, qui n'est pas seulement l'intérêt égoïste avec son horizon individuel restreint, mais qui consiste à viser un état humain spécifique et de la plus grande qualité qui soit : le bonheur, y compris collectif. Sauf que peu de marxistes osent vraiment le dire, comme s'il s'agissait là d'une question à la fois emphatique et inopérante politiquement. Or cette question est omniprésente chez Marx, quoique implicitement, non seulement dans son œuvre de jeunesse

quand il accuse le capitalisme de priver l'homme de *satisfactions* multiples qui pourraient le rendre bien plus heureux qu'il ne l'est, mais aussi quand, dans *Le Capital*, par-delà ses analyses scientifiques du mode de production capitaliste, il ne cesse de dénoncer le *malheur* que celui-ci impose à l'ouvrier, dans son travail comme hors de lui, du fait de l'exploitation qu'il y subit et qui le fait *souffrir*. De plus, c'est une question qui nous importe à tous au plus haut point. D'abord parce que la recherche du bonheur est une tendance naturelle de l'homme – Kant l'a bien dit –, même quand son comportement semble y contrevenir. Ensuite parce que, quand un projet politique nous est proposé, nous songeons à la question de savoir s'il nous rendra heureux. Cette question surgit spontanément et nous importe, même quand nous l'intégrons à une perspective sociale. Bref, l'*eudémo-*



nisme, qui désigne en philosophie la doctrine qui valorise en priorité le bonheur, ne saurait être étranger au marxisme envisagé dans sa dimension anthropologique et sa finalité pratique.

IL N'Y A PAS DE CONCEPTION UNIVERSELLE DU BONHEUR

Pourtant, une difficulté apparaît : il n'y a pas de conception universelle du bonheur qui vaille pour chacun d'entre nous. S'il est bien lié à la satisfaction de nos aspirations, cette définition, purement formelle, ne nous aide en rien à en préparer la réalisation chez tous. Car ces aspirations (besoins, désirs, etc.) sont subjectives et, par ailleurs, seule l'expérience souvent nous apprend ce qui nous rend heureux. Enfin, il y a le rôle de la société et de l'histoire qui témoignent d'une inventivité inouïe *dans l'ordre des formes de bonheur que l'homme peut connaître*, liée aux modifications qu'il subit au long du temps. D'où la question : comment fonder rationnellement et raisonnablement une politique, ici communiste, sur l'idéal à venir d'un bonheur de tous aussi indéterminé ? La démarche pour résoudre cette difficulté consiste à tenter de la traiter sur un terrain que l'on peut dire scientifique, en essayant de corréler la question du bonheur à celle des *occurrences matérielles* qui permettent d'y parvenir,

sans définition *a priori* de son contenu. Disons qu'il s'agit de permettre aux *potentialités* humaines de vie, équivalentes pour l'essentiel chez tous, de pouvoir se réaliser et d'offrir ainsi une *vie épanouie* à chacun, riche en besoins et *éprouvant* le besoin de cette richesse, telle que Marx en parle dans les *Manuscrits de 1844*. Ce serait là le *bonheur* d'un point de vue marxien, qui n'en exclut pas une approche qualitative : la satisfaction des besoins et des capacités les plus hauts dans la hiérarchie de ceux-ci. C'est le communisme raffiné auquel Marx aspirait et qu'il opposait au communisme « grossier », enfermé dans une vision médiocre de la vie inspirée de la bourgeoisie. Et celui-ci est lié à l'*activité* de l'homme car c'est elle qui lui permet d'actualiser ses potentialités et donc de connaître le bonheur en acte(s).

La *division du travail* est alors en cause. Elle condamne l'homme, parfois à vie, à une activité *unilatérale*, qui sacrifie ses autres possibilités d'existence : il est ainsi condamné à être l'homme d'un seul métier, manuel et non intellectuel par exemple, au détriment de l'universalité qui sommeille *en lui*, car, comme le dit très bien Engels, « en divisant le travail, on divise aussi l'homme », on le *réduit*, on l'appauvrit anthropologiquement mais aussi sur le plan de son bonheur, puisqu'on lui ôte l'accès à ce qui

pourrait augmenter et faire varier celui-ci. La solution que le communisme, et lui seul, apporte ici *en profondeur*, c'est la suppression de cette division sociale (non technique, bien entendu) du travail, par la *polyvalence* des activités tout au long d'une vie, qui se traduit aussitôt en multiplicité des formes possibles de bonheur individuel.

MARX REFUSE L'INSTANCE MÊME DE LA MORALE

Reste à savoir à quel type de normativité nous avons affaire ici, puisque, manifestement, Marx n'entend pas imposer aux individus le contenu de leurs activités et celui de leur bonheur. Il y insiste souvent : ce sera à eux, dans les circonstances matérielles nouvelles qui se présenteront, d'en décider – ce qui le fait échapper à tout risque de totalitarisme existentiel autant que politique. Du coup, il se refuse apparemment à donner des *leçons de morale* dans ce registre, bataillant contre ceux qui s'en croient le droit, comme Max Stirner. Je l'ai déjà suggéré : Marx refuse *l'instance même de la morale*, n'y voyant que « l'impuissance mise en action ». On pourrait alors, pour éclaircir cette question, recourir à une distinction, que j'ai opérée depuis longtemps, entre une normativité *morale* et une normativité *éthique*. La première suppose des valeurs universelles, qui ►►



ont le statut de *lois*, quelle qu'en soit la source réelle, *via* la raison humaine, et qui *s'imposent* à la vie. La seconde suppose, elle, des valeurs qui ont seulement le statut de *règles* facultatives de vie, lesquelles sont particulières, exprimant des préférences existentielles et enracinées dans l'intérêt personnel. Marx, dans son discours réflexif explicite, refuse les premières ; par contre, son choix en faveur de la vie proposée par le communisme est pleinement fondé sur une normativité *éthique*, dont le bonheur individuel, lié à l'épanouissement actif et libre de l'individualité, est clairement le principe, avec une préférence affichée et revendiquée pour tout « ce qui tire l'homme vers le haut » en activant ses facultés supérieures et spécifiquement humaines, comme l'intelligence ou l'art. Du coup, demeure entière la question primordiale des motivations auxquelles il faut faire appel concrètement pour parvenir à ce qui est bien « un idéal sur lequel la réalité devra se régler », contrairement à ce qu'il en dit dans *L'Idéologie allemande*. La réponse reste en réalité *ouverte*. Il y a d'abord la perspective théorique d'une omniprésence de l'intérêt individuel et égoïste chez l'homme, visant seulement son bonheur, qui commande que l'on exclue pratiquement l'appel à une quelconque obligation morale centrée sur l'intérêt de *tous* les hommes. Cette même perspective exclut aussi que l'on suppose des motivations

psychologiques altruistes, auxquelles Marx semble ne pas croire et qu'il ne sollicite donc pas, voire sur lesquelles il ironise en traitant ses tenants d'idéalistes, comme cet « absurde sentiment

« La division du travail [...] condamne l'homme, parfois à vie, à une activité unilatérale, qui sacrifie ses autres possibilités d'existence. »

qu'est *l'amour universel de l'humanité* » dont se réclamait Stirner (à nouveau) et qu'il réclamait des autres. Pourtant, il y a une tout autre dimension, normative, chez Marx, même s'il la dénie : son œuvre tout entière est portée par une inspiration morale, mais *incarnée* dans l'élément concret du langage social et politique, qui peut la faire oublier. C'est elle qui sous-tend sa critique du capitalisme dans *Le Capital*, dont il ne se contente pas d'expliquer et de prévoir

son devenir objectif en scientifique, mais dont il *dénonce* l'humanité sur le plan normatif d'un humanisme pratique. Cette dimension a été formulée très tôt dans l'introduction à sa *Critique de la philosophie du droit de Hegel* : après avoir longuement critiqué le rôle aliénant de la religion, qui enfonce l'homme dans son malheur, il indique magnifiquement que cette critique « aboutit [...] à l'impératif catégorique de renverser tous les rapports sociaux qui font de l'homme un être humilié, asservi, abandonné, méprisable »... et j'ajoute : « malheureux » – proclamation qui est incontestablement morale. Comment alors la concilier avec l'appel explicite à l'intérêt, qui est dominant par ailleurs ? La réponse est simple : il s'agit bien de l'intérêt, mais de l'intérêt *de tous*, ce qui change tout car l'universel y est présent d'une manière inéliminable, lequel universel est précisément le critère même de ce qui est moral. Et celui-ci est aussi présent dans la revendication d'un bonheur *pour tous*, se manifestant même concrètement dans l'impératif de constituer une nouvelle « conscience humaine », permettant d'aider à le promouvoir ! C'est pourquoi le communisme est indissolublement *désirable* dans son projet de bonheur et moralement *exigible* quand il le veut universel. ●

Yvon Quiniou est philosophe. Il est professeur honoraire de Première supérieure.

À propos du « partage des Balkans » entre Churchill et Staline le 9 octobre 1944 à Moscou

Une référence à une conférence qui gomme les responsabilités
dans le massacre des résistants grecs.

— PAR JOËLLE FONTAINE* —

Le 9 octobre 1944, Churchill arrivait à Moscou afin d'avoir avec Staline l'entrevue qu'il réclamait depuis la fin septembre, le projet de conférence à trois avec Roosevelt ayant été provisoirement repoussé par ce dernier en raison de la proximité de l'élection présidentielle américaine. On connaît la version donnée par Churchill dans ses *Mémoires* du premier entretien que les deux dirigeants eurent le jour même, dont le résultat est connu sous le nom d'« accord des pourcentages ». Ils auraient, d'un trait de plume, réglé en quelques minutes le sort des pays balkaniques, Churchill s'adjudgeant la Grèce à 90 % et concédant à la « Russie » la Bulgarie à 75 % et la Roumanie à 90 % – tout en prévoyant un partage 50-50 en Yougoslavie et en Hongrie.

DES DISCUSSIONS COMPLEXES

Outre que cette formulation en pourcentages apparaît pour le moins curieuse, il est peu probable que les choses se soient ainsi passées à l'emporte-pièce. L'historien américain Lloyd C. Gardner (dans *Spheres of Influence. The Great Powers Partition from Munich*

to Yalta) donne de cette soirée du 9 octobre un aperçu beaucoup plus complexe : la première question traitée a été celle des frontières futures de la Pologne et les deux dirigeants sont revenus à plusieurs reprises sur la question des Balkans sans aboutir en fait à un accord formel. Pas plus de résultat d'ailleurs le lendemain malgré les tentatives de marchandage entre Anthony Eden, également présent à Moscou, et Viatcheslav Molotov, très perplexes devant ces bases de discussion assez énigmatiques. Il est clair que Churchill a donné à ces entretiens une importance qu'ils ne méritent pas, vu entre autres l'absence de Roosevelt qui ne considérait cette rencontre que comme un préliminaire à la conférence à trois prévue ultérieurement, et au refus de Staline de s'engager formellement pour cette raison. Or, c'est cet accord qui est très souvent mis en avant pour expliquer l'abstention de Staline lors du massacre des résistants grecs perpétré par Churchill à Athènes en décembre 1944. On suggère ainsi un partage de ses responsabilités avec le dirigeant soviétique, imputant à ce dernier le même cynisme et laissant au contraire dans l'ombre le rôle

non négligeable de Roosevelt dans ces événements : c'est sur des bateaux américains qu'ont été acheminées du front italien les troupes britanniques qui ont écrasé la Résistance grecque. En réalité ces discussions de Moscou ne font, concernant les Balkans, que prendre acte d'une situation déjà établie. « Concéder » le 9 octobre la Roumanie et la Bulgarie à l'URSS n'a guère de sens : l'Armée rouge est présente dans ces deux pays depuis déjà un mois. La Bulgarie est dorénavant alliée de l'URSS et cette dernière domine la commission de contrôle alliée qui administre provisoirement la Roumanie. Les Anglo-Saxons ont protesté contre cette situation, mais les Soviétiques leur ont rappelé le précédent italien : la Commission de contrôle « alliée » y a été dès les débarquements de l'été 1943 entièrement contrôlée par les officiers américains et britanniques et ce sont les États-Unis et la Grande-Bretagne qui ont pris toutes les décisions politiques concernant l'Italie, y laissant d'ailleurs en place la plupart des cadres du régime fasciste. De même, il est clair que Staline a déjà accepté tacitement la mainmise de ►►

► Churchill sur la Grèce. À la mi-septembre l'Armée rouge, arrivée de Bulgarie à la frontière grecque, s'en est détournée et a poursuivi sa route vers la Yougoslavie où elle a fait sa jonction avec les partisans de Tito. À la grande déception d'ailleurs de nombreux résistants grecs, qui attendaient l'aide soviétique pour venir à bout des Allemands encore présents sur leur territoire. C'est au même moment qu'arrivent les premiers détachements britanniques dans le Péloponnèse, sans justification militaire : les Anglais n'ont aucunement cherché à gêner le retrait des Allemands et le but de ces premiers débarquements est clairement d'occuper le terrain pour ne pas laisser le champ libre aux partisans. Et cela sans réaction aucune des Soviétiques.

y débarquer un contingent lors du retrait des Allemands, comme il en avait esquissé le plan dès septembre 1943. Ce qui a donné lieu à un chassé-croisé de lettres entre les trois Grands pendant plus de deux mois, dont ne sort pas plus d'accord formel qu'il n'en sortira en octobre à Moscou, mais que Churchill interprète à juste titre comme une acceptation tacite.

LA POSITION FRAGILE DE STALINE

Staline, en effet, a bien compris que Churchill ne renoncera pas à la Grèce. Or, en cet automne 1944, la guerre est loin d'être terminée, malgré l'avance rapide de l'Armée rouge et le débarquement de Normandie, et Staline a besoin pour y mettre fin de maintenir

ses alliés la même « compréhension » pour ses projets concernant un pays qui présentait pour lui la même importance que la Grèce pour Churchill, pour des raisons différentes tenant à la sécurité de l'URSS : la Pologne. Et c'est bien ce qui peut se lire dans le compte rendu complet de la rencontre d'octobre 1944 : on le dit peu – ou pas du tout – lorsqu'on met cette dernière en avant pour expliquer l'abstention de Staline dans l'affaire grecque, mais en fait il a été ces jours-là surtout question de la Pologne. Churchill a convoqué d'urgence à Moscou le Premier ministre polonais, Mikolajczyk, en exil à Londres, et l'a copieusement insulté devant son refus obstiné d'accepter la révision des frontières de son pays au profit de l'URSS (et au détriment de l'Allemagne) – question sur laquelle Churchill comme Roosevelt étaient prêts à faire des concessions à Staline (G. Kolko, *The Politics of War. The World and United States Foreign Policy. 1943-1945*). Mais là encore la conférence n'a été suivie d'aucun résultat et c'est à Yalta que cette question sera tranchée. La rencontre de Moscou n'a donc qu'une importance très relative, malgré les allégations de Churchill. Les jeux sont déjà faits, en octobre 1944, concernant la Grèce et c'est dès 1943 que Churchill s'est montré prêt à utiliser tous les moyens pour conserver la Grèce dans sa sphère d'influence et donc empêcher la Résistance de participer à la vie politique du pays à la Libération. Pourquoi alors cette référence systématique à la conférence de Moscou pour « expliquer » la cynique et meurtrière expédition britannique de décembre 1944 à Athènes ? On donne ainsi une importance démesurée – pour ne pas dire presque une coresponsabilité – à Staline dans le massacre des résistants grecs, tout en exonérant un Roosevelt qui ne s'y est pas plus opposé et a même aidé à sa réalisation. Et cela n'éclaire guère la question des raisons de la défaite de la Résistance grecque. ●

« On donne une importance démesurée – pour ne pas dire presque une coresponsabilité – à Staline dans le massacre des résistants grecs, tout en exonérant un Roosevelt qui ne s'y est pas plus opposé et a même aidé à sa réalisation. »

Staline n'avait évidemment pas attendu octobre 1944 pour se rendre compte de la véritable obsession de Churchill concernant la Grèce, point stratégique et zone d'influence de première importance pour l'Empire britannique depuis le XIX^e siècle. Le Premier ministre britannique a pendant toute la guerre, on le sait, insisté pour des débarquements en Méditerranée et plus particulièrement dans les Balkans. Devant l'échec définitif de ses plans, il a entamé dès mai 1944 de grandes manœuvres diplomatiques afin d'obtenir de ses alliés qu'ils lui laissent « les mains libres » en Grèce – plus précisément qu'il puisse

coûte que coûte la « grande alliance » avec la Grande-Bretagne et les États-Unis. Or cette alliance commence à être remise en question dans certains cercles anglo-saxons, où l'on envisage de signer avec l'Allemagne ou ses satellites une paix séparée qui leur laisserait toute latitude pour en finir avec une Union soviétique dont les succès inquiètent certains bien plus qu'ils ne les encouragent... Une entrée dans la « chasse gardée » des Britanniques serait évidemment de nature à précipiter la réalisation de ces plans et Staline n'avait guère de choix. De plus, il attendait certainement de

« Joëlle Fontaine est historienne. Elle est agrégée d'histoire-géographie. »

Liberté de circulation : un nouveau droit à conquérir

« En étendant le linge, elle allume la radio. Ils parlent du chalutier qui a fait naufrage sur les côtes libyennes dans la nuit du 18 au 19 avril. Ils disent huit cents morts. Vingt-huit rescapés. Ils disent Syrie, Érythrée, Somalie, Libye.

Une cartographie de la terreur » **Virginie Despentes.**

— PAR **NICOLAS LAMBERT*** —

LA FRONTIÈRE MIGRATOIRE EUROPÉENNE

Depuis la première convention Schengen de 1985, l'abolition des frontières en Europe est une des pierres angulaires de la construction politique du continent. Le 10 novembre 2013, José Manuel Barroso, alors président de la Commission européenne, en faisait même un des piliers de l'Union européenne (UE) en déclarant : « Je tiens à souligner l'importance de la libre circulation comme une de nos libertés fondamentales. » Et en effet, depuis le 28 juin 1990, le droit de franchir les frontières est une réalité tangible puisqu'il est désormais possible de se déplacer dans un autre pays de l'UE pour voyager, étudier, travailler et même résider. En 2012, dix millions d'Européens vivaient dans un autre pays que celui dont ils étaient ressortissants. Plus d'un million de bébés européens seraient nés depuis 1987 grâce au programme d'échange universitaire Erasmus. Une vraie conquête. Cependant, pour « protéger » cet espace de libre circulation, l'effacement des frontières entre les pays européens a pour contrepartie mécanique une politique mutualisée de « fortification » des frontières extérieures. Murs, barrières, lieux d'enfermement, zones d'attente, dispositifs biométriques, juridiques, diplomatiques, technologiques, militaires, expulsions, accords de réadmission, politique de voisinage, chantage

économique, externalisation des contrôles en s'appuyant parfois sur des régimes plus que discutables (par exemple Libye, Soudan...), etc., sont autant de couches empilées les unes sur les autres venant dessiner une frontière extérieure complexe aux contours géographiques mobiles et en réseau, dont le but principal est d'empêcher l'arrivée

des guerres, de l'aggravation du réchauffement climatique et des mutations économiques qui sont souvent les conséquences directes d'un libre-échange agressif. Face à ces déstabilisations, pour beaucoup, traverser les frontières est une nécessité impérieuse, pour ne pas mourir de faim, pour travailler, pour vivre en liberté, vivre avec

« Chaque fois que l'UE renforce le contrôle de ses frontières extérieures (et certaines de ses frontières intérieures), ce durcissement est sans effet sur l'intensité des circulations migratoires. »

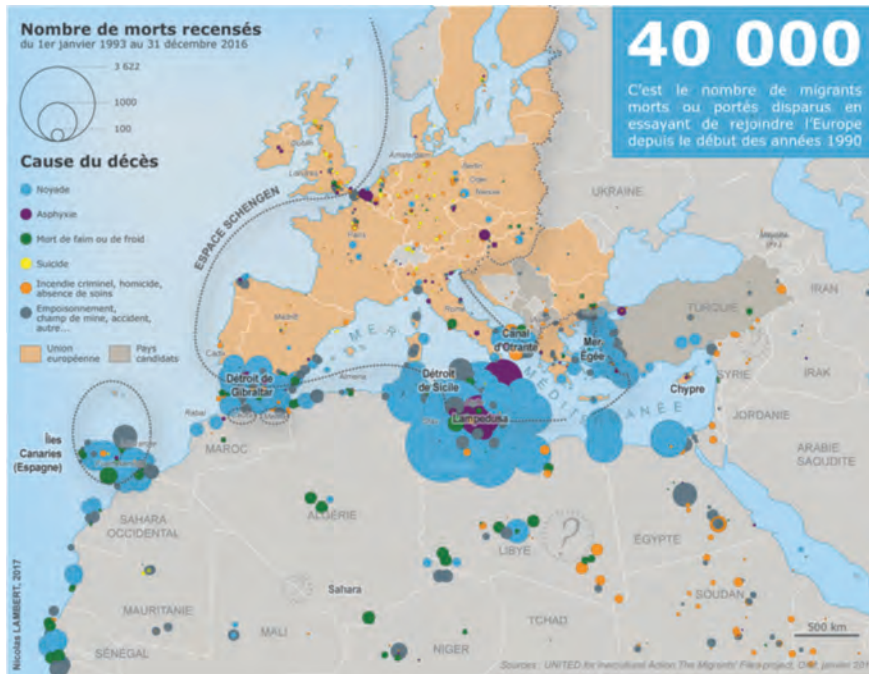
« illégale » de migrants sur le sol européen. En réalité, sur les cent vingt-six articles que compte la convention Schengen de 1985, un seul concerne la liberté de circulation, tandis que les cent vingt-cinq autres visent à organiser la « protection » des frontières extérieures.

UNE EUROPE ASSASSINE

Pourtant, l'efficacité d'une telle politique est pour le moins contestable. Car quels que soient les dispositifs mis en place par l'UE pour rendre perméables ses frontières, les causes des migrations, elles, ne cessent de s'amplifier au fil

ses proches, ou tout simplement pour se donner un avenir. Alors quelles que soient les actions de contrôle et de répression mises en œuvre par l'UE à ses frontières, les migrants continuent d'arriver en Europe de façon irrémédiable. « On ne peut rien contre la volonté d'un homme », disait François Mitterrand. Mais nombreux sont ceux qui échouent dans leur périple.

Mercredi 20 septembre 2017, des gardes-côtes repêchaient sept naufragés au large de la Libye. Principalement issus d'Afrique subsaharienne, ils auraient embarqué sur un bateau pneumatique ►►



► bondé aux abords de la ville de Sabratha en Libye. À la suite d'une panne de carburant, leur embarcation aurait dérivé plus de sept jours sans être secourue avant de chavirer sur une mer démontée. Selon les témoignages, lors de l'embarcation, le bateau « accueillait » au moins cent vingt personnes.

Cette tragédie n'est pas isolée. L'Organisation internationale pour les migrations (OIM) estime à 60 000 le nombre de migrants morts ou portés disparus à travers le monde au cours de leur périple entre 1996 et 2016. Parmi eux, 40 000 l'ont été aux portes de l'Europe (carte ci-dessus), ce qui en fait de très loin la frontière migratoire la plus mortifère au monde (plus de 2 000 morts par an en moyenne depuis le début des années 2000 contre 400 pour la frontière États-Unis/Mexique). Avec près de 6 400 personnes mortes ou portées disparues, et tandis que le nombre de personnes arrivées en Europe a été divisé par trois par rapport à l'année précédente, 2016 (dernière année connue) aura été l'année la plus mortifère jamais recensée. Triste record.

« Sur les cent vingt-six articles que compte la convention Schengen de 1985, un seul concerne la liberté de circulation, tandis que les cent vingt-cinq autres visent à organiser la “protection” des frontières extérieures. »

Mais au-delà de ces chiffres alarmants, une approche géographique permet d'en saisir la logique. En mettant en relation une cartographie des morts en migration pour chaque année et en la superposant avec les dispositifs déployés progressivement par l'UE pour endiguer ces mouvements migratoires, on voit se dessiner un jeu du « chat et de la souris » à grande échelle. Chaque fois que l'UE renforce le contrôle de ses frontières extérieures (et certaines de ses frontières intérieures), ce durcissement est sans effet sur l'intensité des circulations migratoires. Mais par contre, chaque fois qu'un point de

passage est fermé (déroit de Gibraltar, îles Canaries, Lampedusa, etc.), les « flux migratoires » sont déviés (sans être jamais stoppés), avec une conséquence directe : les trajets vers l'UE deviennent à la fois plus chers (car tous les passeurs ne sont pas des Cédric Herrou), plus longs et surtout beaucoup plus dangereux. Au fil des dispositifs mis en place – un mur rendu infranchissable, le déploiement d'un système de surveillance, une mission de l'agence Frontex loin de côtes européennes –, les routes migratoires se recomposent avec, à la clef, une augmentation du nombre de

morts. Les morts en migration ne sont donc pas seulement le fruit d'une fatalité mais bel et bien le produit d'une politique migratoire sécuritaire et assassine.

UN NOUVEAU DROIT À CONQUÉRIR

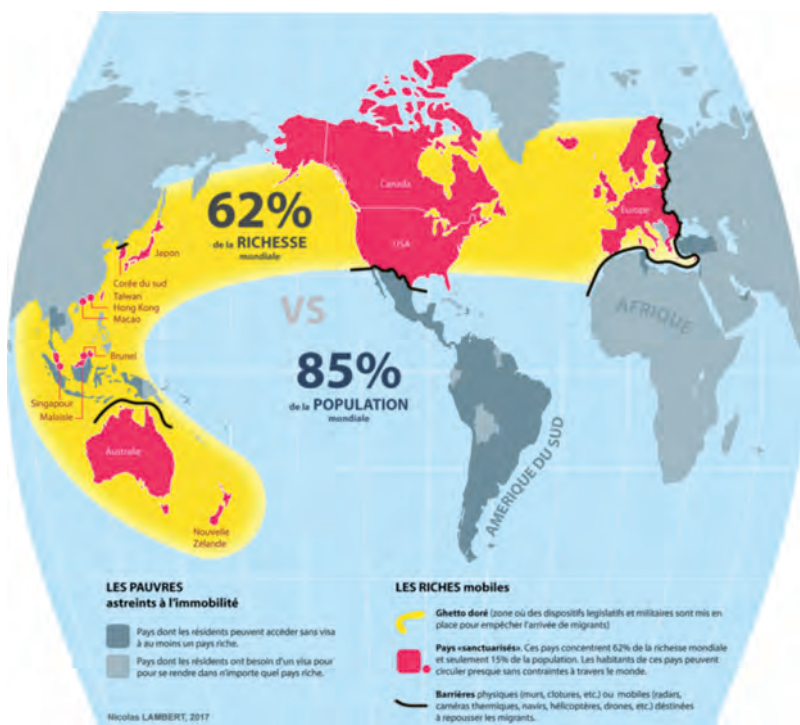
La frontière migratoire européenne est donc une frontière létale. Mais elle ne l'est pas pour tout le monde. Car si elle se veut étanche et dangereuse pour les plus pauvres qui ont pourtant de bonnes raisons de vouloir la franchir, elle est par contre franchissable de façon simple et sécurisée par les citoyens des pays riches ou par les riches élites des pays pauvres. En d'autres termes, la frontière est dissymétrique et discrimine en particulier les plus pauvres. La carte ci-dessous permet d'en saisir la situation à l'échelle globale. Un monde coupé en deux. D'une part, les pays du Nord, sanctuarisés, où les résidents peuvent circuler librement, la plupart du temps sans visa ; cette zone représente les deux tiers de la richesse mondiale pour seulement

15 % de la population. Et, d'autre part, les pays du Sud, qui ont peu ou pas accès aux pays du Nord ; ces pays concentrent 85 % de la population mondiale. Autrement dit, ceux qui peuvent bouger librement à travers le monde et qui trouvent ça normal, ce sont les riches. Et ceux qui sont astreints à l'immobilité ou à voyager *via* des routes alternatives au péril de leur vie ou au prix de violences corporelles et morales, ce sont les pauvres. Et entre les deux est déployée une

« Mettre en place une réelle politique d'accueil à l'échelle européenne et sécuriser de façon pérenne les parcours en Méditerranée, constitueraient à coup sûr les deux braquets d'une politique migratoire enfin ambitieuse permettant de raviver aussi le flambeau de l'internationalisme. »

myriade de dispositifs destinés à empêcher des mobilités pourtant inéluctables dans un monde globalisé et en interaction croissante.

Donc si, comme l'a fait Jean-Luc Mélenchon pendant la campagne présidentielle, s'attaquer aux origines des migrations a du sens – misère, famine, esclavage, réchauffement climatique, guerres –, ce focus sur les causes ne saurait en aucun cas constituer une échappatoire confortable permettant d'oublier de défendre ce droit fondamental qu'est la liberté de parcourir le monde énoncé dans l'article 13 de la Déclaration universelle des droits de l'Homme de 1948 et dont seuls les plus riches bénéficient aujourd'hui. Car, dans le monde de demain, les besoins de mobilité vont de toute façon grandir. Et, face à cet enjeu, l'horizon à défendre est plus que jamais celui de l'internationalisme et de la liberté de circulation pour toutes et tous dans ce monde qui est notre commun. Évidemment, cela ne se fera pas en un jour. Mais mettre en place une réelle politique d'accueil à l'échelle européenne et sécuriser de façon pérenne les parcours en Méditerranée constitueraient à coup sûr les deux braquets d'une politique migratoire enfin ambitieuse permettant de raviver aussi le flambeau de l'internationalisme. ●



*Nicolas Lambert est cartographe. Il est ingénieur en sciences de l'information géographique au CNRS.

1. Vernon Subutex 3, Grasset, 2017

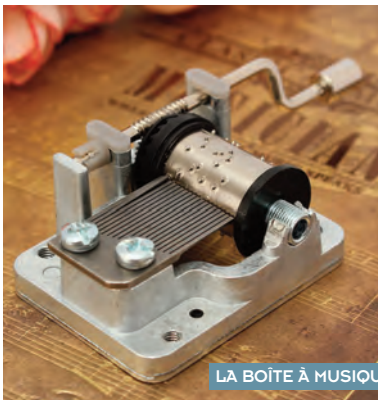


L'ORGUE MÉCANIQUE

Les sciences et les techniques de la musique mécanique

— ENTRETIEN AVEC **PHILIPPE CORBIN*** —

Au cœur du bourg de Dollon, dans la Sarthe, se trouve un « Musée de musique mécanique » : www.musicmagic.fr. Son fondateur (qui fut électricien, réparateur de radio et hi-fi, tailleur de pierres, accordeur de piano) nous explique les fondements, les détours et les subtilités scientifiques et techniques de ces petites machines magiques qui ont eu un grand succès entre 1800 et 1960.



LA BOÎTE À MUSIQUE

Quels sont les principaux instruments du musée et comment marchent-ils ?

La boîte à musique

C'est l'instrument le plus simple à comprendre et le plus dur à fabriquer ! Le principe est à la portée de tous. On a un cylindre sur lequel on a disposé des picots en fonction de l'air qu'on veut jouer, on le fait tourner, les picots soulèvent des lames qui vibrent comme un couteau placé au bord d'une table. C'est une machine très spécifique : contrai-

rement aux autres, ce n'est pas un instrument dont on jouait déjà manuellement et qui aurait été automatisé ; elle a été construite directement et non copiée sur un modèle. Pourquoi est-ce difficile à fabriquer ? Parce qu'il faut de la précision, c'est presque microscopique ; en outre, pour que les lames qui vibrent donnent les bons sons, il faut que l'acier soit trempé juste comme il faut. Il y a donc de l'acoustique, de la mécanique de précision (d'ailleurs c'est fabriqué dans les pays horlogers) et une bonne maîtrise du métal.

LE PHONOGRAPHE

Le piano mécanique

Ici, il s'agit d'un instrument bâti sur le même principe de lecture que la boîte à musique, mais à cordes frappées. En langage populaire on les appelait des bastringues. Ils étaient beaucoup utilisés dans les bistrotts ou les maisons closes et étaient munis d'un monnayeur. Dix airs étaient pointés sur le cylindre et l'on pouvait les sélectionner manuellement. Ils ont été ensuite remplacés par les juke-boxes.

L'orgue mécanique

On a un carton perforé qui défile. C'est inspiré du métier à tisser de type Jacquart. Au passage de chaque trou, une griffe se soulève et ouvre une soupape

qui distribue l'air dans les tuyaux d'orgue. C'est donc un instrument à vent, comme un orgue d'église, mais automatisé.

Le pianola

Là, c'est un robot qui joue sur un piano normal. Le support de la partition est un papier perforé. Il n'y a pas de griffes, on est obligé de pédaler. Si un trou du



papier passe devant un trou dans une barre en laiton, ça avale de l'air par dépression, ce qui gonfle un soufflet, qui appuie sur la touche du piano. C'est donc la conjonction entre un instrument à cordes frappées (un piano) et un robot placé devant (qui n'a rien d'acoustique).

Le phonographe

C'est un enregistrement puis une restitution, cela se passe donc en deux temps. Dans le premier, on parle ou on chante dans le pavillon, les vibrations de la voix font vibrer une membrane, un petit burin solidaire de celle-ci grave un cylindre en cire vierge qui tourne ; on obtient ainsi des minuscules montagnes sur le cylindre. Dans le second, une tête de lecture avec un saphir lit les vibrations inscrites sur la cire et cela fait vibrer la membrane qui reproduit le son. C'est toujours l'air qui vibre (base de l'acoustique), mais ici, ce n'est plus une corde, ni une lame, mais une membrane qui crée le son. Les disques et microsillons fonctionnent selon un principe voisin.

Le « concert roller organ »

Le « concert roller organ » est un instrument américain qui fut beaucoup utilisé aux États-Unis et en Angleterre par l'Armée du salut pour chanter des cantiques religieux. C'est un instrument à vent et à anches (comme les harmoniums, accordéons, harmonicas), le seul instrument qui avait des cylindres en

LE PIANO MÉCANIQUE



LE « CONCERT ROLLER ORGAN »



LE PIANOLA

bois pointés, fabriqués déjà en série à la machine vers 1890. Tous les autres cylindres étaient faits à la main à l'unité. Une autre particularité de cet instrument implique que le cylindre tourne en avançant (hélicoïdalement), on peut donc avoir un morceau de musique sans interruption sur trois tours de cylindre. À la fin du morceau, il s'écarte des touches, se remet au début et se replace devant les touches, tout cela automatiquement.

Quand tu as acquis tel ou tel de ces instruments, il ne devait plus marcher très bien. Est-ce difficile de le réparer ou de le remettre en marche ?

J'avais reçu de ma grand-mère un ariston, qu'elle tenait de son grand-père, lequel l'avait acquis à l'Exposition universelle de 1900. Mais il ne marchait plus, je l'ai réparé étant gamin, ce qui m'a demandé de me renseigner à diverses sources. J'ai tout appris sur le tas, je n'ai jamais fait d'école de musique ni de mécanique. Pour réparer de tels instruments, il faut surtout exciter sa curiosité intellectuelle et prendre plaisir à tous les défis, ensuite être méticuleux et patient. Mais il faut aussi se faire historien. Tout commence par l'*Encyclopédie* Diderot-D'Alembert (1751-

1772), ses planches, ses explications. Diderot et ses proches sont allés dans les ateliers et y sont restés jusqu'à ce qu'ils aient compris le fonctionnement des machines. Pour réparer et faire marcher un instrument ancien, il faut aller voir comment il a été fabriqué concrètement ; le contempler et l'analyser selon nos critères, cela ne suffit pas : ces instruments ont des subtilités cachées et on passerait à côté de l'essentiel.

Jérôme Fatet : Quand on veut répliquer des expériences scientifiques anciennes, ou remettre en marche des appareils d'autrefois, il est nécessaire de se familiariser avec les techniques de fabrication et les savoir-faire de l'époque, donc d'identifier les corps de métier qui maîtrisent encore aujourd'hui ces compétences, parfois dans des domaines totalement distincts de celui du facteur d'instrument d'origine. C'est à ce prix que l'on peut comprendre la présence de ces « subtilités cachées », invisibles pour le néophyte. Le « savoir de la main », même lorsqu'il a pu être acquis par un auteur, est souvent impossible à retranscrire en texte et illustration. Ce n'est alors qu'en essayant, en retraillant les matériaux anciens avec des

outils d'époque que nos mains contemporaines deviennent capables de comprendre le savoir de celle de nos prédécesseurs.

Philippe Corbin : Prenons l'exemple des orgues. L'ouvrage du bénédictin Dom Bedos de Celles (1709-1779), intitulé *L'Art du facteur d'orgues* (4 parties, 1766-1778), fait encore autorité. Pour expliquer comment construire un orgue, l'auteur doit aussi expliquer comment confectionner les outils pour cette construction.

Ernest Brasseaux : Depuis le 19 octobre 2017, le lecteur peut se faire une idée de la fabrication des instruments de musique du XVIII^e siècle en allant sur le site de l'édition numérique critique et collaborative de l'*Encyclopédie* : <http://enccre.academie-sciences.fr/> Les planches dites de « lutherie » (concernant les instruments tant à vent qu'à cordes) se trouvent dans le cinquième volume des planches, qu'on peut consulter gratuitement. Des annotations sont mises en ligne progressivement sur tous les instruments, ainsi qu'un dossier sur les articles de lutherie. ●

***Philippe Corbin** est le fondateur du Musée de musique mécanique.

Propos recueillis par Ernest Brasseaux et Jérôme Fatet.

Voir aussi :

Victor Blanc, « L'extraordinaire musée de la musique mécanique de la ville de Dollon », *Les Lettres françaises*, n° 139, juillet 2016. <http://www.les-lettres-francaises.fr/wp-content/uploads/2016/07/LF-139-juillet-2016.pdf>

N.B. Le musée va bientôt être repris par la communauté de communes, ce qui assurera sa pérennité. Signalons une autre pièce de choix qui y est conservée (sans rapport avec la musique !) : la table où fut signé le programme du Conseil national de la Résistance.



Créé par les Éditions sociales et la Fondation Gabriel Péri, Silo est un média participatif dédié aux pensées critiques, à l'actualité du débat et au mouvement des idées. Il veut contribuer à organiser et à faire connaître l'immense patrimoine intellectuel dont l'humanité s'est dotée et continue de se doter pour penser l'ordre existant et sa transformation progressiste. Nous publions ici un extrait d'un article paru dans le Silomag # 5 consacré à l'actualité des révolutions.

Internet révolutionne-t-il la participation politique ?

Le numérique est porteur de nombreux espoirs pour renouveler les formes de participation politique. Tour d'horizon de travaux de chercheurs spécialisés qui rendent compte des différents arguments avancés pour questionner cette supposée « révolution numérique » de la participation politique.

— PAR **ANAÏS THEVIOT*** —

Le numérique est porteur de nombreux espoirs en termes de renouvellement des formes de participation politique. Internet pourrait donner les moyens à tous les citoyens de s'exprimer sans frontière temporelle, ni spatiale et tendrait à rompre la barrière classique entre gouvernants et gouvernés. Dans le même temps, ces espoirs sont alimentés par la diffusion rapide des outils technologiques. En 1995, la France comptait moins d'un million d'internautes alors qu'en 2011, soit seize ans plus tard, plus de 75 % des Français disposaient d'un accès à Internet à leur domicile. Les pratiques numériques se sont largement diffusées, en estompant progressivement la « fracture numérique ». [...] La démocratisation de plus en plus large de ces technologies permet-elle de révolutionner la participation politique ? Certaines analyses « à chaud » du « printemps arabe » n'ont pas hésité à parler de « révolution Facebook » ou de « révolution Twitter », faisant de l'essor des réseaux sociaux la cause principale du déclenchement de tels mouvements contestataires. D'autres, au contraire, ont affirmé qu'Internet n'avait joué aucun rôle. Ces conclusions caricaturales soulignent la nécessité de déconstruire

certains présupposés qui entourent le numérique. L'idée de ce texte est de faire connaître les travaux de chercheurs spécialisés sur le numérique et la démocratie à un plus large public. Il s'agit donc de rendre compte des différents arguments avancés pour questionner cette supposée « révolution numérique » de la participation politique.

LES TIC : UNE SOLUTION

À LA « CRISE DE LA REPRÉSENTATION » ?

Croissance de l'abstention, discrédit progressif des partis politiques, déclin du nombre d'adhérents, montée en puissance du sentiment d'incompréhension chez les électeurs, baisse sensible de la légitimité issue de l'élection : plusieurs éléments semblent révéler une désaffection à l'égard des formes classiques d'engagement et de participation politiques. Les technologies de l'information et de la communication (TIC) ont souvent été appréhendées comme une solution à la « crise de la représentation ». À l'origine, le réseau des réseaux est pensé comme un espace alternatif, favorable au développement d'actions individuelles ou collectives en dehors des formes institu-



tionnalisées et du regard de l'État. Internet est alors perçu comme un outil pour penser autrement l'action politique et reconfigurer les pratiques politiques. Ce volet de recherche s'est d'ailleurs largement développé depuis une dizaine d'années autour de la notion d'*empowerment* [autonomisation] des citoyens ou plus récemment, celui de *community organizing* [organisation collaborative]. Lincoln Dahlberg parle ainsi d'une démocratie « des contre-publics », fondée sur la formation *via* l'usage du numérique, de groupes plus ou moins formalisés, contestataires de la démocratie représentative et plus largement des pouvoirs institués. Les mouvements sociaux et les protestations collectives s'organisent aussi de plus en plus sur les réseaux sociaux, en même temps qu'ils s'expriment hors ligne et dans les médias traditionnels. [...] Par ailleurs, le caractère virtuel des propos tenus sur la toile apporterait une plus grande liberté dans les prises de position des internautes et permettrait ainsi de faciliter la prise de parole en ligne, comparé aux débats publics hors ligne. [...] L'information politique est aussi facilement accessible et très diversifiée sur Internet ce qui permettrait, selon certains chercheurs, d'amener des internautes à s'intéresser à la politique, voire de les pousser à participer à des discussions politiques en ligne.

LE NUMÉRIQUE : LIEU DE REPRODUCTION DES INÉGALITÉS SOCIALES ?

L'ouvrage de Michael Margolis et David Resnick, au titre significatif, *Politics as usual. The Cyberspace Revolution* a offert, en l'an 2000, une visibilité internationale au versant critique. Ils défendent l'idée que sont actifs en ligne ceux qui l'étaient déjà hors ligne. Les tenants de cette vision pessimiste affirment que seuls les individus qui sont déjà intéressés par la politique vont savoir se diriger vers des contenus politiques en ligne et ainsi démultiplier leurs sources d'information. [...] La richesse de l'information en ligne s'avère, elle aussi, remise en question : on serait enfermé dans une « bulle filtrante » qui renforcerait la « balkanisation » de l'espace public. Les fameux algorithmes de Facebook ont par exemple tendance à maximiser la polarisation des opinions, au lieu de leur proposer des points de vue alternatifs, en affichant sur les fils d'actualité des utilisateurs des articles partagés par leur cercle de connaissances, donc souvent aux vues politiques similaires. Ces controverses ont fait émerger la thèse de la différen-

ciation qui avance l'idée que les usages participatifs en ligne varient en fonction de plusieurs facteurs tels que les caractéristiques sociodémographiques de l'utilisateur, les cadrages des dispositifs techniques, etc. Les travaux récents de Jennifer Oser *et al.* montrent que la toile attire les jeunes, mais que ces derniers ne constituent pas totalement de « nouveaux publics », au sens où ils possèdent un profil sociodémographique spécifique. En France, l'enquête réalisée en 2009 par le groupe de recherche M@rsouin souligne que

le niveau d'études est un élément déterminant en matière de degré d'information : 69 % des personnes interrogées (échantillon représentatif de la population bretonne) ont déjà recherché de l'information sur des sites administratifs, avec un hiatus de trente-cinq points enregistrés entre les titulaires d'un diplôme universitaire et ceux n'en possédant pas. Plus récemment, les travaux de Rémy Rieffel alimentent cette thèse, en considérant Internet comme « un nouveau répertoire d'actions collectives », tout en indiquant dans le même

temps qu'il est le « symbole d'une réappropriation du débat public par les citoyens les plus politisés ».

LA NÉCESSITÉ D'AMORCER UNE RÉELLE ÉDUCATION AU NUMÉRIQUE

Autrement dit, le numérique modifie les façons de s'informer, de se mobiliser, de faire corps, de co-construire du collectif. Mais dans le même temps, il reproduit les inégalités sociales et n'amène pas de véritable révolution citoyenne. Tant qu'une réelle éducation au numérique n'est pas amorcée pour toutes et tous, il sera difficile de faire croire que le numérique fera basculer les barrières classiques. Apprendre à croiser les sources d'information, à ne pas croire que le nombre de partages d'un poste le légitime, à dépasser les bulles informationnelles, à s'autoriser à s'exprimer en ligne, à ne pas envisager la toile comme un défouloir... Pour que la transformation prenne de l'ampleur et que le changement se transforme en révolution, il est nécessaire que les citoyens puissent s'emparer de ses outils et comprendre les potentialités réelles du numérique : comment il fonctionne, les possibles qu'il ouvre et les contraintes qu'il impose. Il ne faut pas oublier que les technologies numériques restent des instruments de pouvoir, en permettant à un concepteur d'orienter les usages de l'utilisateur. ●

*Anaïs Theviot est politiste. Elle est maître de conférences à l'université catholique de l'ouest.

Comprendre pour mieux agir, gagner en pertinence, appréhender les idées dans leur mouvement tel est l'objectif du collectif national « Idées ». Les notes produites ne définissent pas en soi l'orientation du PCF, cela est du ressort des communistes eux-mêmes et de leur direction, elles sont une contribution au débat. Elles avancent des pistes de réflexion. Des auditions viendront compléter ces notes travaillées par le collectif « Idées ».

Le commun : une approche politique prometteuse¹ ?

La démarche du commun est une approche de grande portée. Elle est de nature à renouveler notre stratégie politique tout en lui donnant un champ plus vaste.

— PAR ALAIN OBADIA* —

LE CARACTÈRE ESSENTIEL DES « COMMUNS NUMÉRIQUES »

La question des communs numériques peut également illustrer la démarche. Le développement des réseaux comme celui des technologies permettant de passer directement de la disponibilité de l'information à la fabrication décentralisée ont créé une situation nouvelle. Ils ont démultiplié de manière exponentielle les nécessités et les possibilités de partage entre les humains. En effet, contrairement à un bien ou à un service, la caractéristique d'une information est que l'on ne s'en dessaisit pas quand on la partage. Avec la révolution numérique un nouveau continent de l'activité humaine a été découvert qui porte des potentialités immenses (bien que contradictoires) au service du progrès humain. Si l'on veut sauvegarder ces potentialités, l'avancée du numérique ne doit pas être enserrée dans le carcan de l'appropriation pour le profit qui est consubstantielle au capitalisme. C'est ce que porte, pour l'essentiel, un mouvement puissant, mondial et multiforme qui s'est développé dans ce vaste champ d'activité. Il est là encore impossible de tenter une analyse complète du bouillonnement intellectuel et militant présent en ce domaine. Rappelons à titre d'illustration

le développement depuis un peu plus de quinze ans de Wikipédia, première encyclopédie interactive mondiale, celui des mouvements pour le logiciel libre, pour l'*open source* (qui veut aller plus loin en favorisant l'amélioration collective des logiciels par l'accès au code source), la multiplication des tiers lieux créatifs dont celui des *fab-labs*. Soulignons la myriade de projets collaboratifs et coopératifs permis, dans tous les domaines, par les

le transformer en un gisement de profits. Dans ce domaine, comme dans tous les autres, la démarche pour développer les communs ne se situe pas en dehors de l'affrontement de classe. Cette remarque nous rappelle que le capital lui-même est confronté au caractère incontournable du commun – pas seulement dans le numérique d'ailleurs – et qu'il tente d'en assumer une certaine gestion visant à l'intégrer dans les stratégies de ren-

« L'avancée du numérique ne doit pas être enserrée dans le carcan de l'appropriation pour le profit qui est consubstantielle au capitalisme. »

outils numériques. Rappelons bien sûr les multiples batailles contre la mainmise des grands groupes mondiaux (les GAFA) sur les réseaux et plus globalement sur les outils numériques. Cette dernière remarque conduit à rappeler que le numérique est, comme toutes les activités humaines, l'objet d'une bataille acharnée du capital pour

tabilité financière. Mais, pour cela, il doit l'amputer de certaines de ses caractéristiques essentielles concernant notamment la nature et les finalités de son « gouvernement ». D'où une contradiction sur laquelle nous devons savoir porter le fer.

Pour résumer l'ensemble de ce propos concernant le numérique, nous voyons ►►

► se constituer un nouveau champ d'activité, de luttes et de transformations concrètes qui marquent en profondeur la société. Nous avons pris beaucoup de retard dans la prise de conscience de ces réalités et de leur portée. Depuis quelques années nous avons décidé de nous y impliquer pleinement. Déployons les efforts nécessaires pour cela. C'est vital pour la pertinence et le rayonnement de notre action. La politique est d'ailleurs d'ores et déjà transformée par cette réalité.

UN CHAMP DE RENOUVELLEMENT DÉMOCRATIQUE.

La troisième illustration de la vigueur du Commun concerne l'aspiration démocratique à pouvoir exprimer son opinion et à être partie prenante des décisions qui influencent notre vie. Depuis bien des années, mais avec une forte accélération dans la dernière période, nous savons que c'est une donnée montante dans la société. Notons qu'elle résiste aux offensives de régression démocratiques que mettent en place les forces politiques du capital. Cette aspiration s'exprime de manière protéiforme.

Au positif, pour revendiquer plus de participation dans les organisations du travail, exiger des processus de décisions collectifs dans les luttes ou encore pour soutenir des formes novatrices de démocratie participative. D'ailleurs, certaines entreprises prennent en compte ces revendications pour les dévoyer vers des impasses qu'illustre la mode managériale des « entreprises libérées », censées fonctionner sur la base de l'auto-détermination et de l'auto-organisation des salariés. Évidemment ces derniers n'ont aucunement les moyens d'influer sur les finalités et les objectifs structurants. Ce sont souvent des créateurs de *start-up* qui mettent en avant ce modèle. En réalité, celui-ci est un excellent paravent pour des pratiques autocratiques. Au négatif, en rejetant de plus en plus le travail aliénant, voire le travail salarié dans son ensemble ou en se plaçant en

retrait vis-à-vis d'un système politique dans lequel la voix du plus grand nombre ne compte pas (ce sont toujours les mêmes politiques qui sont conduites au profit des mêmes, au détriment des mêmes).

Le lien entre cette aspiration démocratique et la volonté d'agir ensemble qui caractérise le commun est évident. Penser, exprimer, échanger sont les caractéristiques même du commun. Cela confirme que le développement des communs ne tient pas seulement à leur nature mais surtout au fait qu'ils sont gérés en commun.

PENSER EN TERMES « D'AGIR COMMUN »

À mon sens, les communistes doivent adopter l'attitude la plus ambitieuse et la plus inclusive pour concevoir et développer leur intervention en ce domaine. Pour l'essentiel, c'est la pratique collective qui crée le commun. Celui-ci n'est pas tant un objet qu'une démarche. Pour évoquer encore une fois la thèse de Dardot et Laval on peut souligner que le commun est avant tout un « agir commun ». Il implique de déterminer en commun les objectifs que l'on veut poursuivre, de concevoir en commun les moyens de les atteindre, de décider réellement en commun pour agir effectivement en commun. Il implique aussi des processus instituant des règles de gestion (certains disent de gouvernement) des communs ainsi définis.

Si nous nous plaçons dans cette perspective, nous comprenons la différence existant entre le commun (cette démarche) et les communs (les objets ou activités auxquels la démarche s'applique). Plus encore, cette conception large permet d'explorer de manière novatrice (en tout cas renouvelée) des terrains essentiels. La culture, le logement et l'urbanisme, la santé, l'éducation entrent à l'évidence dans ce champ et la liste n'est, bien sûr, pas complète.

Si nous réfléchissons à l'entreprise, des perspectives d'action et de luttes peuvent s'ouvrir. Cela fait des années que nous soulignons que l'entreprise ne peut



être réduite au seul capital. Elle est avant tout constituée par des interactions sociales : des savoirs, des qualifications, des collectifs, des organisations, des relations avec des fournisseurs, des sous-traitants et des clients, une insertion dans des territoires et des écosystèmes. Ce sont des communs ! Ils relèvent d'une gestion en commun qui implique des pouvoirs nouveaux, des pouvoirs effectifs.

Au-delà de l'entreprise, des questions structurantes peuvent être abordées en ces termes. Mentionnons à titre d'exemple le droit à l'emploi pour tous ou encore la gestion monétaire.

UN ENRICHISSEMENT DE NOTRE STRATÉGIE POLITIQUE

La démarche du commun est comme on le voit de grande portée. Elle est de nature à renouveler notre stratégie politique tout en lui donnant un champ plus vaste. En premier lieu, elle peut nous permettre de travailler de manière plus concrète et plus précise sur le sens de notre combat. Placer au cœur de notre activité « l'agir ensemble » face à l'idéologie désormais dominante de la concurrence de chacun contre tous, valoriser explicitement et comme un objectif essentiel la démarche de coopération peut nous aider à faire comprendre de manière plus synthétique et plus lisible ce que signifie notre action.

Ensuite, elle peut nous permettre de traiter l'un des angles morts les plus préjudiciables à notre influence politique : celui de l'utilité concrète. En évoquant cette question je fais référence à la possibilité de mener des combats potentiellement victorieux sur des sujets certes

sectoriels mais néanmoins structurants, de nature à changer la vie de millions de gens sans attendre des transformations plus globales. Si nous acceptons d'être lucides, nous savons bien qu'aujourd'hui, dans les faits, nous sommes présents sur deux terrains principaux qui ont du mal à s'articuler vraiment.

D'un côté, nous participons à des batailles importantes et absolument nécessaires. Pourtant, face à un capitalisme pugnace et belliqueux, ces batailles sont le plus souvent perçues comme défensives. Même quand elles sont victorieuses (ce qui est de plus en plus difficile), même quand nous veillons à lier défense et perspectives dans nos explications, ces batailles nous font, malgré notre volonté,

déceptions et trahisons subies par notre peuple, face à l'émiettement présent de la gauche et au scepticisme qu'il provoque. Bref, nous apparaissions coincés entre un certain pointillisme dans les luttes et une approche trop globalisatrice.

La démarche du commun peut nous permettre de sortir de cette configuration en nous permettant d'opérer un saut qualitatif dans notre engagement pour des combats sur des terrains novateurs où nous pouvons rassembler majoritairement et où les contradictions du capital sont telles que des avancées structurantes sont possibles. Pourrions-nous ainsi reprendre pied sur le terrain de l'espoir ? Tel est l'enjeu et il n'est pas mince.

Nous avons évoqué plus haut la manière

grand nombre. Le chômage est, en effet, de plus en plus vécu comme un scandale inacceptable dans une société où les dividendes explosent et où les riches s'enrichissent toujours plus. Ce qui coince, c'est que la solution politique n'apparaît pas à l'évidence. Resituer nos propositions dans la logique du commun, avoir toujours le souci de favoriser la convergence avec d'autres qui recherchent le même type de solutions sans raisonner obligatoirement comme nous est essentiel. C'est une question où les choses sont en train de bouger. Sachons déployer nos efforts sur ce point avec l'audace nécessaire. Comme on le voit, la bataille pour le commun est riche de potentialités transformatrices. Elle ouvre des perspectives prometteuses pour répondre à des questions majeures posées à l'humanité avec la transformation du travail, les enjeux du numérique, la transition écologique ou encore les aspirations démocratiques pour assurer les conditions d'un progrès humain durable. Avoir le courage de décider que des biens, des services et des interactions sociales majeures doivent être émancipés de la domination prédatrice et déclarés inappropriables est une avancée vers une société de solidarité et de coopération. L'agir commun conçu comme une vision renouvelée du vivre ensemble et de la construction du destin humain peut ouvrir une nouvelle ère pour la démocratie. Il correspond à une nécessité de notre époque tout en élargissant le champ du possible.

Intégrer pleinement ces approches novatrices peut permettre à notre parti d'enrichir et d'élargir sa stratégie politique. La démarche du commun peut contribuer efficacement à notre combat pour le dépassement du capitalisme jusqu'à son abolition et l'instauration d'une société post-capitaliste que nous appelons le communisme. ●

*Alain Obadia est président de la Fondation Gabriel-Péri.

1. La première partie de l'article est parue dans *Cause commune*, n° 2, novembre-décembre 2017.

« Resituer nos propositions dans la logique du commun, avoir toujours le souci de favoriser la convergence avec d'autres qui recherchent le même type de solutions, sans raisonner obligatoirement comme nous, est essentiel. »

apparaître comme des défenseurs de l'existant. Ainsi, nous sommes vulnérables sur le terrain de l'image passiste qu'on veut donner de nous. De surcroît, nous ne mettons pas assez en perspective, pas assez en « sens cohérent », les batailles constructives dans lesquelles nous sommes actifs par exemple pour la création de solutions coopératives ou le développement des circuits courts.

D'un autre côté, nous développons une argumentation sur la nécessité de changements politiques profonds pour sortir de la crise et mener dans tous les domaines une politique au service du progrès humain durable. C'est évidemment pertinent et essentiel. Mais dans la situation actuelle (et en réalité cette situation dure depuis de nombreuses années) cela n'apparaît pas crédible face aux multiples

renouvelée avec laquelle nous pouvons aborder la bataille sur les services publics en mettant l'accent sur les pouvoirs ou les objectifs de gestion. Cela nous permettrait de mieux faire comprendre que notre conception n'est pas de choisir entre le privé ou la technocratie d'État. Mais qu'elle repose sur une conception vraiment alternative.

Nous avons parlé également des communs numériques, Nous avons évoqué la culture, ou encore le logement et l'urbanisme. Nous pouvons illustrer le propos avec un dernier exemple.

Construire et gérer « en commun » la sécurisation de l'emploi et de la formation tout au long de la vie est un objectif crédible. Créer pour cela des outils financiers et institutionnels qui font système peut rencontrer les préoccupations du plus

Harcèlement sexuel

Les victimes de harcèlement, d'agression sexuelle ou de viol, lorsqu'elles veulent saisir la justice, connaissent un véritable chemin de croix. Selon les chiffres de l'Institut national d'études démographiques (INED) de 2015, 62 000 femmes disent avoir été victimes de viol et 553 000 d'agression sexuelle. Or il n'y a eu que 1 000 condamnations pour viol – toujours en 2015, et 4 500 pour agression sexuelle. Vingt mille plaintes ont été déposées pour harcèlement, pour 1 000 affaires enregistrées et 282 « poursuivables ».

Un sondage de l'institut Odoxa pour *Le Figaro*, France Info et Dentsu, des 18 et 19 octobre 2017, fait écho à ce « phénomène de société » : plus d'une Française sur deux a déjà été victime de harcèlement ou d'agression sexuelle.

Sur l'idée de dénoncer sur Twitter des comportements de harcèlement, 61 % des femmes pensent que c'est une bonne chose contre 51 % des hommes. ●

Pensez-vous que la question du harcèlement et des agressions sexuelles est un problème qui aujourd'hui est :

important 91 %

pas important 9 %

Ce résultat concerne l'ensemble de la population.

5 % de femmes et 13 % d'hommes pensent que ce n'est pas important.

Pour chacun des comportements suivants, dites-moi si vous considérez que c'est un compliment, que c'est de la drague, du harcèlement sexuel ou de l'agression sexuelle :

FAIRE UN COMPLIMENT SUR LE PHYSIQUE
OU LA TENUE D'UNE PERSONNE
QUE VOUS NE CONNAISSEZ PAS :

compliment 44 %

drague 40 %

harcèlement 13 %

agression 2 %

SIFFLER UNE FILLE/UN GARÇON DANS LA RUE :

compliment 4 %

drague 49 %

harcèlement 41 %

agression 5 %

EMBRASSER PAR SURPRISE UNE PERSONNE
QUE VOUS CONNAISSEZ :

compliment 13 %

drague 34 %

harcèlement 23 %

agression 29 %

TOUCHER LES FESSES D'UNE PERSONNE
QUI N'Y A PAS EXPRESSÉMENT CONSENTI :

compliment 1 %

drague 3 %

harcèlement 33 %

agression 62 %

MENACER UNE PERSONNE
POUR QU'ELLE CONSENTE À DES AVANCES :

compliment 1 %

drague 1 %

harcèlement 44 %

agression 53 %

USER DE SA POSITION (HIÉRARCHIQUE)
POUR OBTENIR DES FAVEURS SEXUELLES :

compliment 1 %

drague 1 %

harcèlement 57 %

agression 41 %

Les obstacles au recrutement en CDI dans les entreprises

Selon le ministère du Travail, en 2015, les recrutements en contrat à durée déterminée (CDD) représentaient 87 % des intentions d'embauche, soit une hausse de douze points depuis le début des années 2000. Cette hausse est souvent expliquée par l'aggravation des difficultés macro-économiques de la France mais aussi par la réglementation associée au contrat à durée indéterminée (CDI) qui serait trop contraignante, expliquant ainsi le recours au CDD plutôt qu'au CDI. Qu'en est-il vraiment ? Voici quelques éléments de réponse à partir de l'exploitation de l'enquête Ofer (voir encadré ci-dessous).

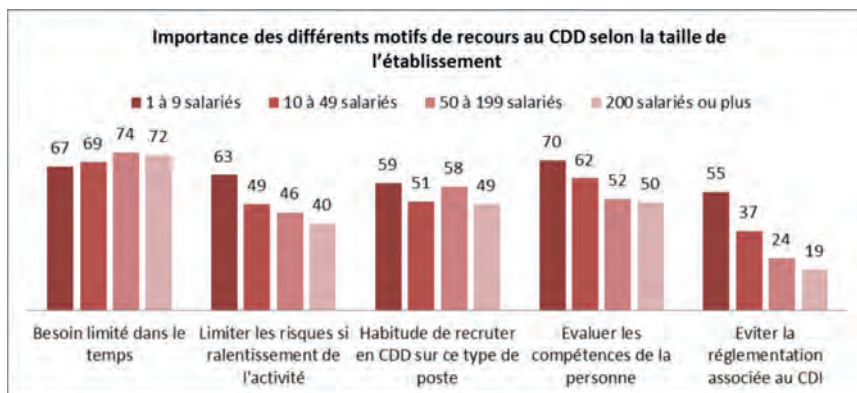
Lorsqu'on interroge les établissements sur les motifs de leur recours au CDD plutôt qu'au CDI, le fait d'avoir un besoin limité dans le temps est le plus mentionné, quelle que soit la taille de l'établissement : 69 % des établissements ayant récemment recruté en CDD plutôt qu'en CDI justifient leur choix ainsi. Compte tenu de la législation sur le CDD, cela n'a rien d'étonnant. En revanche, la volonté de tester les compétences du salarié est également alléguée par 65 % d'entre eux, un motif qui est donc en moyenne bien plus souvent cité que la réglementation associée au CDI (45 %).

Il est également intéressant de noter que la réglementation associée au CDI est un frein plus fort pour les recrutements

d'ouvriers (qualifiés ou non) que pour les cadres ou les professions intermédiaires : 27 % des établissements ayant recruté un cadre en CDD citent ce motif contre plus d'un établissement sur deux pour le recrutement d'un ouvrier. De même, le secteur de la construction est celui qui évoque le plus souvent la réglementation associée au CDI comme raison de recrutement en CDD plutôt qu'en CDI (62 % contre 45 % en moyenne). En revanche, ce n'est jamais le motif le plus cité, quel que soit le secteur d'activité. Les services aux particuliers, les services aux entreprises et l'administration publique, enseignement et santé allèguent le plus souvent le besoin limité dans le temps (entre 69 et 74 %), et l'industrie et la construction citent le plus souvent le besoin d'évaluer les compétences de la personne. Enfin, plus le nombre de salariés de l'établissement

est faible, plus le motif « éviter la réglementation associée au CDI » est mentionné : 55 % des établissements de moins de 10 salariés le citent contre seulement 19 % des établissements de plus de 200 salariés. De même, « limiter les risques si ralentissement de l'activité » est moins retenu par les plus grands établissements. Les établissements dotés d'un service des ressources humaines mentionnent moins fréquemment les contraintes réglementaires du CDI pour expliquer leur recours au CDD. ●

« La réglementation associée au CDI est un frein plus fort pour les recrutements d'ouvriers (qualifié ou non) que pour les cadres ou les professions intermédiaires. »



Méthodologie :

l'enquête Offre d'emploi et recrutement (Ofer) couvre l'ensemble des établissements d'au moins un salarié du secteur concurrentiel non agricole ayant eu au moins un jour d'activité en 2015 et ayant nouvellement recruté en CDI ou en CDD de plus d'un mois entre le 1^{er} septembre et le 30 novembre 2015. L'enquête a été menée majoritairement par téléphone entre mars et juin 2016. 8 510 questionnaires ont ainsi été complétés.



Au regard du 1^{er} tour de l'élection présidentielle, et après avoir pris du recul sur cette séquence mouvementée, y compris dans notre parti, il s'agit désormais d'examiner comment nous sommes parvenus à atteindre ces 19 % pour notre courant politique, et qui sont-ils, d'examiner ce qu'ont la Seine-Saint-Denis et la Dordogne en commun, ce qu'ont Le Havre, Bilia, Grand-Corent, Toulouse ou Saint-Étienne en commun. Mais il s'agit aussi d'analyser ce qui a pu nous manquer à Paris, Hénin-Baumont, Limoges ou Rostrenen pour atteindre le 2^e tour. Territorialement, le vote Mélenchon est très situé et recoupe des réalités diverses : banlieues métropolitaines, villages socialistes depuis cent cinquante ans, centre-ville de grandes agglomérations du Sud, territoires industriels de pointe ou au contraire en désindustrialisation. Depuis trois ans, Christophe Guilluy tente de montrer en quoi la France se sépare territorialement en deux grands groupes sociaux (une France inclusive et une France périphérique), pointant l'organisation périurbaine de l'habitat, la désindustrialisation, les votes sur l'Europe et l'abandon de la gauche, etc. Il cherche à démontrer que le Front national est la réponse forte de contestation de cette France périphérique et que cela ne s'arrangera pas à cause de la surdité des élites.

Christophe Guilluy est essayiste, consultant pour les collectivités et gérant de Maps Productions, une société de marketing. Il est présenté comme géographe par son éditeur et dans ses interviews, qu'il a eu l'occasion de donner au *Monde*, à *Libération* ou à *Village Magazine*, à l'occasion des sorties de deux livres qui ont eu un certain retentissement : *La France périphérique* (Flammarion, 2014) et *Le Crépuscule de la France d'en haut* (Flammarion, 2016).

Christophe Guilluy est désormais cité régulièrement, tant par les professionnels du développement local que par certains éditorialistes (Joffrin, Zemmour...) ou par des élus ruraux sur les questions d'inégalités territoriales.

UNE FRANCE PÉRIPHÉRIQUE MONOLITHIQUE

Dans *Le Crépuscule de la France d'en Haut*, Christophe Guilluy veut montrer qu'un « conflit de classes aux sous-bassements identitaires et sociaux » est en train de déstabiliser la France d'en haut, *via* ses périphéries. Notre société se couperait en deux, avec une France des métro-

poles et une France périphérique. La première répondant à ses besoins en se servant des immigrés en banlieue comme main-d'œuvre, la seconde en subissant de plus en plus le désengagement de la France d'en haut. Christophe Guilluy définit cette dernière comme la France métropolitaine qui rassemble les quinze plus grandes agglomérations, tout ce qui est hors d'elles est périphérique. Il choisit de séparer le territoire de la France et de proposer une analyse sociale, en mélangeant d'un côté les villes de Lyon, Paris, Rennes et des villes comme Douai, Lens, Vénissieux ou Saint-Denis ; de l'autre côté il rassemble la Haute-Savoie frontalière avec la Suisse, l'Alsace hors Strasbourg, la Creuse, les Ardennes ou le Pays basque... D'emblée, ce choix ne dit rien

Christophe Guilluy, le Front national et des questions sur le sens du vote de gauche

Comprendre les idées
et les méthodes qui permettent
à Christophe Guilluy
d'être aussi audible
et nourrir notre réflexion
tout en étant vigilant.

— PAR **PIERRICK MONNET*** —

des conditions de partage des richesses dans ce même contexte. Oyonnax, par exemple, 25 000 habitants, est classée dans la France périphérique alors qu'elle a à la fois le taux d'ISF et de chômage par habitant les plus élevés de la région Rhône-Alpes.

Ce concept de France périphérique a eu du succès, notamment à l'intérieur du périph' parisien, car il a donné à voir une réalité qui plaisait : attaque des bobos parisiens sans

définition, validation sans source que ce sont les classes supérieures qui produiraient de la richesse car ce sont elles qui vivent en métropole, nostalgie d'un discours téléologique sur l'égalité, le commun républicain ou encore association de la cause palestinienne et achat de voix communautaires musulmanes. Christophe Guilluy plaît car il reprend sans les nommer les concepts diffusés dans les grandes écoles autour d'une société divisée en *insiders* et *outsiders* ; des concepts réutilisés très souvent par ceux qui attaquent le code de travail en ciblant certains salariés surprotégés qui empêcheraient les autres de s'insérer dans le marché du travail. Il mobilise également un vieux fonds marxiste en réutilisant la dialectique centre/périphérie chère à Immanuel Wallerstein ; il oublie cependant que Wallerstein était plus précis car justement il montrait qu'il y avait des catégories sociales qui apparaissaient dans les zones centrales mais qui en étaient aussi marginalisées, et surtout que des catégories sociales dominaient aussi les autres au sein même de la périphérie. On est souvent la périphérie de l'autre.

CHRISTOPHE GUILLUY, LE TÉMOIN D'UNE ÉPOQUE

Alors pourquoi s'attarder aussi longuement ? Il nous semble que Christophe Guilluy est le témoin d'une époque. Une époque où le FN est au centre de l'attention politique, y compris parfois de la part de notre parti. Une époque où la nostalgie s'est emparée de certains militants, et où les repères socio-économiques se brouillent. Clairement, Christophe Guilluy fait partie de ceux qui dénoncent le mythe des classes moyennes majoritaires ; ce sont les autres qui sont membres des classes populaires. Centrer un discours sur l'appartenance aux classes

« Il est l'exemple même du ni droite, ni gauche, ni classe, ni patron. »

populaires n'est peut-être pas le moyen le plus valorisant pour donner envie à des gens qui ne s'y reconnaissent pas « subjectivement » de s'engager derrière ce discours, « même s'ils y sont objectivement ». Christophe Guilluy dénonce un vote pour la gauche très situé dans les grandes métropoles urbanisées ; il n'a pas

« Christophe Guilluy cherche à démontrer que le Front national est la réponse forte de contestation de cette France périphérique et que cela ne s'arrangera pas à cause de la surdité des élites. »

tort, et il fait un lien plus évidemment depuis le 22 avril avec Macron. Oui, il faut se pencher sur les quartiers, sur les classes sociales ayant voté Macron, sur la force et l'ancienneté du vote socialiste. On peut se poser la question suivante : si beaucoup de territoires sont passés à gauche en 1977 et sont désormais tenus par le vote Macron, lesquels exprimaient alors un vote de classe, lesquels un vote conjoncturel ?

Christophe Guilluy dénonce l'idéologie de la métropolisation, et ajoute même que la métropole coûte plus cher dans son aménagement et que les crédits sont massivement orientés en sa faveur. La crise en Guyane, l'argent déjà dépensé pour attirer les JO 2024 ou le CICE plaident dans cette remise en cause ; pire, il se peut que la métropole de Paris, même à gauche un jour, ne remette pas cette concentration en cause.

Enfin, Christophe Guilluy nous invite, dans cette période où le FN est régulièrement au second tour des élections, à regarder comment une partie de la gauche utilise l'antifascisme comme un outil de délégitimation du diagnostic des classes populaires sur leur propre situation ; le FN est d'abord la réponse que choisissent des gens à leur situation sociale. Si nous ne pouvons pas être d'accord, nous devons l'accepter car il s'agit de l'expression légitime d'électeurs, et quand des étudiants ou des cadres diplômés du PS ou du PCF disent à des ouvriers ou des chômeurs qu'ils se trompent de colère, cela peut être vécu comme du mépris de classe. Si on peut regretter le ton agressif de Guilluy envers *la quincallerie révolutionnaire*, ses constats posent des questions qui doivent interroger notre parti : le fascisme est-il une forme de gouvernement située historiquement ? L'antifascisme, une réponse également située ? Peut-on avoir le même comportement politique quand sept millions de personnes expriment un vote que quand il s'agit de mille énervés encagoulés ? À quel moment de l'histoire les électeurs d'un parti sont-ils nos voisins à convaincre et à quel moment sont-ils des ennemis de la République ? Christophe Guilluy n'a aucune réponse à apporter.

» POUR QUOI ? ET PAR QUELS MOYENS ?

Une question émerge : pourquoi Christophe Guilluy fait-il ces cartes et ces interviews ? La réponse est donnée à plusieurs reprises : l'insécurité culturelle pousse les gens qui se sentent minoritaires culturellement (dans leur quartier notamment) à déménager. Ce concept a été développé et instrumentalisé par le courant Gauche populaire du PS. L'insécurité culturelle amènerait le repli sur soi, la peur et le vote FN. Le problème est que l'utilisation de ce concept met en scène l'affrontement de cultures pures qui s'opposeraient dans le même espace (public, médiatique, voisinage).

Christophe Guilluy souhaite travailler sur les sentiments des classes populaires ; mais il n'utilise que des sondages, pas d'entretiens ; ou alors des assertions sans preuve (« les catégories modestes sont réticentes à une nouvelle vague migratoire », alors même que les enquêtes sur le terrain se multiplient, dans la Loire ou en Lozère par exemple). Il dit aussi que l'immigration est au cœur des préoccupations des Français. Nous sommes face à une essentialisation permanente des classes populaires et de cette fameuse France périphérique.

Christophe Guilluy exonère aussi, et surtout, la droite politique et les propriétaires des moyens de production de leur responsabilité : s'il déplore l'appropriation des logements urbains par les catégories supérieures, il n'évoque jamais la responsabilité de Chirac en tant que maire et Premier ministre dans la fin de la régulation des loyers et des prix immobiliers entre 1977 et 1988. Il ne dit pas un mot du rôle des gouvernements socialistes dans la dérégulation financière des années 1990, et restreint la rébellion de la France périphérique à un mouvement social : les Bonnets rouges, alors même que les plus importants patrons bretons étaient des instigateurs de ce mouvement. Christophe Guilluy est donc l'exemple même du ni droite, ni gauche, ni classe, ni patron. Rien sur la concentration des richesses en métropole, l'évasion fiscale pratiquée par les élites métropolitaines comme les élites des villes de la France périphérique.

RÉCUPÉRER LA PLUS-VALUE, PAR TOUS LES MOYENS

Pour Christophe Guilluy, la France périphérique existe car les métropoles excluent. Et en captant deux tiers du PIB désormais, les métropoles par le biais des entreprises extorquent de la plus-value créée sur tout le territoire grâce un système de sous-traitance et de franchises qui fait remonter les profits au donneur d'ordre. En concentrant les emplois de services, d'enseignement ou de soin dans les grandes villes et en fermant des services publics,

l'État participe aussi à cette concentration et à la diminution de la consommation locale. Mais Guilluy considère que ce sont des personnes situées en métropoles qui en profitent sciemment au détriment des habitants ruraux. La réponse au FN et à la baisse de la centralité de la question sociale tient dans cette équation : comment la dignité que cherche chaque être humain dans le travail peut-elle être désormais conquise autrement que par la lutte individuelle pour l'emploi mais par la lutte collective en faveur de la reconnaissance anticapitaliste et a-économique des savoir-faire des classes populaires ? Et donc d'un droit au salaire qui permette de vivre de ses savoir-faire sans extorqueur de profit ? ●

***Pierrick Monnet** est ouvrier agricole, membre du Comité départemental du PCF de l'Ain.

POUR ALLER PLUS LOIN

Christophe Guilluy, « Les métropoles mondialisées vont voter en masse pour Macron », *Europe 1*, 29 avril 2017.

Igor Martinache, « Présidentielles. Peut-on faire confiance aux sondages ? », *Alternatives économiques*, 20 avril 2017.

Brigitte Vital-Durand, « L'immobilier parisien dans la spirale de la hausse des prix », *Libération*, 22 décembre 1994.

Michael Foessel, De Rocard à Julliard, vie et mort de la deuxième gauche, *Libération*, 25 janvier 2011.

Florence Aubenas, Dans l'Aisne, miroir d'une France coupée en trois, *Le Monde*, 24 mars 2015.

Christophe Guilluy, La posture anti-fasciste de supériorité morale de la France d'en haut permet en réalité de disqualifier tout diagnostic social, *Atlantico*, 27 avril 2017.

Clément Pétreault, Il n'existe aucune connexion entre le monde d'en haut et celui d'en bas, *Le Point*, 2 mai 2017.

Igor Martinache, « Présidentielles. Peut-on faire confiance aux sondages », *Alternatives économiques*, 20 avril 2017.

Brigitte Vital-Durand, « L'immobilier parisien dans la spirale de la hausse des prix », *Libération*, 22 décembre 1994.



Le Déjeuner des barricades

Éditions Grasset

DE PAULINE DREYFUS

PAR GÉRARD STREIFF

Le 22 mai 1968, Paris est submergé par une vague de contestation qui n'épargne pas les palaces de la cité et notamment l'hôtel Meurice, rue de Rivoli, une

des grandes résidences de luxe parisiennes, comme ses concurrents George-V ou Plaza.

Le personnel, gagné par l'air du temps, se met en mouvement et « occupe » l'hôtel. Il ne s'agit pas d'une grève à proprement parler car les employés assurent leur service mais ils prennent le pouvoir dans l'établissement, mettent de côté le directeur (et les actionnaires) et établissent un cahier de doléances lors de différentes assemblées générales.

Déjà, ce « mouvement » pas comme les autres constitue un excellent sujet. L'auteure raconte et romance les (nouveaux) rapports qui s'établissent entre maître d'hôtel, concierge, cuisiniers, femmes d'entretien, responsable du vestiaire, barman (le bar est un lieu stratégique de l'hôtel et du roman). Un courant égalitariste traverse cette corporation d'ordinaire très hiérarchisée et très attentive au paraître. Cette approche pourrait donner lieu à des caricatures ; ce n'est pas le cas. L'auteure fait vivre avec humour les contradictions et les débats, feutrés mais réels, qui parcourent les couloirs.

On se promène dans les étages, on y découvre des résidents (permanents ou passagers) comme une milliardaire américaine posée là, à l'année, ou le couple Salvador Dalí/Gala, ou un riche Texan qui se calfeutre dans sa chambre, hanté par la proximité des soviets ; et puis il y a là un certain monsieur Aubuisson, notaire à Montargis, qui, sur ses vieux jours, veut s'offrir une unique et spectaculaire virée à Paris. Mais il est retenu de fait à l'hôtel, où il jouera son rôle.

Et puis il y a mieux, ou pire : ce 22 mai est prévu de longue date au Meurice la remise du prix Nimier, un des prix littéraires donné par un jury (les Hussards) plutôt réac (Morand, Jouhandeau, Chardonne, Frank, Blondin) et financé par la milliardaire américaine, imperméable à l'écriture mais attachée aux mondanités. Le prix doit être remis, à l'issue d'un déjeuner, à un tout jeune homme, un certain Patrick Modiano, pour son premier opus, *La Place de l'étoile*. Dans un Paris libertaire, bloqué par les manifestations, et dans un hôtel de prestige « autogéré » par ses employés, le déjeuner va-t-il avoir lieu ? L'AG vote pour mais la cuisine impose son menu. Et le déjeuner commence.

Arrive un jeune géant, aux allures de gazelle égarée. Comme les rangs du jury sont clairsemés (avec la grève

des transports), le protocole de l'hôtel invite des résidents à en faire partie, dont Salvador Dalí ou le notaire de Montargis qui s'avérera être le lecteur le plus attentif de Modiano.

Au passage, l'auteure souligne une certaine ambiguïté de ce premier prix (Nimier) à Modiano. *La Place de l'étoile*, texte libre et fougueux sur toutes les figures possibles du personnage juif, est lu par les réacs du jury comme un texte aux relents antisémites qui ne leur déplaît pas...

Ce roman, écrit d'un seul tenant, est un des livres les plus cocasses de la rentrée 2017. ●



Et maintenant, Monsieur le Président ?

10 interpellations

à Emmanuel Macron

Éditions de l'Atelier, 2017

D'ANDRÉ CHASSAIGNE

PAR LÉO PURGUETTE

Dix interpellations au nouveau président de la République en moins d'une centaine de pages. Avec ce

livre ramassé et percutant, André Chassaigne renoue avec « la tradition des brochures d'agitation », comme il le confiait à l'occasion de sa présentation à l'université d'été du PCF. Écrit au cœur de l'été quand les mauvais coups commençaient à pleuvoir sur les salariés, les locataires et les plus modestes, l'ouvrage s'appuie sur le travail parlementaire d'André Chassaigne pour mettre en relief la cohérence du projet libéral d'Emmanuel Macron. Pour le président du groupe de la Gauche démocrate et républicaine à l'Assemblée nationale, derrière l'ambition de renouvellement politique affichée par le chef de l'État se cache « une guerre sociale pour imposer un programme : celui des milieux d'affaires ».

Méthodiquement, André Chassaigne interroge le cap d'Emmanuel Macron à propos de dix thématiques sur lesquelles il avait mis l'accent durant sa campagne : Un renouveau démocratique ? Un nouveau modèle de croissance ? Libérer le travail ? Réenchanter l'Europe ? Un modèle social plus protecteur ? Une politique des territoires ? Les mêmes chances pour tous ? Rendre la France plus compétitive ? La crise financière est derrière nous ? Un État qui assure la sécurité des citoyens ?

Point par point, le député du Puy-de-Dôme effectue un travail de « grand dévoilement » de l'imposture présidentielle et formule des propositions alternatives qui dessinent d'autres possibles solidaires et émancipateurs. Dans sa forme, le livre d'André Chassaigne rappelle *Front national l'imposture, Droite le danger, 20 répliques à leurs*

programmes de Pierre Laurent, Marc Brynhole et Alain Hayot paru chez le même éditeur. Comme lui, il est à la fois accessible à un large public et utile aux militants pour affiner leurs argumentaires. Il offre un excellent support pour l'organisation de débats de proximité car avec le même langage franc, exigeant et populaire qu'il manie à la tribune du palais Bourbon, André Chassaigne s'en prend concrètement à ce sur quoi s'est bâti selon lui le succès d'Emmanuel Macron : « un socle de dépolitisation ». ●



Le Parlement des cigognes

Éditions du cherche midi

VALÈRE STARASELSKI

PAR **THIERRY WANGERMÉE**

Douze Français fêtent aux premières pages du *Parlement des cigognes* la fin d'un séminaire dans un *mleczny*, ainsi que les Polonais nomment les gar-

gotes populaires. Garçons et filles de moins de 25 ans, ils ont l'âge du groupe, comme disait Paul Nizan, celui où l'on se cherche au miroir des autres en mesurant aussi bien son degré de séduction que sa sensibilité, un âge où les joyeux éclats de rire dissimulent difficilement les affects fébriles qui se nouent ou se dénouent sous la surface du discours.

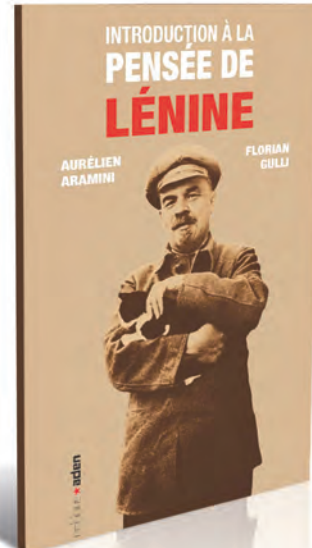
Valère Staraselski choisit de mener ces jeunes gens bien d'aujourd'hui au pas de course, et ceci n'est pas une métaphore destinée à décrire son style rapide et nerveux : découvrant que la neige s'est invitée durant leur dîner, les jeunes gens ont relevé le défi d'un jogging à travers la ville au petit matin, puisqu'ils ont désormais quartier libre. Seul David, le plus éclairé d'entre eux, dispose de repères dans la ville et soupçonne qu'y courir, c'est courir au plus noir de l'histoire polonaise, mais tous l'éprouveront : *Lorsqu'ils obliquèrent à l'intérieur de Kazimierz, l'ancien quartier juif, quelque chose avait changé. Sous doute la soudaine intensité du silence. Car il n'y avait plus de vent. Un silence d'aquarium. Peut-être en raison de l'heure matinale ?* Ils ont vu *la Liste de Schindler*, et les quelques explications lâchées par David prennent sens au souvenir du film de Spielberg : sur les lieux mêmes du tournage, ils comprennent peu à peu que ces derniers sont d'abord les lieux de la tragédie réelle. Même David, cependant, ne pouvait prévoir que l'effet produit par cette traversée serait décuplé par la rencontre inopinée de l'un des derniers témoins de l'extermination, et nulle part ailleurs qu'au musée, quelques heures plus tard : arraché à sa contemplation mélancolique d'un tableau représentant des cigognes dans la campagne

polonaise, le vieil homme dont la canne s'orne d'un pommeau d'argent en forme de cigogne engage la conversation. Désormais israélien, il revient pour la première fois depuis 1946 en Pologne, où il est né et a miraculeusement survécu à la Shoah. Le terrible récit qui s'ensuit est construit à partir de témoignages réels. Mais c'est aussi l'auditoire que raconte l'auteur, ce groupe de jeunes gens qui se révèle plus disparate qu'il ne semblait, à la lumière de l'Histoire. Son véritable sujet est de lire les effets de l'histoire, aujourd'hui, sur les visages de jeunes gens qui croyaient vaguement la connaître mais mesurent l'étendue impitoyable de leur ignorance. Et c'est là une grande réussite du *Parlement des cigognes*, qui en fait bien une poignante leçon d'histoire, et qui se termine d'ailleurs et littéralement par une claqué magistrale. ●

Dernière publication de Cause ★ commune

sortie le 4 décembre 2017

Vous pouvez dès maintenant
la commander auprès
des éditions★aden
<https://adeneditions.com>





Spontanéité et direction consciente

Il est courant d'opposer les mouvements de révolte « spontanés » aux actions révolutionnaires organisées et préparées à l'avance par une « direction consciente ». Pour Gramsci, cette opposition est moins évidente qu'elle n'en a l'air.

— PAR FLORIAN GULLI ET JEAN QUÉTIER —

« LA "PURE" SPONTANÉITÉ N'EXISTE PAS »

Le terrain sur lequel se place Gramsci est d'abord celui de l'analyse historique : il entend dans un premier temps juger de la validité du concept de « spontanéité » pour rendre compte d'un certain nombre de phénomènes, au premier rang desquels se placent les révoltes populaires. Or, pour Gramsci, le terme de « spontanéité » pose d'abord un problème de définition : il est présenté comme une évidence, notamment par ceux qu'on pourrait qualifier de « spontanéistes », au sens où ils érigent la spontanéité au rang de « méthode politique ». Pourtant, le terme ne saurait être pris dans son sens littéral : aucune action dans l'histoire ne se produit sans qu'intervienne, d'une façon ou d'une autre, une volonté ou un projet qui suppose une forme de mise à distance ou d'extériorité par rapport à l'action elle-même. De ce point de vue, les événements historiques ne sont pas comparables à des événements naturels : une grève, même la moins préparée, ne se produit pas de manière automatique suite à l'annonce d'une fermeture d'usine comme la pomme tombe de l'arbre lorsqu'elle est trop lourde.

Dès lors, pour Gramsci, le terme « spontanéité » joue souvent le rôle d'asile de l'ignorance : lorsqu'on ne connaît pas les facteurs qui ont présidé à l'arrivée d'un événement, lorsqu'on ne dispose pas de « documents » attestant la présence d'une direction dans une lutte, on déclare qu'il s'agit d'un événement « spontané ». De même, une organisation appelle « spontané » un mouvement qui naît en dehors d'elle et qu'elle ne parvient pas à diriger. Pourtant, un tel mouvement n'est jamais sans direction et, pour cette raison, ne mérite pas le qualificatif de « spontané ». Il inclut bien des « éléments de « direction consciente » ; mais ceux-ci sont seulement « incontrôlables » de l'extérieur. « Spontané » dit

alors de façon inappropriée cette difficulté à maîtriser ce mouvement de l'extérieur.

Cette clarification étant faite, Gramsci va distinguer deux points de vue différents sur la spontanéité : le point de vue théorique et le point de vue politique, qu'il juge tous les deux erronés mais pour des raisons différentes. Le point de vue théorique consiste à analyser les événements historiques sous l'angle de la spontanéité. C'est au fond le point de vue dont il a souligné les limites dans le premier paragraphe : on parle de spontanéité lorsqu'on n'est pas en mesure d'expliquer les causes d'un événement. Le point de vue politique qui consiste à « soutenir la spontanéité en tant que méthode », c'est le spontanéisme. Gramsci se montre plus ►►

Le « mouvement turinois » des années 1919 et 1920.

C'est le « Biennio rosso », les deux années rouges en Italie, dans le sillage de l'Octobre russe. Gramsci y participe activement avec le journal *L'Ordine nuovo*. Lors de ce mouvement, les usines Fiat sont occupées, des conseils ouvriers voient le jour, conseils qui prennent en charge la production, « une production équivalente à 55 % de celle normale – soit 37 voitures par jour contre 68 en temps normal –, alors que les ouvriers font face à l'absence quasi complète d'employés et de techniciens et surtout qu'ils doivent pallier le manque d'approvisionnement en matière première³ ». En 1930, en pleine crise économique, Gramsci revient sur cette expérience et rappelle à ceux qui estiment que le capitalisme va s'effondrer de lui-même qu'il n'y a pas de transformation sociale sans direction politique.



On peut donner plusieurs définitions du mot « spontanéité », car le phénomène auquel il se rapporte a plusieurs aspects. Il faut avant tout remarquer que la « pure » spontanéité n'existe pas dans l'histoire : elle coïnciderait avec la « pure » action mécanique. Dans le mouvement « le plus spontané » les éléments de « direction consciente » sont seulement incontrôlables, ils n'ont pas laissé de document authentifiable. [...]

Qu'il existe dans tout mouvement « spontané » un élément primitif de direction consciente, de discipline, cela est démontré de façon indirecte par le fait qu'il existe des courants et des groupes qui soutiennent la spontanéité comme méthode. À ce propos il faut faire une distinction entre les éléments purement « idéologiques » et les éléments d'action pratique, entre les théoriciens qui soutiennent la spontanéité comme « méthode » immanente et objective du devenir historique, et les politiciens qui la soutiennent en tant que méthode « politique ». Chez les premiers il s'agit d'une conception erronée, chez les seconds il s'agit d'une contradiction immédiate et mesquine qui laisse voir son origine pratique évidente, c'est-à-dire la volonté immédiate de substituer une direction déterminée à une autre.

Le mouvement turinois fut accusé en même temps d'être « spontanéiste » et « volontariste » ou bergsonien¹ ! Cette accusation contradictoire, si on l'analyse, montre la fécondité et la justesse de la direction qui avait été imprimée à ce mouvement. Cette direction n'était pas « abstraite », elle ne consistait pas à répéter mécaniquement des formules scientifiques ou théoriques, elle ne confondait pas la politique, l'action réelle, avec la recherche particulière du théoricien ; elle s'appliquait à des hommes réels, qui s'étaient formés dans des conditions historiques déterminées, avec des sentiments, des façons de voir, des fragments de conception du monde, etc. déterminés, qui résultaient des combinaisons « spontanées » d'un certain

milieu de production matérielle, avec la « fortuite » agglomération d'éléments sociaux disparates. Cet élément de « spontanéité » ne fut pas négligé, et encore moins méprisé — il fut éduqué, orienté, purifié de tous les corps étrangers qui pouvaient le souiller, afin de le rendre homogène, mais de façon vivante, historiquement efficace, grâce à la théorie moderne². On parlait, parmi les dirigeants eux-mêmes, de la « spontanéité » du mouvement ; et il était juste qu'on en parle : cette affirmation était un stimulant, un élément énergétique, un élément d'unification en profondeur. Plus que toute autre chose, c'était une façon de nier qu'il s'agissait de quelque chose d'arbitraire, d'aventureux,

d'artificiel, d'un mouvement qui ne serait pas historiquement nécessaire. Cela donnait à la masse une conscience « théorique », cela faisait d'elle la créatrice de valeurs historiques, la créatrice d'institutions, la fondatrice d'États. Cette unité de la « spontanéité » et de la « direction consciente », ou encore de la « discipline », voilà ce qu'est précisément l'action politique réelle des classes subalternes, en tant qu'elle est une politique de masse et non une simple aventure de groupements qui se réclament des masses.

Antonio Gramsci, *Cahiers de prison*, tome I, Cahier 3 (1930), §48, Gallimard, p. 293-295.



- sévère avec celui-ci qu'il juge « mesquin » et dans lequel il reconnaît une forme d'hypocrisie. On se drape dans la spontanéité pour imposer une direction consciente face à une autre. Pour se débarrasser d'une direction, pour prendre sa place, l'appel à la spontanéité contre les directions *en général* peut être une arme politique efficace. Il faut seulement ne pas avoir la naïveté de croire que cet appel conduit à supprimer la direction. Ce n'est qu'un moyen habile d'en imposer une autre. Il n'y a donc pas d'action politique sans direction consciente. Le nier, c'est faire preuve d'ignorance ou avancer masqué.

ÉDUIQUER LA SPONTANÉITÉ

Une précision importante. Ici, « diriger » ne signifie pas « commander ». Comment une direction pourrait-elle donner des ordres aux masses et espérer être suivie ? Diriger politiquement, c'est proposer une direction, montrer un chemin, que les masses sont libres de suivre ou non.

Gramsci se réfère au « mouvement turinois » des années 1919 et 1920, mouvement d'occupation d'usines et d'autogouvernement ouvrier. C'est un exemple de direction juste. Ce qui le révèle ? Le fait qu'on ait accusé ce mouvement tantôt d'être « spontanéiste », c'est-à-dire de refuser toute forme de direction, tantôt d'être « volontariste », c'est-à-dire d'être la mise en pratique du plan d'une direction. Le mouvement fut en effet les deux à la fois.

Gramsci et le journal l'*Ordine nuovo*, inspirés par les expériences soviétiques du lendemain de la guerre en Europe, faisaient partie des organisateurs du mouvement. Ils avançaient l'idée d'une transformation des vieilles institutions ouvrières, les « commissions internes⁴ », en conseils d'usine prenant en charge directement la production. L'article de Gramsci « Démocratie ouvrière » (juin 1919) développait cette proposition. Il y avait donc bien une direction consciente : l'*Ordine nuovo*, qui devint « journal des conseils d'usine ». Elle indiquait un chemin : le dépassement du capitalisme par la gestion ouvrière. Et cette direction n'était pas « abstraite », elle entraînait en résonance avec les aspirations des ouvriers.

Par hasard ? Non. Cette direction n'était pas coupée de la spontanéité parce qu'elle la prenait au sérieux au lieu de la négliger ou de la mépriser. Invité dans les assemblées d'usine, dans les cercles éducatifs, Gramsci ne cesse d'interroger les ouvriers. Car pour bien diriger, il faut savoir, au préalable, beaucoup écouter.

La direction ne peut pas se contenter de suivre l'élément spontané. Celui-ci a besoin d'être « éduqué, orienté, purifié de tous les corps étrangers qui pouvaient le souiller, afin de le rendre homogène ». Comme telle en effet, la spontanéité est toujours hétérogène, parfois même contradictoire ; impossible par conséquent de la suivre puisqu'elle part dans tous les sens. Il faut donc bien choisir les éléments de spontanéité qui sont pertinents. Ensuite, ce qui se dit spontanément est souvent formulé de façon négative (le refus de telle ou telle chose) ; il faut bien alors aller de l'avant et définir un projet positif. Enfin, la spontanéité n'est pas toujours suffisamment informée ; il faut apporter ces informations, par exemple sur les différentes expériences de gestion ouvrières ailleurs en Europe afin d'en évaluer la portée et les limites.

Une juste direction consciente ne nie donc pas la spontanéité. Elle la prend au sérieux, elle l'étudie longuement. Ensuite, à l'aide de mots d'ordre et de propositions, elle tente de l'élaborer et de la « hausser sur un plan supérieur », pour la transformer en « action politique réelle des classes subalternes ». ★

-
1. Henri Bergson (1859-1941) : philosophe spiritualiste français dont la théorie de la liberté, fondée sur le concept d'élan vital, entend s'opposer aux explications mécanistes et finalistes.
 2. « Théorie moderne » désigne le marxisme.
 3. Jean-Yves Frétygné, *Antonio Gramsci, Vivre, c'est résister*, Armand Colin, 2017, p. 108.
 4. Instances de résolution des conflits où siégeaient syndicats et patronat.

Cause commune dans toute la France

Saliha Bussedra, Guillaume Roubaud-Quashie, Jean Quétier, Florian Gulli, membres de l'équipe de *Cause commune* ont continué leur tour de France pour présenter le film *Le jeune Karl Marx*, parler de la révolution de 1917, du rôle de Lénine, du rôle des femmes ; Des débats ont été aussi organisés autour des ouvrages *Découvrir Marx*, *Découvrir Engels*.



ORGANISEZ DES DÉBATS !

Organisez des débats avec les membres de l'équipe de **Cause ★ commune**, autour des livres ou des thèmes des dossiers, c'est possible.

CONTACTEZ-NOUS À

redaction@causecommune-larevue.fr



Retrouvez
Cause ★ commune
sur **Facebook**

L'ÉQUIPE DE LA REVUE



**Guillaume
Roubaud-Quashie**
Directeur



Davy Castel
Rédacteur en chef



Jean Quétier
Rédacteur en chef



Gérard Streiff
Rédacteur en chef
Controverses
Sondages



**Sébastien
Thomassey**
Mise en page



Frédo Coyère
Mise en page
et graphisme



Noëlle Mansour
Secrétaire
de rédaction



Maxime Cochard
Congrès



Camille Ducrot
Critiques/Lire



Florian Gulli
Dans le texte



**Saliha
Bousseadra**
Féminisme



Léo Purguette
Grand entretien



Mickaël Bouali
Histoire



**Valentin
Brouillard-Dusong**
Militer



Laura Moscarelli
Philosophiques



Victor Blanc
Poésies



**Corinne
Luxembourg**
Production
de territoires



Séverine Charret
Production
de territoires



Gérard Legrip
Regard



Élodie Lebeau
Regard



Pierre Crépel
Sciences



Fanny Chartier
Statistiques



Michaël Orand
Statistiques



Benjamin Sozzi
Vidéo



Claudine Périllaud
Relecture



Vincent Bordas
Relecture



Hélène Bidard



Igor Martinache



Josua Gräbener



Stéphanie Loncle



Marine Roussillon



Constantin Lopez

Cause ★ commune

BULLETIN D'ABONNEMENT

RÈGLEMENT PAR **CHÈQUE BANCAIRE OU POSTAL** (À L'ORDRE DE ASSOCIATION PAUL-LANGEVIN REMPLIR BULLETIN CI-DESSOUS).

Durée 1 an/6 numéros

BULLETIN D'ABONNEMENT ANNUEL

- ☐ Je règle par chèque bancaire ou postal (France uniquement) à l'ordre de Association Paul-Langevin
- ☐ Standard : 46 € ☐ Chômeurs/étudiants : 36 € ☐ Souscription : 56 € ☐ Étranger : 56 €

SERVICE ABONNEMENT - CAUSE COMMUNE c/o TBS BLUE - 11, rue Gustave-Madiot - 91070 BONDOUFLE

Tél.: 01 84 18 10 50 - Fax: 01 55 04 94 01 - Mail: abonnement@causecommune-larevue.fr

À envoyer à l'adresse ci-dessus.

Nom & prénom

Adresse

Code postal Ville

Adresse électronique Mobile(*)

(*) informations utilisées uniquement dans le cadre de l'abonnement

Date : Signature :

RÈGLEMENT PAR PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE (REMPLEIR FORMULAIRE CI-DESSOUS).

BULLETIN D'ABONNEMENT PAR PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE (4 fois/an)

JOINDRE UN RIB

- ☐ Standard : 4 X 11,50 € ☐ Chômeurs/étudiants : 4 X 9 € ☐ Souscription : 4 X 14 € ☐ Étranger : 4 X 14 €

NOM, PRÉNOM ET ADRESSE DU DÉBITEUR

Nom / prénom :

Adresse :

CP : Ville : Pays :

DÉSIGNATION DU COMPTE À DÉBITER

[illegible]

IBAN-Numéro d'identification international du compte bancaire

[illegible]

BIC-Code international
d'identification de votre banque

TYPE DE PAIEMENT récurrent/répétitif ☒ Vous pouvez à tout moment vous désabonner en appelant au 01 84 18 10 50.

CRÉANCIER : ASSOCIATION PAUL-LANGEVIN - ICS : FR23ZZZ530622 - Adresse : 6, avenue Mathurin-Moreau, 75167 Paris cedex 19

MANDAT DE PRÉLÈVEMENT SEPA

ASSOCIATION PAUL-LANGEVIN

Référence unique du mandat (réservé à l'administration)

[illegible]

En signant ce formulaire vous autorisez l'ASSOCIATION PAUL LANGEVIN à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, et votre banque à débiter votre compte conformément aux instructions de l'ASSOCIATION PAUL LANGEVIN. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec elle. Une demande de remboursement doit être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.

Fait à :

Signature :

Le :

Les informations contenues dans le présent mandat, qui doit être complété, sont destinées à n'être utilisées par le créancier que pour la gestion de sa relation avec son client. Elles pourront donner lieu à l'exercice, par ce dernier, de ses droits d'oppositions, d'accès et de rectification tels que prévus aux articles 38 et suivants de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

À retourner à : **SERVICE ABONNEMENT - CAUSE COMMUNE c/o TBS BLUE - 11, rue Gustave-Madiot - 91070 BONDOUFLE**

PROCHAIN NUMÉRO
Mars/Avril : **Parti/mouvement**



Parti communiste français

Prix : 8€